

# BULLETIN OFFICIEL

## EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

| EDITIONS   | TARIFS D'ABONNEMENT |        |   | <b>ABONNEMENT</b><br>IMPRIMERIE OFFICIELLE<br>RABAT - CHELLAH<br>Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25<br>05.37.76.54.13<br>Compte n°:<br>310 810 101402900442310133<br>ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat<br>au nom du régisseur des recettes<br>de l'Imprimerie officielle |
|--|---------------------|--------|---|---|
|  | AU MAROC            |        | A L'ETRANGER  |   |
|  | 6 mois              | 1 an   |   |   |
| Edition générale.....  | 250 DH              | 400 DH | A destination de l'étranger,<br>par voies ordinaire, aérienne ou<br>de la poste rapide internationale,<br>les tarifs prévus ci-contre sont<br>majorés des frais d'envoi, tels<br>qu'ils sont fixés par la réglementation<br>postale en vigueur. |   |
| Edition de traduction officielle.....                            | 150 DH              | 200 DH |   |   |
| Edition des conventions internationales.....                     | 150 DH              | 200 DH |   |   |
| Edition des annonces légales, judiciaires et administratives.... | 250 DH              | 300 DH |   |   |
| Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..    | 250 DH              | 300 DH |   |   |

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

| SOMMAIRE   | Pages | Convention de sécurité sociale entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne.  | Pages |
|--|-------|--|-------|
| <b>Royaume du Maroc et Royaume d'Arabie Saoudite :</b>   |       | <i>Dahir n° 1-16-161 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention faite à Rabat le 14 avril 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu .....</i>            | 312   |
| • Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.  |       |  |       |
| <i>Dahir n° 1-16-93 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention faite à Rabat le 14 avril 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu .....</i> | 311   |  |       |
| • Convention dans le domaine militaire et technique.   |       | <b>Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.</b>   |       |
| <i>Dahir n° 1-16-165 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention dans le domaine militaire et technique, faite à Rabat le 3 rabii I 1437 (15 décembre 2015) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.</i>   | 312   | <i>Dahir n° 1-17-79 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu .....</i> | 313   |

| Pages   | Pages   |
|---|---|
| <b>Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.</b>  | <i>contre la désertification, représenté par sa Secrétaire exécutive pour l'hébergement de l'Unité de coordination régionale (UCR) en vertu de l'Annexe I de ladite Convention, et de l'Accord complémentaire audit Accord fait à Rabat le 7 décembre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.....</i> |
| <i>Dahir n° 1-19-101 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 19 juillet 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte</i> | 336   |

**Dahir n° 1-16-93 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention faite à Rabat le 14 avril 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**

---

**LOUANGE A DIEU SEUL !**

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention faite à Rabat le 14 avril 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 72-15 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-16-73 du 17 chaabane 1437 (24 mai 2016) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Rabat le 14 avril 2015 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

---

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-16-165 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention dans le domaine militaire et technique, faite à Rabat le 3 rabii I 1437 (15 décembre 2015) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.**

**LOUANGE A DIEU SEUL !**

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention dans le domaine militaire et technique, faite à Rabat le 3 rabii I 1437 (15 décembre 2015) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite ;

Vu la loi n° 08-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-16-137 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

**A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention dans le domaine militaire et technique, faite à Rabat le 3 rabii I 1437 (15 décembre 2015) entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement du Royaume d'Arabie Saoudite.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-16-161 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne.**

**LOUANGE A DIEU SEUL !**

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne ;

Vu la loi n° 85-15 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-16-114 du 6 kaada 1437 (10 août 2016) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

**A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :**

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de sécurité sociale, faite à Tunis le 5 moharrem 1437 (19 octobre 2015) entre le Royaume du Maroc et la République tunisienne.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

**Dahir n° 1-17-79 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 09-17 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-17-34 du 8 hija 1438 (30 août 2017) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Antananarivo le 14 novembre 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Antananarivo le 21 novembre 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

*Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

AZIZ AKHANNOUCH.

\*

\* \* \*

## **Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Madagascar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République de Madagascar, désireux de promouvoir et de renforcer leurs relations économiques par la conclusion d'une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,

Sont convenus des dispositions suivantes :

### **ARTICLE 1 PERSONNES VISEES**

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

### **ARTICLE 2 IMPÔTS VISES**

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses subdivisions politiques ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu, les impôts perçus sur le revenu total, ou sur des éléments du revenu, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
  - a) en ce qui concerne le Maroc :
    - (i) l'impôt sur le revenu ; et
    - (ii) l'impôt sur les sociétés ;

(ci-après dénommés « impôt marocain »); et
  - b) en ce qui concerne Madagascar :
    - (i) l'impôt sur les revenus ;
    - (ii) l'impôt synthétique ;
    - (iii) l'impôt direct sur les hydrocarbures ;
    - (iv) l'impôt sur les revenus salariaux et assimilés ;
    - (v) l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers ;
    - (vi) l'impôt sur les plus-values immobilières ;

(ci-après dénommés « impôt malagasy »).
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales respectives.

### **ARTICLE 3 DEFINITIONS GENERALES**

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- a) les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, Madagascar ou le Maroc, suivant le contexte ;
- b) le terme « Maroc » désigne le Royaume du Maroc et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, le terme « Maroc » comprend :
  - (i) le territoire du Royaume du Maroc, sa mer territoriale ; et
  - (ii) la zone maritime au delà de la mer territoriale, comportant le lit de la mer et son sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquelles le Maroc exerce ses droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;
- c) le terme « Madagascar » désigne la République de Madagascar et, lorsqu'il est employé dans le sens géographique, il comprend :
  - (i) le territoire de la République de Madagascar, sa mer territoriale et ;
  - (ii) la zone maritime au-delà de la mer territoriale comportant le lit de la mer et le sous-sol (plateau continental) et la zone économique exclusive sur lesquelles Madagascar exerce ses droits souverains conformément à sa législation interne et au droit international, aux fins de l'exploration et de l'exploitation de leurs ressources naturelles ;
- d) le terme « impôt » désigne l'impôt marocain ou l'impôt malagasy, suivant le contexte;
- e) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés, les sociétés de personnes et tous autres groupements de personnes ;
- f) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
- g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- i) l'expression « autorité compétente » désigne :
  - (i) dans le cas du Maroc, le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant autorisé ;
  - (ii) dans le cas de Madagascar, le Ministre en charge de la réglementation fiscale ou son représentant autorisé ;
- j) le terme « national » désigne :
  - (i) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;

(ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

#### **ARTICLE 4 RESIDENT**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu de constitution, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue, et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses subdivisions politiques ou à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats, ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats, ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

## **ARTICLE 5 ETABLISSEMENT STABLE**

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
  - a) un siège de direction ;
  - b) une succursale ;
  - c) un bureau ;
  - d) une usine ;
  - e) un atelier ;
  - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'exploration et d'extraction de ressources naturelles ;
  - g) un point de vente ; et
  - h) un entrepôt mis à la disposition d'une personne pour stocker les marchandises d'autrui.
3. Un établissement stable peut comprendre aussi :
  - a) un chantier de construction, de montage ou des activités de surveillance s'y exerçant mais seulement lorsque le chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six (6) mois ;
  - b) la fourniture de services, y compris les services de consultation, par une entreprise agissant par l'intermédiaire des salariés et d'autre personnel engagé par une entreprise à cette fin, mais seulement si les activités de cette nature se poursuivent (pour le même projet ou un projet connexe) dans l'Etat contractant pendant une ou des périodes représentant au total plus de 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'exercice considéré.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :
  - a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage ou d'exposition de marchandises appartenant à l'entreprise ;
  - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage ou d'exposition ;
  - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
  - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise ;
  - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 – agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise d'un autre Etat contractant, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans le premier Etat contractant pour toutes activités que cette personne exerce pour l'entreprise si ladite personne :
- dispose dans cet Etat de pouvoirs, qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont énumérées au paragraphe 4 et qui, exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne feraient pas de cette installation fixe d'affaires un établissement stable au sens dudit paragraphe ; ou
  - ne disposant pas de tels pouvoirs, elle conserve habituellement dans le premier Etat un stock de marchandises sur lequel elle prélève régulièrement des marchandises aux fins de livraison pour le compte de l'entreprise.
6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant, si elle perçoit des primes dans le territoire de cet autre Etat, ou assure des risques qui y sont encourus par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.
7. Une entreprise d'un Etat contractant n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle exerce son activité dans cet autre Etat par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, et que des conditions sont convenues ou imposées entre cette entreprise et l'agent dans leurs relations commerciales et financières qui diffèrent de celles qui auraient pu être établies entre deux entreprises indépendantes, il n'est pas considéré comme un agent jouissant d'un statut indépendant au sens de ce paragraphe.
8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

## **ARTICLE 6 REVENUS IMMOBILIERS**

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

## **ARTICLE 7 BENEFICES DES ENTREPRISES**

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, sauf si l'entreprise exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables :
  - a) audit établissement stable ; ou
  - b) aux ventes, dans cet autre Etat, de marchandises de même nature que celles qui sont vendues par l'établissement stable, ou de nature analogue ; ou
  - c) à d'autres activités industrielles ou commerciales exercées dans cet autre Etat et de même nature que celles qui sont exercées par l'établissement, ou de nature analogue.
2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable, les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des

conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs. Toutefois, aucune déduction n'est admise pour les sommes qui seraient, le cas échéant, versées (à d'autres titres que le remboursement de frais encourus) par l'établissement stable au siège central de l'entreprise ou à l'un quelconque de ses autres bureaux, comme redevances, honoraires, ou autres payements similaires, pour l'usage de brevets ou d'autres droits, ou comme commissions, pour des services précis rendus ou pour une activité de direction ou, sauf dans le cas d'une entreprise bancaire, comme intérêts sur des sommes prêtées à l'établissement stable. De même, il n'est pas tenu compte, dans le calcul des bénéfices de l'établissement stable, des mêmes sommes portées par l'établissement stable au débit du siège central de l'entreprise ou de l'un quelconque de ses autres bureaux.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenus traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions desdits articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

## **ARTICLE 8** **NAVIGATION MARITIME ET AERIENNE**

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire ou, à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation, mais uniquement à la fraction des bénéfices ainsi réalisés qui revient à chaque participant au prorata de sa part dans l'entreprise commune.

4. Au sens du présent article, les bénéfices de l'entreprise d'un Etat contractant provenant de l'exploitation de navires ou aéronefs en trafic international, comprennent les bénéfices provenant de l'usage ou de la location de conteneurs, si de tels bénéfices sont accessoires par rapport aux bénéfices auxquels les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent.

## ARTICLE 9 ENTREPRISES ASSOCIEES

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

3. Les dispositions du paragraphe 2 ne s'appliquent pas lorsque des procédures judiciaires, administratives ou autres procédures légales ont abouti à la décision définitive qu'à la suite d'actions donnant lieu à un ajustement des bénéfices en vertu du paragraphe 1, l'une des entreprises concernées est soumise à des pénalités en raison de fraude, de faute lourde ou d'omission volontaire.

## **ARTICLE 10 DIVIDENDES**

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des dividendes.

Les dispositions de ce paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les autres revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes, s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

## **ARTICLE 11 INTERETS**

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des

intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts provenant d'un Etat contractant, supportés et payés par son gouvernement ou sa Banque Centrale au gouvernement ou à la Banque Centrale de l'autre Etat contractant, sont exempts d'impôt dans le premier Etat contractant.

4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalités pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question.

Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

## **ARTICLE 12**

### **REDEVANCES**

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder dix (10) pour cent du montant brut des redevances.
3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ou les films et enregistrements utilisés pour les émissions radiophoniques ou télévisées ou les transmissions par satellite, câble, fibres optiques ou technologies similaires utilisées pour les transmissions destinées au public, les bandes magnétiques, les disquettes ou disques laser, de logiciels, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial, agricole, ou scientifique (savoir-faire).
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances se rattache effectivement à l'établissement stable ou à la base fixe en question. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.
5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant a dans un Etat contractant un établissement stable ou une base fixe, pour lesquels l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable ou la base fixe est situé.
6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste

imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

### **ARTICLE 13 GAINS EN CAPITAL**

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains tirés par une entreprise d'un Etat Contractant exploitant des navires ou aéronefs en trafic international et provenant de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation d'actions qui tirent directement ou indirectement plus de 50 pour cent de leur valeur de biens immobiliers situés dans l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.
5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens, autres que ceux visés aux paragraphes précédents du présent article, ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

### **ARTICLE 14 PROFESSIONS INDEPENDANTES**

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat ; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants :
  - a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est imputable à ladite base fixe est imposable dans l'autre Etat contractant ; ou
  - b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année

fiscale considérée ; en ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre Etat est imposable dans cet autre Etat.

2. L'expression « profession libérale » comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

### **ARTICLE 15 PROFESSIONS DEPENDANTES**

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19, 20 et 21, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant au cours de l'année fiscale considérée ; et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat ; et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

### **ARTICLE 16 TANTIÈMES**

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration, de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

### **ARTICLE 17 ARTISTES ET SPORTIFS**

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de

la radio ou de la télévision ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste du spectacle ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article, les revenus provenant de l'exercice d'activités mentionnées au paragraphe 1 dans le cadre d'un programme d'échanges culturels ou sportifs approuvé et financé en totalité ou en partie par les gouvernements des Etats contractants ou par leurs subdivisions politiques ou leurs collectivités locales et qui ne sont pas exercées dans un but lucratif, sont exonérés d'impôts dans l'Etat contractant où ces activités sont exercées.

## **ARTICLE 18 PENSIONS ET RENTES VIAGERES**

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions, rentes viagères et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les pensions, rentes viagères et autres versements périodiques ou occasionnels effectués par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales pour couvrir les accidents de leurs personnels ne sont imposables que dans cet Etat.

## **ARTICLE 19 FONCTIONS PUBLIQUES**

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant, l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui :

- (i) possède la nationalité de cet Etat ; ou
- (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, à cette subdivision ou collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet autre Etat et en possède la nationalité.

3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'affaires exercée par un Etat contractant ou l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

#### **ARTICLE 20 ETUDIANTS ET STAGIAIRES**

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

#### **ARTICLE 21 PROFESSEURS ET CHERCHEURS**

1. Toute personne physique qui se rend dans un Etat contractant à l'invitation de cet Etat, d'une université, d'un établissement d'enseignement ou de toute autre institution culturelle sans but lucratif, ou dans le cadre d'un programme d'échanges culturels, pour une période n'excédant pas deux ans à seule fin d'enseigner, de donner des conférences ou de mener des travaux de recherche dans cette institution et qui est ou qui était un résident de l'autre Etat contractant juste avant ce séjour, est exemptée de l'impôt dans ledit premier Etat contractant sur la rémunération qu'elle reçoit pour cette activité, à condition que cette rémunération provienne de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux rémunérations reçues au titre de travaux de recherche entrepris non pas dans l'intérêt public, mais principalement en vue de la réalisation d'un avantage particulier bénéficiant à une ou à des personnes déterminées.

#### **ARTICLE 22 AUTRES REVENUS**

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant,

exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ces cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant le cas, sont applicables.

### **ARTICLE 23 ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS**

1. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables dans l'autre Etat contractant, le premier Etat, sous réserve des dispositions du paragraphe 2, accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre Etat. Toutefois, cette déduction ne peut excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant aux revenus imposables dans cet autre Etat.
2. Aux fins de l'application des dispositions du paragraphe 1, les exonérations et réductions d'impôts dont bénéficie un résident d'un Etat contractant au titre des revenus imposables dans cet Etat, pour une période déterminée, en vertu de la législation interne de cet Etat relative aux incitations fiscales, sont réputées valoir paiement desdits impôts, et doivent être déduites de l'impôt éventuellement établi sur les mêmes revenus dans l'autre Etat contractant.
3. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la présente Convention, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant reçoit sont exonérés d'impôt dans cet Etat, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus de ce résident, tenir compte des revenus exonérés.

### **ARTICLE 24 NON-DISCRIMINATION**

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.
2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation notamment au regard de la résidence.
3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins

favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

## **ARTICLE 25 PROCEDURE AMIABLE**

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification des mesures qui entraînent une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la présente Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

## ARTICLE 26 ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants, de leurs subdivisions politiques ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elles prévoient n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celle de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

## **ARTICLE 27** **ASSISTANCE AU RECOUVREMENT**

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1 et 2. Les autorités compétentes des Etats peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent Article.

2. Le terme « créance fiscale » tel qu'il est utilisé dans cet article désigne une somme due au titre d'impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs subdivisions politiques ou collectivités locales, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à cette Convention ou à tout autre instrument auquel ces Etats contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de conservation afférents à ces impôts.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant qui est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.

4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance

fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.

6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organismes administratifs de l'autre Etat contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande ait été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être :

- a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet Etat, empêcher son recouvrement ; ou
- b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement les autorités compétentes du premier Etat notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public ;
- c) de prêter assistance si l'autre État contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative ;
- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant.

## ARTICLE 28

### MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET DES POSTES CONSULAIRES

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux priviléges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

## **ARTICLE 29 ENTREE EN VIGUEUR**

1. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible.
2. La Convention entrera en vigueur dès l'échange des instruments de ratification et ses dispositions prendront effet :
  - a) En ce qui concerne le Maroc :
    - (i) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention ; et
    - (ii) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.
  - b) En ce qui concerne Madagascar :
    - (i) au regard des impôts retenus à la source : aux montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention ; et
    - (ii) au regard des autres impôts : pour tout exercice fiscal ou période d'imposition ou tout évènement constituant un fait générateur, commençant ou survenant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

## **ARTICLE 30 DENONCIATION**

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chaque Etat contractant peut dénoncer la Convention par voie diplomatique avec un préavis minimal de six mois avant la fin de chaque année civile postérieure à la cinquième année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable :

- a) En ce qui concerne le Maroc :
  - (i) au regard des impôts retenus à la source, pour les montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation ; et
  - (ii) au regard des autres impôts, pour tout exercice fiscal ou période d'imposition commençant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation.
- b) En ce qui concerne Madagascar :
  - (i) aux impôts retenus à la source : aux montants payés ou crédités à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation ; et

- (ii) aux autres impôts : pour tout exercice fiscal ou période d'imposition ou tout évènement constituant un fait génératrice, commençant ou survenant à compter du premier janvier de l'année civile qui suit celle du préavis de dénonciation.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Antananarivo, le 21 novembre 2016, en deux exemplaires en langues arabe et française, les deux textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation le texte français prévaut.

**Pour**  
**le Royaume du Maroc**

**Pour**  
**la République de Madagascar**

**Mohamed BOUSSAID**  
Ministre de l'Economie et des Finances

**François Marie Maurice Gervais**  
**RAKOTOARIMANANA**  
Ministre des Finances et du Budget

**Dahir n° 1-19-101 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Accord fait à Rabat le 19 juillet 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, représenté par sa Secrétaire exécutive pour l'hébergement de l'Unité de coordination régionale (UCR) en vertu de l'Annexe I de ladite Convention, et de l'Accord complémentaire audit Accord fait à Rabat le 7 décembre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.**

---

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

- Vu l'Accord fait à Rabat le 19 juillet 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, représenté par sa Secrétaire exécutive pour l'hébergement de l'Unité de coordination régionale (UCR) en vertu de l'Annexe I de ladite Convention, et l'Accord complémentaire audit Accord fait à Rabat le 7 décembre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification ;

- Vu la loi n° 104-18 portant approbation de l'Accord et de l'Accord complémentaire précités, promulguée par le dahir n° 1-19-98 du 5 kaada 1440 (8 juillet 2019) ;

- Considérant la notification du Royaume du Maroc de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord et de l'Accord complémentaire précités,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Seront publiés au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord fait à Rabat le 19 juillet 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, représenté par sa Secrétaire exécutive pour l'hébergement de l'Unité de coordination régionale (UCR) en vertu de l'Annexe I de ladite Convention, et l'Accord complémentaire audit Accord fait à Rabat le 7 décembre 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

*Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).*

Pour contreseing :

*Le Chef du gouvernement,*

**AZIZ AKHANNOUCH.**

\*

\* \* \*

**Accord**

**Entre**

**Le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la  
Lutte Contre la Désertification, représenté par sa  
Secrétaire Exécutive**

**Et**

**Le Gouvernement du Royaume du Maroc**

**pour l'Hébergement de l'Unité de Coordination Régionale  
(UCR) de l'Annexe I de la Convention des Nations Unies  
sur la Lutte Contre la Désertification**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc,

Et

Le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification,

Ci-après, dénommés « les Parties »,

Considérant que les Articles 11 et 15 de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (ci-après désignée « la CNULCD » ou « la Convention ») concernent respectivement la mise en œuvre des « programmes d'action sous-régionaux et régionaux » et « les annexes de mise en œuvre régionale » ;

Considérant que l'Annexe de mise en œuvre régionale de la CNULCD pour l'Afrique (ci-après désignée “Annexe I”), fournit des directives et les arrangements nécessaires pour une mise en œuvre efficace de la Convention dans les pays Parties touchés d'Afrique ;

Considérant que la décision 3/COP.9 relative aux “mécanismes destinés à faciliter la coordination de la mise en œuvre de la Convention” demande au Secrétaire Exécutif et au Directeur Général du Mécanisme Mondial d'appuyer, en tant que de besoin, les mécanismes de coordination régionale tels que les comités régionaux, les réseaux de programmes thématiques et les Unités de Coordination Régionale ;

Considérant que lors de la réunion du Groupe Afrique tenue à Nairobi, au Kenya, le 19 octobre 2016, en marge du CRIC 14, l'Annexe I a conclu d'accepter l'offre du Gouvernement du Maroc d'abriter l'Unité de Coordination Régionale pour l'Annexe I (ci-après désignée « l'UCR ») ;

Considérant que le Gouvernement a concrétisé son offre dans sa lettre du 18 mars 2016 à la Secrétaire Exécutive du Secrétariat de la CNULD et que celui-ci a accueilli favorablement l'établissement de l'Unité de Coordination Régionale à Rabat [selon les critères énumérés par le Groupe Afrique] ;

Considérant que le Gouvernement accepte d'accorder à l'UCR les priviléges, immunités, exemptions et facilités nécessaires pour le fonctionnement de l'Unité ;

Considérant que la Convention sur les priviléges et immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée Générale le 13 février 1946 et à laquelle le Gouvernement a adhéré le 18 mars 1957 (ci-après désignée la “Convention Générale”), sera appliquée à l'UCR, ses locaux, fonds, biens et, également, à son personnel et à ses activités au Maroc ;

**Sont convenus de ce qui suit :**

## Article I Définitions

1. Pour les besoins de cet Accord, les définitions suivantes s'appliquent :
  - a. “Pays Hôte” signifie le Royaume du Maroc ;
  - b. “Gouvernement” signifie le Gouvernement du Royaume du Maroc ;
  - c. “Chef de l’Unité de Coordination Régionale (UCR)” signifie le fonctionnaire qui est le chef de l’UCR ;
  - d. “Experts en mission” signifie des personnes, autres que les fonctionnaires de l’UCR, effectuant des missions à la demande ou au nom de l’UCR ;
  - e. “Fonctionnaires de l’UCR” signifie tous membres du personnel des Nations Unies affectés à servir l’UCR quelles que soient leurs nationalités, à l’exception de ceux qui sont recrutés localement et payés sur une base horaire, en conformité avec la Résolution de l’Assemblée Générale des Nations Unies 76(1) du 7 décembre 1946 ;
  - f. “Personnes qui fournissent des services” signifie des contractuels de services, des experts opérationnels, des volontaires, des consultants et personnalités juridiques, aussi bien que des personnels naturels et leurs employés ;
  - g. “Représentants des Parties à l’Accord” signifie des personnes chargées par l’une des Parties avec pouvoir d’agir en son nom sur des sujets en relation avec l’Accord ;
  - h. “La Convention Générale” signifie la Convention sur les Priviléges et Immunités de l’Organisation des Nations Unies adoptée par l’Assemblée Générale le 13 février 1946, à laquelle le Royaume du Maroc est Partie ;
  - i. “Autorités compétentes” signifie les autorités centrales, locales et autres autorités sur la base des lois du Pays Hôte ;
  - j. “Les locaux de l’Unité de Coordination Régionale” signifie le bâtiment ou partie du bâtiment occupé de façon permanente ou temporaire par l’UCR ou par des réunions convoquées dans le Pays Hôte par l’UCR, et comme défini dans l’Annexe A ou dans tous autres Accords Complémentaires conclus avec le Gouvernement ;
  - k. “Archives de l’UCR” signifie tous enregistrements, correspondances, documents, manuscrits, enregistrements d’ordinateurs, images, films, et enregistreurs de son, appartenant à et détenus par l’UCR dans l’exécution de ses fonctions ;
  - l. “Biens de l’UCR ” signifie toute propriété, y compris des fonds, revenus et autres biens appartenant à l’UCR ou détenus, ou administrés, par l’UCR dans l’exécution de ses fonctions ;
  - m. “le Secrétariat Général” signifie le Secrétariat Général de l’Organisation des Nations Unies ; et

- n. “Télécommunications” signifie toute émission, transmission ou réception d'information écrite ou orale, d'images, son ou information de n'importe quelle nature par câble, radio, satellite, visuelle, fibre ou tout autre moyen électronique ou électromagnétique.

### **Article II**

#### **Etablissement de l'Unité de Coordination Régionale (UCR) pour l'Annexe I de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification**

Le Bureau de l'UCR sera établi dans la ville de Rabat, au Royaume du Maroc, pour exécuter ses fonctions de coordination régionale pour l'Annexe I de la Convention (la Région Afrique).

### **Article III**

#### **Personnalité Juridique**

1. L'UCR possède la personnalité juridique au Royaume du Maroc. Elle a la capacité:

- (a) De conclure des contrats ;
- (b) D'acquérir et de vendre des biens immobiliers et mobiliers ; et
- (c) D'ester en justice.

2. Pour les besoins de cet Accord, l'UCR sera représenté par le chef de l'UCR.

### **Article IV**

#### **Objet et Etendue de l'Accord**

1. Le présent Accord a pour but d'assurer une coopération adéquate entre le Gouvernement et le Secrétariat en ce qui concerne l'établissement et le fonctionnement de l'Unité de coordination régionale, en particulier en ce qui concerne les bureaux et le personnel de l'Unité de coordination régionale.

2. Cet Accord concerne le statut des locaux, des fonctionnaires, des experts en mission et des personnes qui fournissent des services dans le Pays-Hôte.

3. Le Gouvernement confirme que le traitement accordé à l'UCR sera égal et identique à celui accordé à toute mission étrangère accréditée dans le Pays-Hôte.

4. Tout bâtiment dans ou en dehors de Rabat, au Royaume du Maroc, qui pourrait être utilisé avec l'accord du Gouvernement pour des réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers et activités similaires organisées par l'UCR, sera temporairement inclus dans les locaux de l'UCR et réputé être couvert par cet Accord pour la durée de tels réunions, cours de formation, symposiums, ateliers et activités similaires organisés par l'UCR.

## Article V Application de la Convention Générale

La Convention Générale s'appliquera à l'UCR, ses biens, fonds et avoirs, et à ses fonctionnaires, ses experts en mission et personnes qui fournissent des services dans le Pays-Hôte.

## Article VI Inviolabilité de l'Unité de Coordination Régionale

1. Les locaux de l'UCR sont inviolables et ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme d'interférence, soit par action exécutoire, administrative, judiciaire ou législative.
2. Aucun officier ou officiel du Pays-Hôte ou personne exerçant une autorité publique du Pays-Hôte, ne doit entrer dans les locaux de l'UCR pour y exécuter quelque tâche que ce soit excepté avec l'accord de, et sous les conditions approuvées par le Chef de l'UCR. En cas d'incendie ou autre urgence nécessitant une action de protection rapide, le consentement du Chef de l'UCR pour tout nécessaire accès aux locaux est présumé s'il ou elle ne peut être joint à temps.
3. Les locaux et facilités de l'UCR peuvent être utilisés pour des réunions, séminaires, expositions et autres activités, qui sont organisés par l'UCR, l'Organisation des Nations Unies et autres organisations qui y sont liées.
4. Les locaux de l'UCR ne doivent pas être utilisés de quelque manière incompatible avec les objectifs et le mandat de l'UCR.
5. Les archives de l'UCR, et en général tous documents et matériels rendus disponibles, appartenant à, ou utilisés par l'UCR, quel que soit l'endroit où ils sont situés dans le Pays-Hôte, ou la personne par qui ils sont détenus, sont inviolables.

## Article VII Sécurité et Protection

1. Les Autorités compétentes doivent assurer la sécurité et la protection des locaux de l'UCR et exerce la diligence voulue pour s'assurer que la tranquillité des locaux de l'UCR ne sera pas dérangée par une entrée non-autorisée de personnes ou groupes de personnes venant de l'extérieur ou par des perturbations dans les environs immédiats. A la demande du Chef de l'UCR, les Autorités compétentes doivent fournir l'appui d'une force de police adéquate nécessaire à la préservation de la loi et de l'ordre dans les locaux de l'UCR, ou dans ses environs immédiats, et le cas échéant par dispersion des personnes perturbatrices sur les lieux concernés.

2. Les Autorités compétentes prendront toute action, efficace et adéquate, requise pour assurer la sécurité appropriée, la sûreté et la protection des personnes visées dans cet Accord qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'UCR, à l'abri de toute interférence de quelque nature que ce soit.

### **Article VIII Services Publics**

1. Les Autorités compétentes faciliteront, sur demande du Chef de l'UCR, et sur la base de termes et conditions *a minima* identiques à celles accordées par le Gouvernement à n'importe quelle mission étrangère accréditée, l'accès aux services publics dont l'UCR a besoin tels que, mais pas limité aux services d'électricité et de communication.

2. Au cas où les services publics mentionnés au paragraphe 1, ci-dessus, sont fournis à l'UCR par les Autorités compétentes ou au cas où leurs prix sont sous leur contrôle, le tarif pour de tels services ne doit pas excéder le plus bas tarif comparable accordé aux missions accréditées.

3. En cas de force majeure, résultant en une interruption complète ou partielle des services mentionnés ci-dessus, l'UCR devra, pour l'accomplissement de ses fonctions, bénéficier de la même priorité que celle accordée aux agences et organes gouvernementaux principaux.

4. Les dispositions de cet Article n'empêcheront pas une application raisonnable des règlements du Pays-Hôte relatifs à la protection anti-incendie ou sanitaire.

### **Article IX Facilités de Communications**

1. L'UCR bénéficiera, pour ses communications officielles, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé par le Pays-Hôte à n'importe quel autre gouvernement, y compris sa mission diplomatique, en matière de priorités, tarifs et taxes sur les courriers, câblogrammes, télégrammes, radiotélégrammes, téléphotos, communications téléphoniques et autres communications, ainsi que les tarifs de presse pour l'information à la presse et à la radio.

2. Le Gouvernement assurera l'inviolabilité des communications officielles de l'UCR, quels que soient les moyens de communication employés, et n'appliquera pas de censure sur de telles communications.

3. L'UCR aura le droit d'utiliser des équipements de communication, y compris des équipements de communications par satellites et d'utiliser des codes et d'expédier et de recevoir sa correspondance par des courriers ou valises scellées, lesquels jouiront des mêmes priviléges et immunités que les courriers et les valises diplomatiques. Les valises diplomatiques doivent porter visiblement l'emblème des Nations Unies

et doivent contenir seulement des documents ou articles prévus pour usage officiel, et le courrier sera fourni avec un certificat courrier délivré par les Nations Unies.

## Article X

### Fonds, avoirs et autres biens

1. L'UCR, ses fonds, biens et avoirs, quels que soient leur siège et leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation des Nations Unies y a expressément renoncé, dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne s'étende à des mesures d'exécution.
2. La propriété et les biens de l'UCR seront exemptés de restrictions, régulations, contrôles et moratoires de quelle que nature que ce soit.
3. Sans être astreinte à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, l'UCR
  - (a) peut détenir et utiliser des fonds, monnaies ou toute sorte d'instruments négociables, et avoir et opérer des comptes en n'importe quelle monnaie et convertir toute monnaie qu'il détient en n'importe quelle autre monnaie ;
  - (b) doit être libre de transférer ses fonds ou monnaie du Pays-Hôte vers un autre pays, ou dans le Pays-Hôte, à l'Organisation des Nations Unies ou toute autre agence ;
  - (c) jouira du taux de change le plus favorable, légalement disponible pour ses transactions financières.

## Article XI

### Exonération d'Impôts, Taxes, Obligations, Restrictions à l'importation ou à l'exportation

L'UCR, ses fonds, avoirs, revenus et autres biens sont :

- (a) Exonérés de tout impôt et prélèvement directs ou indirects, frais, droits et obligations ; Il demeure entendu, cependant, que l'UCR ne demandera pas d'exonération d'impôts qui ne sont en fait que des charges pour des services d'utilité publique rendus par les autorités compétentes ou par une compagnie sur la base des lois et règlements du Pays-Hôte, à un taux fixé en fonction du volume des services fournis et qui peuvent être définis, décrits et détaillés de manière spécifique.
- (b) Les articles ainsi importés en franchise ne peuvent pas être vendus dans le Pays-Hôte sauf à des conditions acceptées par les autorités compétentes.
- (c) Exonérés de toutes prohibitions et restrictions sur l'importation et l'exportation de publications, d'images fixes ou mobiles, de films,

cassettes, disquettes et d'enregistrements de sons importés, exportés ou publiés par l'UCR dans le cadre de ses activités officielles, conformément aux lois et règlementations en vigueur du Pays-Hôte.

## **Article XII**

### **Participants aux Réunions des Nations Unies**

1. Les représentants des Membres de l'Organisation des Nations Unies invités aux réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers et activités similaires organisés par l'UCR et d'autres organisations partenaires jouiront, dans l'exercice de leurs fonctions, des priviléges et immunités comme mentionné dans l'Article IV de la Convention Générale.

2. Le Gouvernement, en conformité avec les principes et pratiques pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et le présent Accord, respectera la liberté complète d'expression de tous les participants aux réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers et activités similaires organisés par l'UCR et autres organisations partenaires, auxquels la Convention Générale sera applicable. Tous les participants et personnes, autre que les nationaux marocains, exerçant des fonctions en relation avec des réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers et activités similaires organisés par l'UCR et des organisations partenaires jouiront des priviléges, immunités et facilités nécessaires pour l'exercice indépendant de leur participation et de leurs fonctions. En particulier, tous les participants et personnes qui fournissent des services en relation avec des réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers et autres activités similaires organisés par l'UCR et des organisations partenaires jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux (y compris leurs paroles et écrits) en relation avec de tels réunions, séminaires, symposiums, ateliers et autres activités similaires.

3. Toutes personnes visées dans le présent Article ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat marocain. Elles ont, également, le devoir de ne pas s'immiscer dans les affaires internes du Royaume du Maroc.

## **Article XIII**

### **Fonctionnaires de l'UCR**

1. Les fonctionnaires de l'UCR, autres que ceux recrutés localement, jouiront des priviléges, immunités et facilités suivants dans le Pays-Hôte :

a) Immunité de juridiction fonctionnelle pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits). Une telle immunité perdurera après la cessation de leurs fonctions auprès de l'Organisation des Nations Unies ;

- b) Immunité d'arrestation et de détention personnelle et de saisie de leurs effets et bagages personnels et officiels sauf en cas de flagrant délit, et dans de tels cas les Autorités compétentes informeront immédiatement le Chef de l'UCR de l'arrestation, détention ou saisie ;
- c) Exonération d'impôt sur les salaires et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies ;
- d) Exemption d'obligations de service militaire ou toute autre obligation relative au service national dans le Pays-Hôte ;
- e) Exemption, pour eux-mêmes et leurs conjoints et membres de leur famille vivant à leur charge, des dispositions limitant l'immigration ou formalités d'enregistrements des étrangers ;
- f) Exemption pour eux-mêmes, pour les besoins de voyages officiels, de toutes restrictions sur les déplacements et la circulation à l'intérieur du Pays-Hôte et une exemption similaire pour eux-mêmes et pour leurs conjoints et membres de leurs familles vivant à leur charge pour des loisirs, conformément à des arrangements conclus entre le Chef de l'UCR et les autorités compétentes ;
- g) En ce qui concerne les devises étrangères, y compris les comptes en devises étrangères, des mêmes priviléges de change que ceux accordés aux membres des missions diplomatiques accréditées dans le Pays-Hôte ;
- h) La même protection et les mêmes facilités de rapatriement pour eux-mêmes, leurs conjoints et membres de leur famille vivant à leur charge que celles qui sont accordées en période de crise internationale, aux envoyés diplomatiques ;
- i) Importation de leurs effets personnels durant les six mois qui suivent leur première installation au Maroc.
- j) Les officiels de l'UCR affectés au Maroc bénéficient de l'Admission Temporaire pour leur véhicule automobile pour la durée de leur contrat. Ce régime est accordé sur production d'un bon de franchise. Ces officiels peuvent prétendre au même régime pour un véhicule de remplacement dans les mêmes conditions et après régularisation définitive du premier véhicule. La vente au Maroc des véhicules des officiels n'est autorisée qu'aux conditions réglementaires nationales.
- k) Les fonctionnaires auront le droit, à la cessation de leurs fonctions dans le Pays-Hôte, d'exporter leurs meubles et effets personnels, y compris les véhicules à moteur, en franchise de droits et taxes.

2. En conformité avec les dispositions de la Section 17 de la Convention Générale, les autorités compétentes seront périodiquement informées des noms des fonctionnaires affectés à l'UCR.

## **Article XIV**

### **Chef de l'Unité de Coordination Régionale et Officiels de haut rang**

1. Sans préjudice des dispositions de l'Article XIII, le Chef de l'UCR jouit des priviléges, immunités et facilités accordés aux chefs des missions diplomatiques étrangères accréditées dans le Pays-Hôte. En outre, sans préjudice des dispositions de l'Article XIII, tous les fonctionnaires affectés à l'UCR, ayant le rang de P/L-4 ou de rang supérieur, jouissent des priviléges, immunités et facilités accordés au personnel diplomatique des missions accréditées dans le Pays-Hôte. Leurs noms figureront sur la liste diplomatique.
2. Les priviléges, immunités et facilités mentionnés dans le paragraphe 1 ci-dessus seront aussi être accordés aux épouses et membres de la famille qui sont à la charge des fonctionnaires concernés.

## **Article XV**

### **Experts en mission**

Les experts, autres que les fonctionnaires, lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent des priviléges, immunités et facilités spécifiés aux Articles VI et VII de la Convention Générale.

## **Article XVI**

### **Les Personnes qui fournissent des services**

Le Gouvernement accordera à toutes personnes fournissant des services pour ou au nom de l'UCR les mêmes priviléges et immunités qu'aux fonctionnaires de l'UCR. Cette disposition ne s'applique pas aux ressortissants marocains et aux personnes ayant une résidence permanente au Maroc.

## **Article XVII**

### **Personnel recruté au niveau local et payé sur une base horaire**

Les termes et conditions d'emploi pour des personnes recrutées localement et affectées aux taux horaires devront être conformes avec les résolutions, décisions, règlements de l'Organisation des Nations Unies et les règles et politiques des Organes des Nations Unies.

## **Article XVIII**

### **Levée d'immunité**

Les priviléges et immunités mentionnés aux Articles XIII à XVII ci-dessus sont accordés aux personnes concernées, dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies et non pour leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra

lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et pourra être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

### **Article XIX**

#### **Entrée dans, sortie du, mouvements et séjours dans le Pays-Hôte**

Toute personne visée dans cet Accord, y compris les participants aux réunions, séminaires, cours de formation, symposiums, ateliers et activités similaires organisés par l'UCR ont le droit d'entrer et de sortir, sans entrave, et de circuler librement dans le Pays-Hôte. Les visas, permis ou licence d'entrée sont accordés, le cas échéant, le plus vite possible et sans frais.

### **Article XX**

#### **Laissez-Passer des Nations Unies, Certificats et Visas**

1. Le Gouvernement reconnaît et accepte le Laissez-passer des Nations Unies délivré aux fonctionnaires comme un document de voyage valide.
2. En conformité avec les dispositions de la Section 26 de la Convention Générale, les autorités compétentes doivent reconnaître et accepter le Certificat des Nations Unies délivré aux experts et autres personnes voyageant pour le compte des Nations Unies.
3. Toute personne visée dans cet Accord devra bénéficier de facilités pour un voyage rapide. Les visas, permis ou licences d'entrée, lorsque requis, doivent être accordés sans frais et aussi vite que possible aux personnes visées dans cet Accord, leurs dépendants et autres personnes invitées à l'UCR.
4. Des facilités similaires à celles spécifiées dans le paragraphe 2 et 3 ci-dessus, devront être accordées aux experts en mission et autres personnes qui, bien que ne possédant pas de laissez-passer des Nations Unies, sont reconnues par l'UCR comme effectuant un voyage officiel.

### **Article XXI**

#### **Cartes d'identification**

1. A la demande du Chef de l'UCR, le Gouvernement délivrera une carte d'identification à toutes les personnes visées dans cet Accord, certifiant leurs statuts dans le cadre de l'Accord.
2. Sur demande d'un fonctionnaire autorisé des autorités compétentes, il peut être exigé que les personnes visées dans le paragraphe 1 ci-dessus présentent, mais ne cèdent pas, leurs cartes d'identification.

## **Article XXII Drapeaux, Emblème et Marquages**

L'UCR aura le droit d'utiliser le drapeau, logo, emblème et marquages des Nations Unies et de la CNULD dans ses locaux et sur des véhicules utilisés dans le cadre officiel.

## **Article XXIII Sécurité Sociale**

1. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies jouira de la capacité juridique dans le Pays-Hôte et jouira des mêmes exonérations, priviléges et immunités que l'Organisation des Nations Unies elle-même. Les prestations reçues de la Caisse des pensions sont exonérées d'impôts.
2. L'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement s'accordent sur le fait que les fonctionnaires, qui relèvent du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation, notamment son Article VI qui établit un régime de sécurité sociale détaillé, le CNULD, l'UCR et de ses fonctionnaires, quelle que soit leur nationalité, seront exemptés des lois du Pays-Hôte sur les assurances obligatoires et les cotisations obligatoires du régime de sécurité sociale du Pays-Hôte pendant l'exercice de leurs fonctions auprès du UCR.
3. Les dispositions du paragraphe I ci-dessus s'appliqueront mutatis mutandis, aux membres des familles faisant partie des ménages des personnes visées dans le paragraphe I ci-dessus, à moins qu'elles n'exercent une activité rémunérée ou travaillent à leur compte dans le Pays-Hôte, ou reçoivent des prestations de la sécurité sociale du Pays-Hôte.

## **Article XXIV Accès des membres des familles au marché du travail et établissement/délivrance de visas et permis de résidence aux employés des ménages**

1. Les autorités compétentes délivreront des visas et permis de résidence et autres documents officiels, si besoin, aux employés de maison des fonctionnaires affectés à l'UCR aussi vite que possible.
2. Le Gouvernement s'engage à assister, autant que possible, les fonctionnaires, experts en mission et personnes qui fournissent des services, affectés à l'UCR, pour obtenir des locaux à usage de résidences.

## **Article XXV**

### **Coopération avec les Autorités Compétentes**

1. Sans préjudice des priviléges et immunités visés dans cet Accord, les personnes jouissant de tels priviléges et immunités sont tenues de respecter les lois et règlements du Pays-Hôte, et de ne pas interférer dans les affaires internes du Pays-Hôte.
2. Sans préjudice des priviléges et immunités visés dans cet Accord, le Secrétariat de la CNULD devra coopérer à tout moment avec les autorités compétentes pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer le respect des règlements de police et prévenir tout abus des facilités, priviléges et immunités accordés aux personnes visées dans le présent Accord.

## **Article XXVI**

### **Responsabilité**

Le Gouvernement devra répondre à toutes les réclamations que des tiers pourraient présenter contre l'UCR ou contre des membres de son personnel, des consultants ou d'autres personnes fournissant des services au nom de l'UCR; il mettra hors de cause l'UCR et les personnes mentionnées ci-dessus en cas de réclamation et les dégagera de toute responsabilité, sauf si le Gouvernement et le Secrétariat conviennent que ladite réclamation ou ladite responsabilité résulte d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle desdites personnes.

## **Article XXVII**

### **Accords Complémentaires**

1. Les arrangements de nature administrative et financière concernant l'UCR feront l'objet d'accords complémentaires le cas échéant.
2. Les Parties pourront conclure tout autre accord complémentaire si elles le jugent approprié.

## **Article XXVIII**

### **Règlement de différends**

1. Le Secrétariat de la CNULD devra prévoir des modes de règlement appropriés pour :
  - (a) Différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'UCR est partie ; et en concertation avec le Gouvernement.

- (b) Différends impliquant un fonctionnaire de l'UCR qui, en raison de sa situation officielle, jouit de l'immunité, si cette immunité n'a pas été levée.
2. Tout différend entre les Parties découlant de, ou relatif à cet Accord, qui n'est pas résolu par la négociation ou un autre mode de règlement, sera, à la demande de l'une des Parties, soumis à un Tribunal de trois arbitres. Chaque Partie nommera un arbitre, et les deux arbitres ainsi nommés nommeront un troisième qui sera le Président du Tribunal. Si dans l'intervalle de trente jours qui suivent le dépôt de la demande d'arbitrage, une Partie n'a pas nommé d'arbitre, ou si, dans l'intervalle de quinze jours qui suivent la nomination des deux arbitres, le troisième arbitre n'a pas été nommé, l'une ou l'autre Partie pourra demander au Président de la Cour Internationale de Justice de nommer cet arbitre. Le tribunal définira ses propres procédures, étant entendu que deux arbitres constitueront un quorum à toute fin utile, et que toutes les décisions nécessiteront l'accord de deux arbitres. Les frais du Tribunal, telles qu'évaluées par le Tribunal, seront supportées par les Parties. La décision du tribunal doit contenir les motifs sur lesquels elle est basée et sera définitive et contraignante pour les Parties.

## **Article XXIX** **Dispositions Finales**

1. Il est bien compris par les Parties que si le Pays-Hôte conclut un accord avec une organisation internationale contenant des termes et conditions plus favorables que ceux accordés à l'UCR en vertu de cet Accord, de tels termes et conditions seront accordés à l'UCR à sa demande, par le biais d'un accord complémentaire.
2. Cet Accord peut être modifié par accord écrit entre les Parties. Toute question pertinente non traitée par les dispositions de cet Accord sera traitée par les Parties conformément aux résolutions et décisions des organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies. Chaque Partie donnera une considération pleine et bienveillante à toute proposition faite par l'autre Partie en vertu de ce paragraphe.
3. Cet Accord pourra être résilié par l'une ou l'autre Partie par notification écrite faite à l'autre partie et cessera d'être en vigueur six mois après réception d'une telle notification. Nonobstant toute notification de résiliation, le présent accord restera en vigueur jusqu'à l'achèvement ou la cessation de toutes les obligations conclues en vertu du présent accord.
4. Les obligations assumées par le Gouvernement resteront en vigueur après la résiliation du présent Accord, dans la mesure nécessaire pour permettre le retrait ordonné des biens, des fonds et avoirs de l'UCR et des fonctionnaires qui lui sont affectés en vertu du présent Accord.

5. Le présent Accord sera soumis à la signature des deux Parties. Il sera appliqué provisoirement dès sa signature et entrera en vigueur définitivement à la date à laquelle le Gouvernement marocain notifie au Secrétariat l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises à cet effet.

**EN FOI DE QUOI**, les soussignés, dûment désignés comme représentants des Parties, ont signé le présent Accord à Rabat, ce jour, le 19 juillet 2017, en langues arabe et française, en deux exemplaires originaux. En cas de divergence entre l'Accord en langue arabe et en langue française, la version française prévaudra.

Pour  
Le Gouvernement du Royaume  
du Maroc

Pour  
L'Organisation des Nations Unies

Aziz AKHANNOUCH  
Ministre de l'Agriculture, de la  
Pêche Maritime, du Développement  
Rural et des Eaux et Forêts

Monique Barbey  
Secrétaire Exécutive

\* \* \*

**ACCORD COMPLEMENTAIRE  
A L'ACCORD DE SIEGE**

**ENTRE**

**LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DU MAROC**

**ET**

**LE SECRETARIAT DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR  
LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION**

**POUR L'HEBERGEMENT DE L'UNITE DE COORDINATION  
REGIONALE DE L'ANNEXE I DE LA CONVENTION DES NATIONS  
UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION**

Conformément à l'article XXVII relatif aux accords complémentaires de l'Accord entre le Gouvernement du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification pour l'Hébergement de l'Unité de Coordination Régionale de l'Annexe I de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification, signé le 19 juillet 2017, les Parties contractantes ont décidé de conclure ce qui suit :

**Article 1 : Locaux, fonctionnement et ressources humaines**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc s'engage à :

1. Mettre à disposition les locaux et les bureaux/matériel nécessaire (s) pour le bon fonctionnement de l'Unité de Coordination Régionale ;
2. Mettre à disposition de l'UCR et sous l'autorité de son Chef, de deux experts marocains bilingues (français/anglais), à temps permanent, nécessaires au fonctionnement de l'UCR de l'UNCCD ;
3. Mettre à disposition une secrétaire bilingue (français/anglais) à temps permanent ;

4. Mobiliser, à temps partiel, des cadres ou personnes ressources pour fournir un appui ponctuel à l'UCR ;

**Article 2 : Contribution financière**

Le Gouvernement du Royaume du Maroc s'engage à verser une contribution financière, correspondant aux deux rubriques décrites dans le tableau ci-dessous, qui sera transférée annuellement au Secrétariat de la CNULCD comme contribution financière volontaire du Royaume du Maroc à la mise en œuvre de la Convention en Afrique, et ce à partir de l'année budgétaire démarrant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

| Désignation   | Contribution financière annuelle en Euros |
|---|---|
| 1. Mise à la disposition du Secrétariat de la CNULCD, d'une contribution financière, annuellement, destinée au <b>recrutement</b> par ce Secrétariat <b>d'un personnel professionnel</b> de pays anglophone de <b>catégorie P2</b> du système des nations unies ; | 76 000                                    |
| 2. Mise à disposition d'une dotation pour <b>contribuer à couvrir les besoins de communication</b> par téléphone, fax, et <b>autres facilités</b> (électricité, eaux, etc.).  | 12 000                                    |
| <b>Frais d'appui au programme support (13%)</b>   | 11,000                                    |
| <b>TOTAL</b>  | <b>99 000</b>                             |

Le versement de la contribution financière sera effectué, conformément aux engagements pris dans le cadre du présent Accord, sur le compte ouvert au nom du Secrétariat de la Convention des Nations Unies de la Lutte Contre la Désertification sous l'identité bancaire suivante :

**Account Number: 240-FP100381.0**

**Bank Name: UBS AG**

**Account Name: United Nations CHUB7**

**Bank Address: Rue du Rhone 8 1211 Geneve 2 Switzerland**

**Bank Number: 240**

**IBAN: CH85 0024 0240 FP10 0381 0**

**Swift Code : UBSWCHZH80A**

**Article 3 : Entrée en vigueur**

Le présent Accord complémentaire de l'Accord de siège entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification, entre en vigueur conformément aux dispositions de l'Article XXIX de l'Accord de siège susvisé.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment désignés comme représentants des Parties, ont signé le présent Accord complémentaire à Rabat, le 07/12/2017, en langues française et arabe, en deux exemplaires originaux.

**Pour le Gouvernement du Royaume  
du Maroc**

**Monsieur Aziz AKHANNOUCH**  
Ministre de l'Agriculture, de la  
Pêche Maritime, du Développement  
Rural et des Eaux et Forêts

**Pour le Secrétariat de la Convention  
des Nations Unies sur la Lutte  
Contre la Désertification**

**Madame Monique BARBUT**  
Secrétaire Exécutive

### المادة 3: الدخول حيز التنفيذ

يدخل هذا الاتفاق التكميلي لاتفاق المقر بين الحكومة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر حيز التنفيذ طبقاً لمقتضيات المادة التاسعة والعشرين من اتفاق المقر المذكور أعلاه.

وإثباتاً لما تقدم، قام الموقعون أدناه، المعينون كممثلين للأطراف، بالتوقيع على هذا اتفاق التكميلي في الرباط بتاريخ 2017/12/7 باللغتين العربية والفرنسية في نسختين أصليتين.

عن حكومة المملكة المغربية  
عن امانة اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة  
التصحر

السيدة مونيك باربو  
الأمينة التنفيذية

السيد عزيز أخنوش  
وزير الفلاحة والصيد البحري  
والتنمية القروية والمياه والغابات

3. وضع رهن إشارة وحدة التنسيق الإقليمية وبصفة دائمة، كاتبة تجيد لغتين (الفرنسية/الإنجليزية)؛
4. العمل على توفير، وبصفة مؤقتة، أطر أو أشخاص ذوي خبرة لتقديم دعم ظرفى لوحدة التنسيق الإقليمية؛

## المادة 2: المساهمة المالية

تعهد حكومة المملكة المغربية بدفع مساهمة مالية مسجلة في البندين كما هو مبين في الجدول أسفله، والتي ستُحوَّل سنويا إلى أمانة اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، كمساهمة مالية طوعية من المملكة المغربية في تنفيذ الاتفاقية على صعيد إفريقيا ابتداء من فاتح يناير للسنة المالية 2018.

| البند  | المساهمة المالية السنوية باليورو |
|--|----------------------------------|
| 1 - تقديم مساهمة مالية سنوية للأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، لتعيين موظفين محترفين من الفئة "P2" من الدول الناطقة بالإنجليزية من منظومة الأمم المتحدة؛ | 76 000                           |
| 2 - توفير مبلغ مالي للمساهمة في تنفيذية احتياجات التواصل عبر الهاتف والفاكس وغيرها من المرافق (الكهرباء والماء وغيرها)؛  | 12 000                           |
| تكليف برنامج الدعم (13%)   | 11,000                           |
| المجموع  | 99 000                           |

تُسدد الاشتراكات المالية، وفقا للالتزامات المعهود بها بموجب هذا الاتفاق، بالحساب المفتوح باسم أمانة اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر تحت الموية المصرفية التالية:

**Account Number:** 240-FP100381.0

**Bank Name:** UBS AG

**Account Name:** United Nations CHUB7

**Bank Address:** Rue du Rhone 8 1211 Geneve 2 Switzerland

**Bank Number:** 240

**IBAN:** CH85 0024 0240 FP10 0381 0

**Swift Code :** UBSWCHZH80A

## اتفاق تكميلي لاتفاق المقر

بين

حكومة المملكة المغربية

و

الأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر

من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمية طبقاً للملحق الأول لاتفاقية  
الأمم المتحدة لمكافحة التصحر

وفقاً للمادة 27 المتعلقة بالاتفاques التكميلية المضمنة في الاتفاق الموقع بين الحكومة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، الموقع يوم 19 يوليوز 2017، من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمية للملحق الأول لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، قررت الأطراف المتعاقدة

ما يلي:

**المادة 1: المباني، سير العمل والموارد البشرية**

تعهد حكومة المملكة المغربية بما يلي:

1. توفير المباني والمكاتب/المعدات الازمة لحسن سير عمل وحدة التنسيق الإقليمية؛
2. وضع رهن إشارة وحدة التنسيق الإقليمية، بصفة دائمة وتحت إشراف رئيس الوحدة، خبريين مغاربيين يجيدان لغتين أجنبيتين (الفرنسية والإنجليزية)، وذلك لضمان أداء وظائف وحدة التنسيق الإقليمية لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر؛

بمنظمة الأمم المتحدة، ويولي كل طرف كامل الاعتبار والاهتمام لأي اقتراح يتقدم به الطرف الآخر بموجب هذه الفقرة.

3. يجوز إنهاء هذا الاتفاق من قبل أي من الطرفين بواسطة إشعار كتابي موجه إلى الطرف الآخر، ويتوقف العمل به ستة أشهر بعد استلام هذا الإشعار، بغض النظر عن أي إشعار بالإنهاء، يظل هذا الاتفاق ساري المفعول إلى غاية الانتهاء من أو إنهاء جميع الالتزامات المبرمة بموجب هذا الاتفاق.

4. تبقى الالتزامات التي تعهدت بها الحكومة سارية المفعول بعد إنهاء هذا الاتفاق، حيثما يسمح بسحب ممتلكات وأموال وأصول "UCR" والموظفين المعينين لديها بموجب هذا الاتفاق.

5. يعرض هذا الاتفاق لتوقيع الطرفين. ويطبق بصفة مؤقتة بعد توقيعه، ويدخل حيز التنفيذ بصفة نهائية بتاريخ الذي تشعر فيه الحكومة المغربية الأمانة باستكمال الإجراءات الدستورية المنطلبة لهذا الغرض.

وإثباتاً لذلك، قام الموقعان أعلاه، المعينون حسب الأصول كممثلين للطرفين، بالتوقيع على هذا الاتفاق في الرباط بتاريخ 19 يوليو 2017، باللغتين العربية والفرنسية في نظيرتين أصليين، في حال وجود اختلاف بين النصين العربي والفرنسي للاتفاق، يرجح النص الفرنسي.

|                           |                              |
|---------------------------|------------------------------|
| عن<br>منظمة الأمم المتحدة | عن<br>حكومة المملكة المغربية |
|---------------------------|------------------------------|

|                                  |
|----------------------------------|
| مونيك باربو<br>الأمينة التنفيذية |
|----------------------------------|

|   |
|---|
| عزيز أخنوش<br>وزير الفلاحة والصيد البحري والتنمية<br>القروية والمياه والغابات |
|---|

\*  
\* \*

## المادة السابعة والعشرون الاتفاقيات التكميلية

1. عند الاقتضاء، تكون الترتيبات ذات الطبيعة الإدارية والمالية المتعلقة ب "UCR" موضوع اتفاقيات تكميلية.
2. يمكن للطرفين، كلما ارتأيا ذلك مناسباً، أن يبرما أي اتفاق تكميلي آخر.

## المادة الثامنة والعشرون تسوية الخلافات

يجب على أمانة اتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصرّف أن توفر الوسائل المناسبة لتسوية ما يلي:

- أ- المنازعات المتعلقة بالعقود وغيرها من منازعات القانون الخاص والتي تكون "UCR" طرفاً فيها، وبتشاور مع الحكومة.
- ب- المنازعات التي تشمل أحد موظفي "UCR"، الذي يتمتع بالحصانة باعتبار وضعيته الرسمية، إذا لم يتم رفع هذه الحصانة.

يعرض كل خلاف بين الطرفين، مترتب عن هذا الاتفاق أو له علاقة به، لم يتم تسويته عن طريق المفاوضات أو غيرها من وسائل التسوية، بناءً على طلب أحد الطرفين، على محكمة مشكلة من ثلاثة حكام. يعين كل طرف حكماً واحداً ويقوم الحكمان المعينان على هذا النحو بتعيين حكم ثالث يكون رئيس المحكمة. إذا لم يتم أحد لطرفين بتعيين حكم له في غضون ثلاثة أيام من تاريخ تقديم طلب التحكيم، أو إذا لم يتم تعيين الحكم الثالث في أجل خمسة عشر يوماً من تاريخ تعيين الحكمين، يمكن لأي من الطرفين أن يطلب من رئيس محكمة العدل الدولية تعيين ذلك الحكم. وتحدد المحكمة مساطرها الخاصة، علماً بأن حكمين يشكلان النصاب القانوني لكل غاية مفيدة وأن جميع القرارات تتطلب موافقة حكمين. ويتحمل الطرفان تكاليف المحكمة كما تم تقييمها من قبل المحكمة. يجب أن يتضمن قرار المحكمة الأسباب التي استند إليها ويكون القرار نهائياً وملزماً للطرفين.

## المادة التاسعة والعشرون مقتضيات خاتمية

1. يفهم من قبل الطرفين أنه إذا أبرم البلد المضيف اتفاقاً مع منظمة دولية يتضمن أحكاماً وشروطًا أكثر تفضيلية من تلك الممنوحة لـ "UCR" بموجب هذا الاتفاق، فإن نفس الأحكام والشروط يتم منحها لـ "UCR" بناءً على طلبه، وذلك من خلال اتفاق تكميلي.
2. يجوز تعديل هذا الاتفاق باتفاق كتابي بين الطرفين. تتم معالجة أي مسألة ذات صلة لم تتناولها مقتضيات هذا الاتفاق من قبل الطرفين، وفقاً لقرارات ومقررات الأجهزة المختصة

3. تطبق أحكام الفقرة 1 المشار إليها أعلاه على الأفراد المنتسبين لأسر الأشخاص المشار إليهم في الفقرة 1 أعلاه، ما عدا إذا كانوا يزاولون نشاطاً مأجوراً أو يشتغلون لحسابهم الخاص بالبلد المضيف أو يستفيدون من خدمات الضمان الاجتماعي بالبلد المضيف.

#### المادة الرابعة والعشرون ولوج أفراد الأسر إلى سوق الشغل وإصدار/تسليم التأشيرات وتصاريح الإقامة للعاملين بالمنازل

1. تقوم السلطات المختصة بإصدار التأشيرات وتصاريح الإقامة وغيرها من الوثائق الرسمية، عند الحاجة، للعاملين بمنازل موظفي "UCR"، وذلك في أسرع وقت ممكن.
2. تتعدد الحكومة بتقديم المساعدة، قدر الإمكان، للموظفين والخبراء في مهمة والأشخاص الذين يقدمون خدمات المعينين بـ "UCR" قصد الحصول على محل للإقامة.

#### المادة الخامسة والعشرون التعاون مع السلطات المختصة

1. دون الإخلال بالامتيازات والحقوق المنصوص عليها في هذا الاتفاق، يتبعن على الأشخاص الذين يتمتعون بهذه الامتيازات والحقوق احترام القوانين والأنظمة المعامل بها في البلد المضيف، وكذا عدم التدخل في شؤونه الداخلية.

2. دون المساس بالامتيازات والحقوق المنصوص عليها في هذا الاتفاق، يجب على أمانة "CNULCD" أن تتعاون في أي وقت مع السلطات المختصة لتسهيل إقامة العدالة وضمان احترام أنظمة الشرطة وال الوقاية من أي سوء استغلال للتسهيلات والامتيازات والحقوق الممنوحة للأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق.

#### المادة السادسة والعشرون المسؤولية

يجب على الحكومة أن تستجيب لجميع المطالبات التي تقدم بها أطراف أخرى ضد "UCR" أو ضد أفراد من موظفيها أو الاستشاريين أو غيرهم من الأشخاص الذين يقدمون خدمات باسم "UCR". وتقوم الحكومة في حالة المطالبات بإعفاء "UCR" والأشخاص المذكورين أعلاه وتعفيهم من أية مسؤولية، ما عدا في حال اتفقت الحكومة والأمانة على أن المطالبة المذكورة أو المسؤولية ناتجة عن إهمال جسيم أو خطأ متعمد من هؤلاء الأشخاص.

2- وفقاً لأحكام المادة 26 من الاتفاقية العامة، يجب على السلطات المختصة أن تعرف وتقبل شهادات الأمم المتحدة المسلمة للخبراء وغيرهم من الأشخاص المسافرين على حساب الأمم المتحدة.

3- يتمتع كل شخص معنى بهذا الاتفاق بحق الانتفاع من تسهيلات السفر السريع. وعند الاقتضاء، تمنح للأشخاص المعندين بهذا الاتفاق وللأشخاص تحت رعايتهم وغيرهم من الأشخاص المدعوين من طرف "UCR" تأشيرات ورخص أو تصاريح الدخول مجاناً وبأسرع وقت ممكن.

4- يجب منح تسهيلات مماثلة لتلك المحددة في الفقرتين 2 و 3 أعلاه للخبراء في مهمة وغيرهم من الأشخاص الذين تعتبر "UCR" على أنهم يسافرون في مهمة رسمية، على الرغم من عدم توفرهم على جواز سفر من الأمم المتحدة.

### **المادة الحادية والعشرون بطاقات التعريف**

1. تقوم الحكومة، بناء على طلب من رئيس "UCR"، بإصدار بطاقة تعريف لجميع الأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق، تشهد بوضعيتهم في إطار هذا الاتفاق.

2. بناء على طلب من موظف مخول له بذلك من طرف السلطات المختصة، يمكن أن يفرض على الأشخاص المشار إليهم في الفقرة (1) أعلاه أن يقوموا بالإدلاء ببطاقات تعريفهم دون تسليمها.

### **المادة الثانية والعشرون الأعلام والشعارات والرموز**

تستفيد وحدة التنسيق الإقليمي من حق استخدام علم وشعار ورموز وعلامات الأمم المتحدة واتفاقية مكافحة التصحر في مبانيها وعلى المركبات المستعملة في الإطار الرسمي.

### **المادة الثالثة والعشرون التغطية الصحية**

1. يتمتع الصندوق المشترك للمعاشات التقاعدية لموظفي الأمم المتحدة بالأهلية القانونية في البلد المضيف، ويتمتع بنفس الإعفاءات والامتيازات والحسابات التي تتمتع بها منظمة الأمم المتحدة نفسها. وتكون الاستفادات الواردة من صندوق المعاشات معفاة من الضرائب.

2. تتفق منظمة الأمم المتحدة والحكومة على أن الموظفين المسؤولين بالنظام الأساسي وبيانون موظفي المنظمة، ولا سيما المادة السادسة منه التي تنص على نظام مفصل للضمان الاجتماعي، وب"CNULCD" وب"UCR" وكذا موظفيها، أيًا كانت جنسياتهم، سيتم إعفاؤهم من قوانين البلد المضيف الخاصة بالتأمين الإجباري والاشتراكات الإلزامية لنظام الضمان الاجتماعي للبلد المضيف، وذلك أثناء أداء وظائفهم مع وحدة التنسيق الإقليمي.

## المادة السادسة عشر الأشخاص الذين يقدمون الخدمات

تمنح الحكومة كل الأشخاص الذين يقدمون خدمات باسم "UCR" نفس الامتيازات والحسانات الممنوحة لموظفي "UCR". لا يسري هذا المقتضى على المواطنين المغاربة وعلى الأشخاص ذوي إقامة دائمة بالمغرب.

## المادة السابعة عشر الموظفو المعينون محلياً والذين يتتقاضون أجورهم بالساعة

إن شروط وظروف التشغيل بالنسبة للأشخاص الذين تم توظيفهم محلياً والذين يتتقاضون أجورهم بالساعة يجب أن تكون مطابقة لقرارات ومقررات وأنظمة منظمة الأمم المتحدة وكذا لقواعد وسياسات أجهزة الأمم المتحدة.

## المادة الثامنة عشر رفع الحصانة

تمنح الامتيازات والحسانات، المشار إليها من المادتين الثالثة عشرة إلى السابعة عشرة أعلاه، للأشخاص المعينين، وذلك لمصلحة الأمم المتحدة وليس لمنفعتهم الشخصية. يجوز للأمين العام ويعين عليه رفع الحصانة الممنوحة لأي موظف في جميع الحالات التي تحول فيها هذه الحصانة، حسب رأيه، دون تحقيق العدالة ويمكن رفعها دون المساس بمصالح المنظمة.

## المادة التاسعة عشر الدخول إلى البلد المضيف والخروج منه والتنقل فيه والإقامة به

يتمتع كل شخص معني بموجب هذا الاتفاق، بما في ذلك المشاركون في الاجتماعات والندوات والدورات التدريبية واللقاءات وورشات العمل والأنشطة المماثلة المنظمة من قبل "UCR" بالحق في الدخول إلى البلد المضيف والخروج منه دون عوائق وفي التنقل بحرية داخله. تمنح تأشيرات الدخول وتراخيص أو تصاريح الدخول عند الحاجة، بأقصى سرعة ممكنة ومجاناً.

## المادة العشرون جوازات سفر الأمم المتحدة والشهادات والتأشيرات

-1- تعرف الحكومة وتقبل بجوازات السفر المسلمة لموظفي الأمم المتحدة كوثيقة سفر صالحة.

ح- الإعفاء لأنفسهم، بغرض السفر الرسمي، من جميع القيود المفروضة على السفر والتنقل داخل البلد المضيف، وكذا نفس الإعفاء لأنفسهم ولأزواجهم وأفراد أسرهم تحت رعايتهم للسياحة وفقاً للترتيبات المبرمة بين رئيس "UCR" والسلطات المختصة.

خ- التمتع فيما يتعلق بالعملة الأجنبية بما فيها الحسابات بالعملة الأجنبية، بنفس امتيازات الصرف الممنوحة لأعضاء الهيئات الدبلوماسية المعتمدة في البلد المضيف.

د- التمتع بنفس الحماية ونفس تسهيلات العودة إلى الوطن لأنفسهم ولأزواجهم وأفراد أسرهم تحت رعايتهم كذلك الممنوحة للمبعوثين الدبلوماسيين خلال فترات الأزمات الدولية.

ذ- استيراد أموالهم الشخصية خلال السنة أشهر التي تلى أول استقرار لهم بالمغرب.

ر- يستفيد المسؤولون بـ "UCR" المعينون بالمغرب من القبول المؤقت لمركباتهم لمدة انتدابهم. ويمنح هذا الامتياز بعد الإدلاء بذلك بالإعفاء من الضريبة.

ز- ويحق لهؤلاء المسؤولين الاستفادة من نفس النظام لمركبة بدالة تحت نفس الشروط وبعد التعميرية النهائية لمركبة الأولى. لا يسمح ببيع مركبات المسؤولين بالمغرب إلا وفقاً للشروط التنظيمية الوطنية.

س- يتمتع الموظفون، عند انتهاء مهامهم في البلد المضيف، بالحق في تصدير أثاثهم وأموالهم الشخصية بما في ذلك المركبات ذات محرك باءعفاء من الرسوم والضرائب.

2. وفقاً لأحكام المادة 17 من الاتفاقية العامة، يتم إخبار السلطات المختصة بشكل دوري بأسماء الموظفين الذين تم تعيينهم بـ "UCR".

#### المادة الرابعة عشر رئيس وحدة التنسيق الإقليمي وكبار المسؤولين

1. دون الإخلال بأحكام المادة الثالثة عشرة، فإن رئيس "UCR" يتمتع بالامتيازات والحسابات والتسهيلات الممنوحة لرؤساءبعثات الدبلوماسية الأجنبية المعتمدة في البلد المضيف. بالإضافة إلى ذلك، دون الإخلال بأحكام المادة الثالثة عشرة، فإن جميع الموظفين المعينين بـ "UCR" برتبة P/L-4 أو برتبة أعلى منها، يتمتعون بالامتيازات والحسابات والتسهيلات الممنوحة لموظفيبعثات الدبلوماسية المعتمدة في البلد المضيف. وتدرج أسماؤهم في القائمة الدبلوماسية.

2. تمنع نفس الامتيازات والحسابات والتسهيلات المشار إليها في الفقرة 1 أعلاه لآزواج الموظفين المعينين وأفراد أسرهم تحت رعايتهم.

#### المادة الخامسة عشر الخبراء المؤوفدون في بعثات

يتمتع الخبراء، غير الموظفين، عند تأدية مهام منظمة الأمم المتحدة بالامتيازات والحسابات والتسهيلات المحددة في المادتين السادسة والسابعة من الاتفاقية العامة.

2. إن الحكومة، وفقا للمبادئ والممارسات ذات الصلة لمنظمة الأمم المتحدة والاتفاق الحالي، تحترم حرية التعبير الكاملة لجميع المشاركين في الاجتماعات واللقاءات والدورات التدريبية والندوات وورشات العمل والأنشطة المماثلة المنظمة من قبل "UCR" ومنظمات شريكة أخرى، التي تطبق عليها الاتفاقية العامة.

إن جميع المشاركين والأشخاص، غير أولئك الذين يحملون الجنسية المغربية، اللذين يزاولون مهام متعلقة بالمجتمعات واللقاءات والدورات التدريبية والندوات وورشات العمل المنظمة من قبل "UCR" والمنظمات الشريكة، يتمتعون بالامتيازات والحسانات والتسهيلات اللازمة للممارسة المستقلة لمشاركتهم ومهامهم. على وجه الخصوص، فإن كل المشاركين والأشخاص الذين يقدمون خدمات متعلقة بالمجتمعات واللقاءات والدورات التدريبية والندوات وورشات العمل وغيرها من الأنشطة المماثلة المنظمة من قبل "UCR" والمنظمات الشريكة، يتمتعون بالحسانة القضائية بما يصدر عنهم (بما في ذلك كلامهم وكتاباتهم) فيما يتعلق بهذه الاجتماعات واللقاءات والندوات وورشات العمل وغيرها من الأنشطة المماثلة.

3- يجب على جميع الأشخاص المشار إليهم في هذه المادة احترام القوانين والأنظمة المعمول بها في الدولة المغربية. ويتعين عليهم أيضا عدم التدخل في الشؤون الداخلية للمملكة المغربية.

### المادة الثالثة عشر موظفو "UCR"

1. إن موظفي "UCR"، غير أولئك الذين تم توظيفهم محليا، يتمتعون في البلد المضيف بالامتيازات والحسانات والتسهيلات التالية:

أ- الحسانة القضائية والوظيفية بالنسبة للأفعال الصادرة عنهم بصفتهم الرسمية (بما في ذلك كلماتهم وكتاباتهم). وتستمر هذه الحسانة بعد انتهاء مهامهم مع الأمم المتحدة.

ب- الحسانة من الاعتقال والاحتجاز الشخصي ومن حجز الأغراض والأمتدة الشخصية والرسمية ما عدا في حالة التلبس، وفي مثل هذه الحالات تقوم السلطات المختصة على الفور بإبلاغ رئيس "UCR" عن أي توقيف أو اعتقال أو حجز.

ث- الإعفاء من الضريبة على الأجر والكافيات التي تدفعها الأمم المتحدة.

ج- الإعفاء من التزامات الخدمة العسكرية أو غيرها من الالتزامات المتعلقة بالخدمة الوطنية في البلد المضيف.

د- الإعفاء لأنفسهم ولأزواجهم ولأفراد أسرهم تحت رعايتهم، من تدابير القيود على الهجرة أو إجراءات تسجيل الأجانب.

2. إن ممتلكات وأصول "UCR" معفاة من القيود والأنظمة والضوابط والوقف أيا كان نوعها.

3. دون أن تخضع لأية رقابة أو تنظيم أو وقف ماليين، فإن "UCR":

- (أ) يمكنها حيازة واستخدام أموال أو عملات أو أي نوع من الصكوك القابلة للتداول، وأمتلاك واستعمال حسابات بأي عملة وتحويل أية عملية في حوزتها إلى أية عملية أخرى؛
- (ب) تملك الحرية في تحويل أموالها أو عملتها من البلد المضيف نحو بلد آخر، أو داخل البلد المضيف، إلى منظمة الأمم المتحدة أو إلى أي وكالة أخرى.
- (ت) تستفيد من سعر الصرف الأفضل المتاح قانونيا لمعاملاتها المالية.

### المادة الحادية عشر

#### الإعفاء من الضرائب والرسوم والالتزامات والقيود المفروضة على الواردات أو الصادرات

إن "UCR" وأموالها وأصولها ومداخيلها وممتلكاتها الأخرى:

- (أ) تغدو من جميع الضرائب والاقتطاعات المباشرة أو غير المباشرة وكذا من الرسوم والحقوق والالتزامات؛ غير أنه لا يحق لـ "UCR" أن تطلب الإعفاء من الضرائب التي ليست في الواقع سوى رسوم خدمات ذات منفعة عامة مقدمة من قبل السلطات المختصة أو من قبل شركة وفقا لقوانين وأنظمة البلد المضيف بنسبة محددة على أساس حجم الخدمات المقدمة، والتي يمكن تعريفها ووصفها وتفصيلها بطريقة معينة.

- (ب) لا يجب بيع المواد التي تم استيرادها بموجب هذا الإعفاء بالبلد المضيف إلا في ظل شروط مقبولة من السلطات المختصة.

- (ت) تغدو من الحظر وجميع القيود المفروضة على استيراد وتصدير المنشورات والصور الثابتة أو المتحركة والأفلام والأشرطة والأقراس والتسجيلات الصوتية المستوردة أو المصدرة أو التي نشرتها "UCR" في إطار أنشطتها الرسمية وفقا لقوانين وأنظمة المعامل بها في البلد المضيف.

### المادة الثانية عشر

#### المشاركون في المجتمعات الأمم المتحدة

1. إن ممثلي أعضاء الأمم المتحدة المدعون إلى الاجتماعات والندوات والدورات التدريبية واللقاءات وورشات العمل والأنشطة المماثلة المنظمة من قبل "UCR" والمنظمات الشريكة الأخرى، يتمتعون، أثناء مزاولة مهامهم، بالامتيازات والخصائص المذكورة في المادة الرابعة من الاتفاقية العامة.

## المادة الثامنة

### الخدمات العمومية

1. تقوم السلطات المختصة، بناء على طلب من رئيس "UCR" واستنادا إلى الأحكام والشروط الدنيا المماثلة لتلك التي تمنحها الحكومة لأية بعثة أجنبية معتمدة لديها، بتسهيل الحصول على الخدمات العمومية التي تحتاجها "UCR" على سبيل المثال لا الحصر خدمات الكهرباء والاتصالات.
2. في حالة ما إذا كانت الخدمات العمومية، المذكورة في الفقرة 1 أعلاه، مقدمة إلى "UCR" من قبل السلطات المختصة أو إذا كانت أسعارها تحت مراقبتها، فإن تسعيره هذه الخدمات يجب لا تتجلوز التعرفة المماثلة الأكثر انخفاضاً الممنوحة للبعثات المعتمدة.
3. في حالة ظرف قاهر أدى إلى انقطاع كامل أو جزئي للخدمات المذكورة أعلاه، يجب أن تستفيد "UCR"، لأداء مهامها، من الأولوية نفسها الممنوحة للوكالات والهيئات الحكومية الرئيسية.
4. لا تحول أحكام هذه المادة دون تطبيق معقول لأنظمة البلد المضيف المتعلقة بالحماية من الحرائق أو الحماية الصحية.

## المادة التاسعة

### تيسير الاتصالات

1. تستفيد "UCR" في اتصالاتها الرسمية، من معاملة لا تقل تفضيلاً عن تلك الممنوحة من قبل البلد المضيف إلى أي حكومة أخرى، بما في ذلك بعثتها الدبلوماسية، فيما يتعلق بالأولويات والتسعيرات والضرائب على الرسائل والكلغرام والبرقيات والراديوتليغرام والتلصصور والمكالمات الهاتفية والاتصالات الأخرى، وكذلك تسعيرات الإعلام بالصحافة والإذاعة.
2. تضمن الحكومة عدم المساس بحرمة الاتصالات الرسمية لـ "UCR"، فيما كانت وسائل الاتصال المستخدمة، ولا تطبق رقابة على تلك الاتصالات.
3. تتمتع "UCR" بحق في استخدام معدات للاتصال، بما في ذلك معدات للاتصالات عبر الأقمار الاصطناعية واعتعمال رمز وإرسال وتلقي مراسلاتها عن طريق البريد أو في حقائب مختومة، والتي تتمتع بنفس امتيازات وخصائص المراسلات وال الحقائب الدبلوماسية. يجب أن تحمل الحقائب الدبلوماسية بشكل واضح شعار الأمم المتحدة ويجب أن تحتوي فقط على وثائق أو مواد للاعتعمال الرسمي، ويتم تسليم البريد بتأشيرة "بريد صادر عن الأمم المتحدة".

## المادة العاشرة

### الأموال والأصول وغيرها من الممتلكات

1. تتمتع "UCR" وأموالها وممتلكاتها وأصولها، أينما وجدت وأيا كان حائزها، بالحصانة القضائية، إلا إذا تنزلت منظمة الأمم المتحدة صرامة عنها في حالة معينة. غير أن التنازل لا يمتد إلى تدابير التنفيذ.

## المادة السادسة

### حرمة وحدة التنسيق الإقليمي

1. لمباني "UCR" وكذلك ممتلكاتها وأصولها حرمتها، أينما وجدت وأيا كان حائزها، وتكون معفية من التفتيش والحيازة والمصادر ونزع الملكية ومن أي شكل آخر من أشكال التدخل، سواء من قبيل إجراء تنفيذي أو إداري أو قضائي أو تشريعي.
2. يمنع على أي ضابط أو مسؤول في البلد المضيف أو أي شخص يمارس سلطة عمومية في البلد المضيف، الدخول إلى مباني "UCR" لأداء أي مهمة بها، إلا بموافقة رئيس "UCR" ووفقاً للشروط التي وافق عليها. في حالة نشوب حريق أو غيرها من حالات الطوارئ التي تتطلب اتخاذ إجراءات وقائية فورية، يتم افتراض أنه تم الحصول على موافقة رئيس "UCR" لأي لوج ضروري إذا تعذر الاتصال به في الوقت المناسب.
3. يمكن استخدام مباني ومرافق "UCR" لاجتماعات والندوات والمعارض وغيرها من الأنشطة التي تنظمها "UCR" ومنظمة الأمم المتحدة والمنظمات الأخرى المرتبطة بها.
4. لا ينبغي أن تستخدم مباني "UCR" بأية طريقة تتعارض مع أهداف ومهام "UCR".
5. لا تنتهك حرمة محفوظات "UCR"، وبصفة عامة جميع الوثائق والمواد التي توفرها أو تمتلكها أو تستخدمها "UCR"، أينما وجدت في البلد المضيف أو أيا كان حائزها.

## المادة السابعة

### الأمن والحماية

1. يجب على السلطات المختصة ضمان سلامة وحماية مباني "UCR" وبذل قصارى جهدها لضمان تجنب المساس بهدوء مباني "UCR" نتيجة دخول غير مصرح به لأشخاص أو مجموعات أشخاص من خارج المباني أو نتيجة تشویشات في الجوار المباشر. بناء على طلب من رئيس "UCR"، تقدم السلطات المختصة الدعم عن طريق القوة العمومية المناسبة لحفظ على القانون والنظام في مباني "UCR" أو في جوارها المباشر، عند الحاجة، تفريغ الأشخاص المشوشين في الأماكن المعنية.
2. تتخذ السلطات المختصة أي إجراء فعل ومناسب، لازم لضمان الأمن الضروري وسلامة وحماية الأشخاص المشار إليهم في هذا الاتفاق وللذين يعتبرون ضروريين لحسن سير عمل "UCR"، في منأى عن أي تدخل كيما كانت طبيعته.

**المادة الثانية**  
**إنشاء وحدة التنسيق الإقليمي "UCR" للملحق**  
**1 لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصرّف**

يتم إنشاء مكتب وحدة التنسيق الإقليمي في الرباط بالمملكة المغربية، لممارسة مهام التنسيق الإقليمي للملحق 1 من الاتفاقية (جهة أفريقيا).

**المادة الثالثة**  
**الشخصية القانونية**

1. تمتلك "UCR" الشخصية القانونية في المملكة المغربية ولديها الأهلية ل:
  - أ- إبرام العقود؛
  - ب- الحصول على ممتلكات ثابتة ومنقوله بيعها؛ و
  - ت- التقاضي.
2. لأغراض هذه الاتفاقية، يتم تمثيل "UCR" من قبل رئيس "UCR".

**المادة الرابعة**  
**موضوع ونطاق الاتفاقية**

1. تهدف هذه الاتفاقية إلى ضمان التعاون السليم بين الحكومة والأمانة بشأن إنشاء وعمل وحدة التنسيق الإقليمي، ولا سيما فيما يتعلق بمكاتب وموظفي وحدة التنسيق الإقليمي.
2. تتعلق هذه الاتفاقية بوضع المبني والموظفين والخبراء المؤذين في بعثات والأشخاص الذين يقدمون الخدمات في البلد المضيف.
3. تؤكد الحكومة أن المعاملة المخصصة ل "UCR" ستكون مماثلة لتلك الممنوحة لأى بعثة أجنبية معتمدة في البلد المضيف.
4. أي بناء داخل أو خارج الرباط، بالمملكة المغربية، يمكن استخدامها بموافقة الحكومة لعقد اجتماعات ومؤتمرات ودورات تدريبية وندوات وورشات عمل وأنشطة مماثلة منظمة من قبل "UCR"، سوف يتم إدراجها مؤقتا ضمن مبني "UCR" واعتبارها مشمولة بهذا الاتفاق خلال مدة هذه الاجتماعات والدورات التدريبية والندوات وورشات العمل والأنشطة المماثلة المنظمة من قبل "UCR".

**المادة الخامسة**  
**تطبيق الاتفاقية العامة**

تطبق الاتفاقية العامة على "UCR" وممتلكاتها وأموالها وأصولها وموظفيها وخبرائها المؤذين في بعثات والأشخاص الذين يقدمون الخدمات في البلد المضيف.

اتفقنا على ما يلى:

## المادة الأولى

### تعريف

1. لأغراض هذه الاتفاقية، تطبق التعريفات التالية:

- أ- "البلد المضيف" يعني المملكة المغربية؛
- ب- "الحكومة" تعني حكومة المملكة المغربية؛
- ت- "رئيس وحدة التنسيق الإقليمي "UCR"" يعني الموظف الذي هو رئيس "UCR"؛
- ث- "الخبراء المؤذون في بعثات" تعني الأفراد من غير موظفي "UCR" اللذين ينجزون مهام بناء على طلب أو باسم "UCR"؛
- ج- "موظفو UCR" تعني جميع موظفي الأمم المتحدة المعينين للعمل بـ «UCR» مهما كانت جنسياتهم، باستثناء أولئك الذين يتم توظيفهم محلياً والذين يتلقون أجورهم بالساعة، طبقاً لقرار الجمعية العامة للأمم المتحدة (76) بتاريخ 7 ديسمبر 1946؛
- ح- "الأشخاص الذين يقدمون الخدمات" تعني الأشخاص المتعاقدين لأداء خدمات الخبراء الميدانيين والمتطوعين والمستشارين والشخصيات القانونية، وكذلك الأشخاص العاديين ومستخدميهم؛
- خ- "ممثلو الطرفين في الاتفاق" يعني الأشخاص المخولين من قبل أي من الطرفين مع صلاحية التصرف باسمه في المواضيع ذات الصلة بالاتفاق؛
- د- "الاتفاقية العامة" تعني اتفاقية الامتيازات والحسابات لمنظمة الأمم المتحدة التي اعتمدت其 الجمعية العامة في 13 فبراير 1946، والتي تعد المملكة المغربية طرفاً فيها؛
- ذ- "السلطات المختصة" تعني السلطات المركزية والمحلية وغيرها طبقاً لقوانين البلد المضيف؛
- ر- "مباني وحدة التنسيق الإقليمي" تعني المبنى أو جزء من المبنى الذي تشغله "UCR" بصفة دائمة أو مؤقتة أو التي تحضن الاجتماعات التي تعقد في البلد المضيف من قبل "UCR"، وعلى النحو المحدد في الملحق (أ) أو في جميع الاتفاقيات التكميلية الأخرى مع الحكومة؛
- ز- "محفوظات "UCR"" تعني جميع التسجيلات والمراسلات والوثائق والمخطوطات وتسجيلات الكمبيوتر والصور والأفلام والتسجيلات الصوتية، التي تملكها والتي تحتفظ بها "UCR" في إطار تنفيذ مهامها؛
- س- "ممتلكات "UCR"" تعني جميع الممتلكات، بما في ذلك الأموال والإيرادات وغيرها من الممتلكات العائدة لـ «UCR» أو التي تديرها في إطار تنفيذ مهامها؛
- ش- "الأمانة العامة" تعني الأمين العام للأمم المتحدة؛ و
- ص- "الاتصالات" تعني أي إرسال أو إحالة أو استقبال لمعلومة مكتوبة أو شفهية أو صور أو تسجيل صوتي أو معلومة من أي نوع عبر الأسلاك والراديو والأقمار الصناعية أو المرئية أو عبر الألياف أو غيرها من الوسائل الإلكترونية أو الكهرومغناطيسية.

## اتفاق

بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر  
ممثلاً بالأمين التنفيذي، من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمي طبقاً للملحق 1  
لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر

إن حكومة المملكة المغربية،

و

الأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر،  
المشار إليها فيما يلي بـ "الطرفين"،

باعتبار المادتين 11 و 15 لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر (المشار إليها أعلاه بـ "CNULCD" أو "الاتفاقية") المتعلقةين تباعاً بتنفيذ "برامج العمل دون-إقليمية والإقليمية" و "ملحقات التنفيذ الإقليمي"؛

اعتباراً أن الملحق المتعلق بتنفيذ "CNULCD" لإفريقيا (المشار إليه فيما يلي بـ "الملحق 1")، يعطي التوجيهات والتربيات الأساسية من أجل تنفيذ فعال لاتفاقية بالبلدان الأطراف المتضررة بإفريقيا؛

باعتبار أن القرار COP.9/3 المتعلق بـ «الآليات الرامية إلى تسهيل التنسيق بشأن تنفيذ الاتفاقية»، يطلب من الأمين التنفيذي والمدير العام للأالية العالمية الخاصة بدعم، حسب الاقتضاء، آليات التنسيق الإقليمي كاللجان الإقليمية، شبكات البرامج المواضيعية ووحدات التنسيق الإقليمي؛

باعتبار أنه خلال اجتماع المجموعة الإفريقية المنعقد بنيريobi، بکینیا، بتاريخ 16 أكتوبر 2016، على هامش الدورة 14 للجنة استعراض تنفيذ الاتفاقية، خلص الملحق 1 إلى قبول عرض الحكومة المغربية باحتضان وحدة التنسيق الإقليمي للملحق 1 (المشار إليها فيما يلي بـ "UCR")؛

بالنظر إلى أن الحكومة قد جسدت عرضها في رسالتها المؤرخة في 18 مارس 2016 والموجهة إلى الأمينة التنفيذية لـ "CNULCD"، وأن هذه الأخيرة رحبت بإنشاء وحدة التنسيق الإقليمي في الرباط [طبقاً للمعايير المحددة من قبل المجموعة الإفريقية]؛

باعتبار أن الحكومة توافق على منح "UCR" الامتيازات والحسابات والإعفاءات والتسهيلات اللازمة لعمل الوحدة؛

باعتبار أن اتفاقية الامتيازات والحسابات للأمم المتحدة، التي اعتمدتها الجمعية العامة في 13 فبراير 1946، والتي انضمت إليها الحكومة في 18 مارس 1957 (المشار إليها فيما يلي بـ "الاتفاقية العامة")، سيتم تطبيقها على "UCR" وعلى مبانيها وعلى أرصادتها وعلى ممتلكاتها وكذا موظفيها وأنشطتها في المغرب؛

ظهير شريف رقم 1.19.101 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 19 يوليو 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، ممثلة بالأمينة التنفيذية، من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمي طبقاً للملحق الأول من الاتفاقية المذكورة، والاتفاق التكميلي له الموقع بالرباط في 7 ديسمبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

علم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على الاتفاق الموقع بالرباط في 19 يوليو 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، ممثلة بالأمينة التنفيذية، من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمي طبقاً للملحق الأول من الاتفاقية المذكورة، وعلى الاتفاق التكميلي له الموقع بالرباط في 7 ديسمبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر ؛

وعلى القانون رقم 104.18 الموافق بموجبه على الاتفاق والاتفاق التكميلي له المذكورين والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.98 بتاريخ 5 ذي القعدة 1440 (8 يوليو 2019) ؛

ونظراً للإعلام الممكّن للمملكة المغربية باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق والاتفاق التكميلي له المذكورين حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق الموقع بالرباط في 19 يوليو 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر، ممثلة بالأمينة التنفيذية، من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمي طبقاً للملحق الأول من الاتفاقية المذكورة، والاتفاق التكميلي له الموقع بالرباط في 7 ديسمبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصحر.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

ب) فيما يخص مذكرة:

(ا) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المدفوعة أو المقروضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المالية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ:

(ii) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية أو حدث يمثل واقعة منشأة للضريبة، تبدأ أو تقع ابتداء من فاتح يناير من السنة المالية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

#### المادة الثلاثون

##### إلغاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة.

ويمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغى العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المالية المولالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، يتنهى العمل بالاتفاقية:

أ) فيما يخص المغرب:

(ا) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المدفوعة أو المقروضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المالية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية:

(ii) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في فاتح يناير من السنة المالية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

ب) فيما يخص مذكرة:

(ا) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المدفوعة أو المقروضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المالية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية:

(ii) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية أو حدث يمثل واقعة منشأة للضريبة، تبدأ أو تقع ابتداء من فاتح يناير من السنة المالية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

وإثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهم في هذا الصدد من طرف حكومتهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت باثناناريفو، بتاريخ 21 نوفمبر 2016، في نظيرين أصليين باللغتين الفرنسية والعربية، وللنصبين معا نفس العجيبة. وفي حال الاختلاف في التأويل يرجع النص باللغة الفرنسية.

|               |                  |
|---------------|------------------|
| عن            | عن               |
| جمهورية مذكرة | المملكة المغربية |

فرانسوا ماري موريس جيري راكوناويمانانا  
وزير المالية والخزينة

محمد بوسعيدي  
وزير الاقتصاد والمالية

- 7- جهلاً، يتم في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل دولة متعاقدة بموجب الفقرتين 3 أو 4 وقبل أن تحصل وتحول الدولة المتعاقدة الأخرى بملبغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولاً، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون:
- (أ) في حالة طلب طبقاً للفقرة 3، دينا ضريبياً للدولة المذكورة أولاً يمكن تحصيله وفقاً لقوانين تلك الدولة وبدين به شخص، لا يمكنه، في ذلك الوقت وبموجب قوانين تلك الدولة منع تحصيله، أو
  - (ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، دينا ضريبياً للدولة المذكورة أولاً قد تتخذ تلك الدولة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لغرض ضمان تحصيله.
- على السلطة المختصة للدولة المذكورة أولاً أن تسرع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة الأخرى بذلك الواقع، وعلى الدولة المذكورة أولاً تعليق أو سحب طلتها حسب اختيار الدولة الأخرى.
- 8- لا تُفسر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:
- (أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة لقانونها وممارساتها الإدارية أو للدولة المتعاقدة الأخرى؛
  - (ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛
  - (ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقولة للتحصيل أو الحفظ، حسب الحال، المتاحة بموجب قوانينها أو ممارساتها الإدارية؛
  - (د) بتقديم المساعدة في الحالات التي يكون فيها العباء الإداري لتلك الدولة غير مناسب بشكل واضح مع الفائدة التي تحصل عليها الدولة المتعاقدة الأخرى.

#### المادة الثامنة والعشرون

##### أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة لقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقات خاصة.

#### المادة التاسعة والعشرون

##### الدخول في حيز التنفيذ

- 1- تقع المصادقة على هذه الاتفاقية ويتم تبادل وثائق التصديق في أقرب الأجال.
- 2- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداءً من تبادل وثائق التصديق عليها وتطبق مقتضياتها:
  - (أ) فيما يخص المغرب :
  - (إ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداءً من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛
  - (آ) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح للدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

## المادة السابعة والعشرون

### الممساعدة لتحصيل الضرائب

1- تناول السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. ولا تقتصر هذه المساعدة على المادتين 1 و2. تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين على طريقة تطبيق هذه المادة.

2- مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغاً مستحقاً يتعلق بالضرائب، من كل نوع أو تسمية، المفروضة من قبل الدولة المتعاقدة، أو فروعها الميسامية أو سلطاتها المحلية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو أية اتفاقية أخرى تكون الدولة المتعاقدة أطرافاً فيها، بما في ذلك الفوائد والغرامات والتكاليف الإدارية لتحصيل أو الحفظ المرتبطة بهذا المبلغ.

3- عندما يكون الدين الضريبي للدولة متعاقدة قابل للإنفاذ وفقاً لقوانين تلك الدولة وينبئ به شخص لا يمكنه، في ذلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة، منع تحصيله، يجب أن يقبل هذا الدين الضريبي، بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة، لغرض تحصيله من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة الأخرى وفقاً لمقتضيات قوانينها المطبقة لإنفاذ وتحصيل الضرائب الخاصة بها كما لو كان الدين الضريبي ديناً ضريبياً لتلك الدولة الأخرى.

4- عندما يكون الدين الضريبي للدولة متعاقدة ديناً قد تتخذ تلك الدولة بشأنه وطبقاً لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة لغرض اتخاذ تدابير الحفظ من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة الأخرى أن تتخذ تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقاً لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي ديناً ضريبياً لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المذكورة أولاً أو ينبع به شخص له الحق في منع تحصيله.

5- بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية ولا تمنع له أية أولوية، في تلك الدولة، كالميقاتي تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقاً لقوانين تلك الدولة. بالإضافة إلى ذلك، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يمنع أية أولوية، في تلك الدولة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

6- لا تُعرض المتابعات المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي للدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية للدولة المتعاقدة الأخرى.

2- إذا بين للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوى الحال بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. وبطريق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد ترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. ويمكنها كذلك أن تشاور فيما بينها قصد تجنب الإزدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لفرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

#### المادة السادسة والعشرون

##### تبادل المعلومات

1- تهادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لندير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدين، أو فروعهما السياسية أو سلطاتها المحلية ما دامت الضريبة المقررة فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. وإن تؤثر المادتان 1 و 2 على تهادل المعلومات.

2- نظر المعلومات المعصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة مرتبة بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المعصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساءلة أو المتابعة أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئة المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. ولا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. ويمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:  
 أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛  
 ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادلة المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛  
 ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سرتجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للسياسة العامة (النظام العام).

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لغرض ضريبة خاصة بها. ويخصم الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات مجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

## المادة الرابعة والعشرون

### عدم التمييز

- 1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.
- 2- لا يخضع الأشخاص عديدي الجنسية المقيمين بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.
- 3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفسم النشاط. ولا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنع المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصومات شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنجه لقيمة اعتباراً لوضعهم المدنية أو لأبعادهم العائلية.
- 4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقايضة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً.
- 5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس المالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولاً لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع لها المقاييس المعاشرة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.
- 6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها وتصنيفاتها.

## المادة الخامسة والعشرون

### المسطرة الودية

- 1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيما كانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التшуريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 24، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. ويجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المولالية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متأثراً من مصادر خارج تلك الدولة.

2- لتطبيق مقتضيات الفقرة 1 على المربيات المعصل إليها باسم بحوث يتم إنجازها للامصالحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

#### المادة الثانية والعشرون

##### مداخيل أخرى

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أياً كان مصدرها، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيناً بدولة متعاقدة وبمارن في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو منهنة مستقلة بواسطة ثابتة توجد فيها، وكان العق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبطاً بها فعليها. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

#### المادة الثالثة والعشرون

##### تفادي الإذدراج الضريبي

1- عندما يحصل مقيم بدولة متعاقدة على مداخيل تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن الدولة المذكورة أولاً، مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2، تمنع على الضريبة التي تستخلاصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المودع في تلك الدولة الأخرى. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، والمطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرة 1، فإن الإعفاءات والتخفيضات الضريبية التي يستفيد منها مقيم بدولة متعاقدة برسم المداخيل الخاصة للضريبة في تلك الدولة لفترة محددة طبقاً للتشريع الداخلي لتلك الدولة المتعلقة بالتشريعات الضريبية تعتبر بمثابة أداء لتلك الضرائب ويجب خصمها من الضريبة المحتمل فرضها على تلك المداخيل في الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي مقتضى من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

2- إن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المنفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو مسلطاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدمها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

#### **المادة التاسعة عشرة**

#### **الوظائف العمومية**

1- أ) إن الأجور والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو مسلطاتها المحلية لشخص ذاتي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهندة السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة:

ب) غير أن هذه الأجور والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة الأخرى وكان الشخص ذاتي مقهياً بتلك الدولة:

(أ) ومواطناً لتلك الدولة؛ أو

(أ) لم يصبح مقهياً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.

2- إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو مسلطاتها المحلية سواء كان ذلك مباشرةً أو عن طريق الانقطاع من وداعٍ تم إنشاؤها لشخص ذاتي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لذلك المدخلة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة:

ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص ذاتي مقهياً بتلك الدولة الأخرى ومواطناً لها.

3- تطبق مقتضيات المواد 15، 16، 17 و18 على الأجور والرواتب وغيرها من المرتبات المماثلة الأخرى وكذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار نشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو مسلطاتها المحلية.

#### **المادة العشرون**

#### **الطلبة والمتعلمون**

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمن مقهيم، أو كان قبل التحاقه مباشرةً بدولة متعاقدة، مقهياً بالدولة المتعاقدة الأخرى ويقطن بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، والتي يتلقاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

#### **المادة الواحدة والعشرون**

#### **الأساند والباحثون**

1- إذا قام أي شخص ذاتي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو آية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقهياً أو كان مباشرةً قبل هذه الزيارة مقهياً بالدولة

- 2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً إذا:
- (أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوماً خلال كل فترة إثنى عشر شهراً نبدأ أو ننتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
  - (ب) وكانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
  - (ج) وكانت أصحاب المرتبات لا تحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكها المشغل في الدولة الأخرى.
- 3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متصرفه أو طائرة مستقلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

#### **المادة السادسة عشرة**

##### **مكافآت المديرين**

إن مكافآت المديرين والتعويضات الأخرى المائلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

#### **المادة السابعة عشرة**

##### **الفنانون والرياضيون**

- 1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و 15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً استعراضياً كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياسي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وهذه الصيغة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن شخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7، 14، و 15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارن فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبدل الثقافي أو الرياضي موافق عليه وممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومة الدولتين المتعاقدتين أو فروعها السياسية أو مسلطاتها المحلية والتي لا تمارن بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

#### **المادة الثامنة عشرة**

##### **المعاشات والإيرادات العمرية**

- 1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات والإيرادات العمرية وغيرها من المرتبات المائلة المؤداة لقائم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

- 3- إن أرباح مقلولة دولة متعاقدة، تتم في النقل الدولي بواسطة السفن أو الطائرات، والناجمة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأموال المنقوله المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقلولة.
- 4- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة عن نقل ملكية أسهم رأس المال شركة تكون قيمتها من أكثر من خمسين بالمائة (50%)، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة أخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 5- إن الأرباح الناجمة عن نقل ملكية أية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات السابقة من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

#### **المادة الرابعة عشرة**

#### **المهن المستقلة**

- 1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرفة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:
- (أ) إذا كان هذا المقيم يتتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لمارسة أنشطته، وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو
- (ب) إذا كان يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها (183) يوماً خلال أي فترة إثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل الناجم عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة الأخرى فقط.
- 2- تشمل عبارة "مهنة حرفة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو الترسو أو البيداغوجي، وكذا الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

#### **المادة الخامسة عشرة**

#### **المهن غير المستقلة**

- 1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16، 18، 19، 20 و 21، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارساً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإذا كان هذا العمل ممارساً فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض علىها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام المبنية على الشرطة والتسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي أو البث عن طريق الأقمار الصناعية، أو الارتباط، أو الآلياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الشرطة المفねنة، أو الأفراد وأفراد الليزر أو البرامج المعلوماتية، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز مناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة).

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيناً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو منهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطاً فعلياً بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة.

وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً بذلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات في دولة متعاقدة، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو غير مقين بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها العقد الذي تولد عنه أداء الإتاوات وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كلهما بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأكبر. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

### المادة الثالثة عشرة

#### أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله، التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقوله التي تنتمي إلى قاعدة ثابتة يملكها مقيم دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاولة) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة في المائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والتي تتعاملها وتؤديها حكومتها أو بنكها المركزي للحكومة أو البنك المركزي بالدولة المتعاقدة الأخرى تعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا وسواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح الدين أم لا، وعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن الأموال العمومية وسندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيماً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو منهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الدين الذي تولد عنه الفوائد مرتبطاً فعلياً بالمؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة المذكورة.

وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة برتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كلها بأشخاص آخرين المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأكبر. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

#### المادة الثانية عشرة

##### الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة والمودعة لقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة في المائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

## المادة العاشرة

## أرباح الأسهم

1- إن أرباح الأسهم الموزدة من قبل شركة مقيدة بدولة متعاقدة لقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن أرباح الأسهم تلك قد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيداً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة في المائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

3. تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع وحصص المتاجم وحصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون وكذا المدخلات الأخرى الناشئة عن حصص مساهمة أخرى والخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيداً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم نشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- عندما تستمد شركة مقيدة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أيه ضريبة على أرباح الأسهم الموزدة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيد بالدولة الأخرى أو يمتدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أيه ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم الموزدة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلها أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

## المادة العاشرة عشرة

## الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والموزدة لقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستقل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساعدة في مجموعة أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية لاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأثراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير العاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

#### المادة التاسعة المقاولات الشركية

1- عندما :

- أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو
- ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة ومقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

وفي كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتين في علاقتها التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لو لا هذه الشروط، كانت متحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة - وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك - أرباحاً تم بسببيها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى وكان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المدلى عن هذه الأرباح. ولتحديد هذه التسوية، تؤخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بين الاعتبار، وعند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقتضيات الفقرة 2 إذا أدت متابعتها قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إن إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الجسيم أو التغاضي المتعمد.

ج) أو أنشطة الأعمال الصناعية والتجارية الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لذلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنها لو كانت مقاولة مماثلة ومنفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شرط مماثلة وتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة والمصاريف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لن يسمح بأي خصم عن المبالغ المودعة، عند الاقتضاء، (أغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) من طرف المؤسسة المستقرة للمقر الرئيسي للمقاولة أو أي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات، أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. وبالتالي، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة نفس المبالغ المرددة من طرف المؤسسة المستقرة في الجانب المدين من حساب المقر الرئيسي للمقاولة أو أي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا كان من المعتمد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح النسوية لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسيي لمجموع أرباح المقاييس على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاصة للضريبة حسب التوزيع النسيي المعمول به؛ على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لا تنصب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع وسلع للمقاولة.

6- لأغراض الفقرات السابقة، تحدد كل سنة وحسب نفس الطريقة الأرباح النسوية لمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة وكافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

#### المادة التاسمة

#### الملاحة البصرية والجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

7- لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى مجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعلم هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم، غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة وكانت الشروط المنقولة عليها أو المفروضة بين المقاولة والوكيل في علاقتها التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيدة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لرقابة شركة مقيدة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

#### المادة السادسة

##### المداخيل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المذكولة الذي يمنعه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات توابع هذه الممتلكات العقارية والماشية والتجهيزات المستعملة والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، والحقوق التي تنطبق عليها مقتضيات القانون المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمنقولات المتناثرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال الناجم المعنوية والمنابع والموارد الطبيعية الأخرى؛ ولا تعتبر السفن والمركبات والطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار أو تأجير الأرضي، وكذا عن أي مشكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

#### المادة السابعة

##### أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينبع منها إلى:

(أ) المؤسسة المستقرة؛

ب) أو المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو لسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛

والمجتمع، بتر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية؛  
ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛  
ح) المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع لأخر.

**3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:**

أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع لأكثر من ستة أشهر؛  
ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (لنفس المشروع أو لمشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أوفترات تتجاوز في مجموعها أكثر من 183 يوماً في حدود مدة التي عشر شهراً تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية.

**4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:**

أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقاولة؛  
ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض؛  
ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛  
د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاولة؛  
ه) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أي نشاط آخر ذي طابع تحضيري أو إضافي للمقاولة؛  
و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في الماقاطع من (أ) إلى (ه)، شريطة أن تتحفظ مجموع الأنشطة الممارسة في مكان العمل الثابت والنتائج عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو إضافي.

**5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاولة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاولة تعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة في حالة ما:**

أ) إذا كانت له ويزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاولة، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 والتي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو  
ب) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع ويقوم بتسلیم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نهاية عن المقاولة.

**6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاولة تأمين تابعة للدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين، ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاولة تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.**

النص خلاف ذلك، ويرجع المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

#### المادة الرابعة

##### المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأميسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، وتطبق كذلك على تلك الدولة وكذا على جميع فروعها المباشرة أو مسلطاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المنائي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص ذاتي، تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تموي وضعيته بالكيفية التالية:

أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية):

ب) إذا تغير تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز مصالح الحيوية لهذا الشخص، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أيٍ منها، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأيٍ منها، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الذاتي مقيماً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية.

#### المادة الخامسة

##### المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

(أ) مقر الإدارة؛

(ب) الفرع؛

(ج) المكتب؛

(د) المصنع؛

(هـ) المشغل؛

## المادة الثالثة

## تعریف عامة

1- لغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص المغرب أو مدغشقر؛

(ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ "المغرب":

((أ)) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي:

((أ)) والمنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر وأعماقه الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعه الداخلي وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال الموارد الطبيعية لهذه المناطق:

ج) يعني لفظ "مدغشقر" جمهورية مدغشقر، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل:

((أ)) تراب جمهورية مدغشقر، البحر الإقليمي:

((أ)) والمنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي وتشمل امتداد البحر والأعماق الباطنية (الجرف القاري) والمنطقة الاقتصادية الخاصة التي تمارس مدغشقر عليها حقوقها السيادية طبقاً لتشريعها الداخلي وللقانون الدولي، وذلك بهدف استكشاف واستغلال الموارد الطبيعية لهذه المناطق:

د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبية المغربية أو الضريبة المدغشقرية :

هـ) يشمل لفظ "شخص" الشخص الذاتي والشركة وشركة الأشخاص وأي مجموعة أخرى من الأشخاص:

وـ) يعني لفظ "شركة" أي شخص اعتباري أو أي كيان يعتبر شخصاً اعتباراً لغرض فرض الضريبة:

زـ) تعني عبارتا "مقاؤلة دولة متعاقدة" و "مقاؤلة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاؤلة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة ومقاؤلة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

حـ) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاؤلة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

طـ) تعني عبارة "السلطة المختصة":

((أ)) فيما يخص المغرب، وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك:

((أ)) فيما يخص مدغشقر: الوزير المكلف بالتقنين الجبائي أو ممثله المرخص له بذلك:

يـ) يعني لفظ "مواطن":

((أ)) أي شخص ذاتي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛

((أ)) أي شخص اعتباري، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعریفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق

**المادة الأولى**  
**الأشخاص المعنيون**

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.

**المادة الثانية**  
**الضرائب المعنية**

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها المسماة أو مسلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية المأمول المنقول أو غير المنقول، والضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المدورة من قبل مقاولات، وكذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(أ) فيما يخص المملكة المغربية:

(أ) الضريبة على الدخل:

(أ) الضريبة على الشركات:

(المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية):

ب) وفيما يخص جمهورية مدغشقر:

(أ) الضريبة على الدخل:

(أ) الضريبة التركيبية (impôt synthétique) :

(أ) الضريبة المباشرة على الهيدروكاربورات:

(أ) الضريبة على الأجور والدخل المعتبرة في حكمها:

(أ) الضريبة على الدخل الناتج عن رؤوس المأمول المنقول:

(أ) الضريبة على الأرباح العقارية:

(المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاد إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

ظهير شريف رقم 1.17.79 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية الموقعة باتفاقانارييفو في 21 نوفمبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مدغشقر لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة باتفاقانارييفو في 21 نوفمبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مدغشقر لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل؛

وعلى القانون رقم 09.17 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها الظهير الشريف رقم 1.17.34 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017)؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع باتفاقانارييفو في 14 نوفمبر 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، الاتفاقية الموقعة باتفاقانارييفو في 21 نوفمبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مدغشقر لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وعلمه بالعطاف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\* \* \*

## اتفاقية

بين

**حكومة المملكة المغربية**  
**وحكومة جمهورية مدغشقر**  
**لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي**  
**في ميدان الضرائب على الدخل**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مدغشقر رغبة منها في تنمية وتعزيز علاقتها الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

اتفقنا على ما يلي:

حررت ووُقعت بتونس في 5 محرم 1437 هـ موافق 19 أكتوبر 2015 م في  
نسختين أصليتين باللغة العربية، لكلٍّ منهما نفس المخجية.

عن  
حكومة الجمهورية التونسية

عن  
حكومة المملكة المغربية

أحمد عمار الينباعي  
وزير الشؤون الاجتماعية

عبد السلام الصديقي  
وزير التشغيل والشؤون الاجتماعية

3- تدرس وفقا لاتفاقية المنصوص عليها في الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل طلبات المنافع المقدمة قبل دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ والتي لم يتخذ بشأنها قرار إلى حد هذا التاريخ. ويقع اعتماد الحل الأفضل بالنسبة للمؤمن له.

### الفصل السابع والخمسون

#### مدة صلاحية الاتفاقية

1- تبرم هذه الاتفاقية لمدة غير محددة ما لم يقم أحد الطرفين المتعاقدين، في أجل ستة أشهر قبل نهاية السنة المدنية المغاربة بإشعار الطرف المتعاقد الآخر كتابيا برغبته في إنهاء العمل بها.

2- لا يؤثر إنهاء العمل بهذه الاتفاقية على الحقوق المكتسبة بمقتضى أحكامها.

3- يحدد الطرفان المتعاقدان، باتفاق مشترك، الأحكام التي تؤمن الحقوق التي هي بقصد الاكتساب والمتأنية من فترات تأمين أو فترات مشابهة منجزة قبل تاريخ نقض الاتفاقية.

### الفصل الثامن والخمسون

#### الدخول حيز التنفيذ

تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ في اليوم الأول من الشهر الثاني الموالي للشهر الذي تم فيه استلام الإشعار الثاني الذي يعلم موجبه أحد الطرفين المتعاقدين الطرف المتعاقد الآخر، عبر الطرق الدبلوماسية استكمالا للإجراءات/ المساطر القانونية لدخول الاتفاقية حيز النفاذ.

وإثباتا لما تقدم قام الموقعان أدناه والمفوض لهما ذلك بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

2- لا يمكن رفض الاقرار بتنفيذ الحكم أو القرار أو أي وثيقة أخرى تكتسي صبغة تنفيذية إلا إذا كان متضاربا مع النظام العام للطرف المتعاقد الذي كان سيتم فوق ترابه التنفيذ.

3- تستفيد ديون مؤسسة في إطار إجراءات التنفيذ الجبري أو الإفلاس أو التصفية الجبرية فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر بنفس الامتيازات المنوحة من قبل تشريع ذلك الطرف المتعاقد.

4- تحظى الديون التي تكون موضوع استرداد أو استخلاص جبri بنفس الضمانات والامتيازات المنوحة للديون المماثلة والتابعة لهيكل يقع فوق تراب الطرف المتعاقد الذي سيتم فيه الاسترداد أو الاستخلاص الجبri.

## الباب الخامس أحكام انتقالية وختامية

### الفصل السادس والخمسون

#### الإلغاء والتدابير الانتقالية

1- بدخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، تلغى الاتفاقية العامة للضمان الاجتماعي المبرمة بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية بتاريخ 5 فبراير / فبراير 1987.

2- لا يؤثر إنهاء العمل باتفاقية الضمان الاجتماعي المبرمة بين المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية في 5 فبراير / فبراير 1987 على الحقوق المكتسبة بموجبها.

## الفصل الرابع والخمسون

### أساليب الصرف والتحويل

- 1- تقوم المؤسسات المختصة بالمدينة بمنافع طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية بصرف المبالغ التي على حسابها بعملة دولتها. يتم تحويل المبالغ المستحقة بالقيمة الجاري بها العمل عند تاريخ التحويل وفقاً لأحكام الفصل الخامس من هذه الاتفاقية.
- 2- تم الدفعات الناتجة عن تنفيذ هذه الاتفاقية طبقاً للإجراءات المنصوص عليها في التشريع الجاري به العمل في الطرفين المتعاقدين عند تاريخ التحويل.
- 3- في حالة إقرار تدابير تقيدية تخص الصرف في أحد الطرفين المتعاقدين تتخذ في الإبان باتفاق مشترك بين الطرفين إجراءات لضمان التحويل من طرف الطرف الآخر طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية.

## الفصل الخامس والخمسون

### إجراءات التنفيذ

- 1- إن أحكام التنفيذ الصادرة عن الهيئات القضائية لأحد الطرفين المتعاقدين وكذلك القرارات أو الوثائق التي تكتسي صبغة تنفيذية الصادرة عن سلطة أو مؤسسة أحد الطرفين المتعاقدين والتي لم تعد قابلة للطعن والمتعلقة بإشتراكات الضمان الاجتماعي والفوائد وكل المصاريف الأخرى أو باسترداد المنافع المسداة دون وجه قانوني يتم الاعتراف بها وتنفيذها فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر في حدود ووفقاً للإجراءات المنصوص عليها بالتشريع وبكل الإجراءات الأخرى المنطبقة على الأحكام المماثلة بالطرف المتعاقد الآخر.

**2-** يمكن أن تجرى الخبرات/الاختبارات الطبية المنجزة في إطار التراعات المنصوص عليها في تشريع أحد البلدين فوق تراب الطرف الآخر. تقدم مؤسسة هذا البلد مساعدتها الحميدة لأنجاز هذه الخبرات/الاختبارات خصوصاً عن طريق:

- وضع قائمة خبراء معترف بهم تحت تصرف مؤسسات الطرف الآخر.
- تسوية المصاريف المنجزة عن الخبرات الطبية التي ترجع من طرف المؤسسة المختصة إلى مؤسسة الطرف الآخر.

**3.** تتولى السلطات المختصة باتفاق مشترك تنظيم أساليب المراقبة الطبية وكذلك إجراءات الخبرات الطبية الالزمة لتطبيق هذه الاتفاقية أو تشريعات الضمان الاجتماعي لكلا الطرفين، ويتم تحديد نفقات التسيير والمراقبة لغرض تطبيق هذه الاتفاقية باتفاق مشترك بين السلطات المختصة للطرفين طبقاً لإجراءات التنسيق الإداري.

### الفصل الثالث والخمسون

#### الحلول ضد الغير

إذا استفاد شخص من منافع طبقاً لتشريع طرف متعاقد عن ضرر ناتج عن أحداث وقعت فوق تراب الطرف الآخر، فإن الحقوق المحتملة للمؤسسة المدينة تجاه الغير المطالب بمحير الضرر تسوى بالطريقة التالية:

- أ-** عندما تحل المؤسسة المدينة وفقاً للتشرع الذي تطبقه محل المستفيد فيما تستحقه تجاه الغير، فإنه يعترف بهذا الحلول من طرف مؤسسة الطرف الآخر.
- ب-** إذا كان للمؤسسة المذكورة حق مباشر لدى الغير، فإن الطرف الآخر يعترف بهذا الحق.

## الفصل الخمسون

### استرداد مبلغ غير مستحق

1- إذا صرفت مؤسسة مختصة لأحد الطرفين المتعاقدين، لمستفيد من منافع، مبلغا يفوق ذلك الذي له الحق فيه، يمكن لهذه المؤسسة أن تطلب من مؤسسة الطرف الآخر، الدائنة، منافع مماثلة لفائدة المتتفع، استرداد المبلغ الذي دفع زائدا من المتأخرات، وذلك وفق الشروط و في الحدود التي يطبقها تشريعها.

2- تقوم هذه المؤسسة الأخيرة بحجز المبلغ الزائد و تحويله إلى المؤسسة الدائنة.

## الفصل الواحد والخمسون

### استخلاص الاشتراكات

1- يمكن القيام باستخلاص الاشتراكات المستحقة لمؤسسة أحد الطرفين المتعاقدين فوق تراب الطرف الآخر تبعا للمساطر / الإجراءات الإدارية ومع الضمانات والامتيازات المطبقة في استخلاص الاشتراكات المستحقة للمؤسسة النظيرة لهذا الطرف.

2- يتم تحديد طرق تطبيق أحكام الفقرة الأولى بواسطة تنسيق إداري.

## الفصل الثاني والخمسون

### المراقبات و الخبرات/ الاختبارات الطبية

1- تجرى المراقبات و الخبرات / الاختبارات الطبية المتعلقة بالأشخاص المقيمين مؤقتا أو اعتياديا فوق تراب الطرف الآخر بواسطة طبيب يتم تعيينه لهذا الغرض بطلب من المؤسسة المختصة وعلى حسابها مباشرة من طرف مؤسسة مقر الإقامة المؤقتة أو الاعتيادية. إلا أنه لا يتم استرجاع المصارييف عندما تجرى الفحوصات لفائدة مؤسسات الطرفين.

## الفصل الثامن والأربعون

### الإعفاءات من الرسوم والتصديق

- 1.** كل إعفاء أو تخفيض من الرسوم أو مصاريف التبرير أو المصاريف القضائية أو مصاريف تسجيل العقود أو الوثائق المطلوبة المنصوص عليها في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين يمتد كذلك إلى العقود والوثائق المطلوبة بمقتضى هذه الاتفاقية أو بمقتضى تشريع الطرف الآخر.
- 2.** كل العقود أو الوثائق أو المستندات الأخرى ذات طابع رسمي التي يتعين الإدلاء بها من أجل تطبيق هذه الاتفاقية، تعفى من تصديق السلطات الدبلوماسية أو الفنصلية أو من أي إجراء آخر مماثل.

## الفصل التاسع والأربعون

### تقديم الطلبات أو التصاريح أو الشكایات أو الدعاوى

تعتبر الطلبات أو التصاريح أو الشكایات أو الدعاوى و كذلك الوثائق الأخرى التي وجب تقديمها في أجل محدد لدى السلطات أو المؤسسات الناظرة لهذا الطرف، كأنها مقدمة لديها إذا قدمت في نفس الأجل لدى السلطات أو المؤسسات الناظرة في الطرف الآخر.

- تعيين كل فيما يخصها أجهزة الاتصال للطرفين المتعاقدين و تحديد اختصاصاتها،
  - تبادل المعلومات حول المساطر / الإجراءات المتخذة على المستوى الداخلي لتطبيق هذه الاتفاقية،
  - تبادل المعلومات المتعلقة بتعديلات الأحكام التشريعية والتنظيمية التي من شأنها أن تؤثر على تطبيق هذه الاتفاقية.
- 2- هدف تطبيق الأحكام الإدارية، تبادل سلطات و مؤسسات الطرفين المتعاقدين بمحاجة المساعي الحميدة و المساعدة الفنية والإدارية كما لو تعلق الأمر بتشريعاتها الخاصة. ويؤدي الالتزام بمصاريف تجاه الغير إلى استرداد تلك المصاريف.**
- 3- لغرض تطبيق أحكام هذه الاتفاقية، يمكن للسلطات المختصة و مؤسسات الطرفين المتعاقدين الاتصال مباشرة فيما بينها و كذلك مع الأشخاص المعينين أو موكليهم.**

## الفصل السابع والأربعون

### اللجنة المشتركة وتسوية الخلافات

- 1- تكلف لجنة مشتركة من ممثلين عن السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين بمتابعة تطبيق هذه الاتفاقية و باقتراح التعديلات الازمة. تجتمع هذه اللجنة المشتركة حسب الحاجة بطلب من أحد الطرفين دوريًا بتونس أو بالغرب.**
- 2- تم تسوية الخلافات في تطبيق أو تأويل أحكام هذه الاتفاقية و التنسيق الإداري بواسطة التشاور على مستوى اللجنة المشتركة. إذا لم تتوصل هذه اللجنة إلى حل، يتم عرض هذه الخلافات على لجنة تحكيم يقع تحديده تركيبتها وسيرها باتفاق مشترك بين الطرفين المتعاقدين و يكون قرارها إلزاميا و نهائيا.**

## الفصل الرابع والأربعون

### صرف الإيرادات

تطبق بالمائلة أحكام الفصل الثالث والثلاثين (33) من هذه الاتفاقية على أصحاب إيرادات حوادث الشغف والأمراض المهنية.

## الفصل الخامس والأربعون

### حوادث التنقل بين البلدين عند بداية نشاط مهني

يستفيد العامل الأجير الذي يتتوفر على عقد عمل وي تعرض لحادث، خلال تنقله من تونس في اتجاه المغرب أو من المغرب في اتجاه تونس من أجل الالتحاق بمقر عمله، من الحق في المنافع المنصوص عليها في هذا القسم وفق الشروط المحددة في تشريع الطرف الذي يباشر فوق ترابه نشاطه المهني.

## الباب الرابع أحكام مختلفة

### الفصل السادس والأربعون

### تعاون السلطات المختصة والمؤسسات

- تقوم السلطات المختصة للطرفين المتعاقدين بـ:
- وضع تنسيق إداري لتطبيق هذه الاتفاقية واتخاذ كل الإجراءات الإدارية المتممة أو المعدلة له،

## الفصل الثاني والأربعون

### إسداء الآلات التعويضية والأجهزة الكبرى والمนาفع العينية ذات الأهمية الكبرى

في حالة الإقامة المؤقتة، يشترط لإسداء الآلات التعويضية و الأجهزة الكبرى والمنافع العينية ذات الأهمية الكبرى المدرجة بالقائمة المرفقة بالتنسيق الإداري المشار إليه في الفصل السادس والأربعين من هذه الاتفاقية، الحصول على ترخيص المؤسسة المختصة إلا في حالات الاستعجال الذي يتم تعريفه بموجب هذا التنسيق الإداري.

## الفصل الثالث والأربعون

### استرجاع مصاريف المنافع العينية

1. في الحالات المنصوص عليها بالفصل السابع والثلاثين (37) والثامن والثلاثين (38) والتاسع والثلاثين (39) والواحد والأربعين (41) من هذه الاتفاقية، تسدى المنافع العينية لحساب المؤسسة المختصة من طرف مؤسسة الإقامة أو الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة للعامل برسم التشريع الذي تطبقه فيما يتعلق بامتداد وكيفية تقديم المنافع. غير أن مدة تقديم هذه المنافع هي المنصوص عليها بالتشريع المطبق من قبل المؤسسة المختصة.

2. ترجع المؤسسة المختصة إلى مؤسسة دولة الإقامة أو الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة نفقات المنافع العينية التي تم صرفها حسب الحالات المنصوص عليها في الفصل السابع والثلاثين (37) من هذه الاتفاقية. ويتم استرجاع هذه المصاريف عن طريق هيئات الاتصال للطرفين المتعاقددين على أساس حقيقة أو جزافية. وتحدد كيفية التسديد بموجب التنسيق الإداري المنصوص عليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية.

## الفصل الأربعون

### تقدير نسبة العجز الناجم عن حوادث الشغل

#### والأمراض المهنية

لغاية تقدير نسبة العجز الناجم عن حادثة شغل أو مرض مهني تؤخذ بعين الاعتبار حوادث الشغل السابقة أو الأمراض المهنية التي قد يكون تعرض لها العامل حتى وإن حدثت هذه الحوادث أو ثبتت معاينة هذه الأمراض المهنية عندما كان المعنى بالأمر خاضعا لتشريع الطرف الآخر.

## الفصل الواحد والأربعون

### إسادة المنافع للعمال الملحقين

#### والأشخاص الموجودين في وضعيات خصوصية

-1 يستفيد العامل المشار إليه بالفقرات الأولى (1) والثانية (2) والثالثة (3) (جزء أول) (1) والرابعة (4) والخامسة (5) (جزء أول) والسادسة (6) والثامنة (8) من الفصل الثامن (8) لهذه الاتفاقية، الذي تعرض فوق تراب الطرف الذي يشتغل به إلى حادث شغل أو مرض مهني معترف به من طرف المؤسسة المختصة، من المنافع العينية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية والتي تسدى له مباشرة من طرف هذه المؤسسة خلال مدة إقامته فوق تراب الطرف الذي يشتغل به.

-2 غير أن إسادة المنافع العينية المذكورة تؤمنه مؤسسة دولة الإقامة إذا طلب العامل ذلك حسب شروط التشريع الذي تطبقه عندما يتم تلقي العلاج في هذه الدولة الأخيرة.

-3 تتحمل المؤسسة المختصة مصاريف المنافع العينية المسداة طبقا لأحكام الفقرتين الأولى (1) والثانية (2) من هذا الفصل.

-4 تؤمن المؤسسة المختصة صرف المنافع النقدية مباشرة للعامل.

## الفصل التاسع والثلاثون

### تفاقم المرض المهني

في حالة تفاقم المرض المهني الذي صرفت من أجله منافع بمحض تشريع أحد الطرفين المتعاقدين في حين أن الضحية تقيم فوق تراب الطرف الآخر تطبق القواعد التالية :

-1 في حالة ما إذا نتج عن مرض مهني إسداء منافع من أحد الطرفين المتعاقدين يتعين على هذا الأخير تحمل عبء المنافع اعتباراً لتفاقم المرض الذي يحصل إذا كان المؤمن له/ المضمون الاجتماعي خاضعاً لتشريع الطرف الآخر طالما لم يقم العامل بنشاط من شأنه أن يسبب أو يفاقم نفس المرض عندما كان خاضعاً لتشريع هذا الطرف الآخر.

-2 إذا باشر المعنى بالأمر في دولة إقامته الجديدة عملاً من شأنه أن يفاقم هذا المرض المهني الذي يحصل من أجله على تعويض:

- تستمر مؤسسة الطرف الأول في إسداء المنفعة المستحقة للمعني بالأمر حسب تشريعها الخاص كما لو أن المرض المهني لم يعرف أي تفاقم.

- تأخذ مؤسسة الطرف الآخر وعلى حسابها إضافة المنافع المقابلة للتفاقم. يحدد مبلغ هذه الإضافة حسب تشريع هذا الطرف الآخر كما لو كان المرض المهني قد حصل فوق ترابها. يساوي هذا المبلغ الفرق بين مبلغ المنفعة المستحقة بعد التفاقم ومبلغ المنفعة الذي كان يستحق قبل التفاقم.

## الفصل السابع والثلاثون

### إسداد المنافع

1. ينتفع كل عامل ضحية حادثة شغل أو مرض مهني الذي يقيم مؤقتاً أو يحول إقامته فوق تراب الطرف الآخر بالمنافع العينية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية على حساب مؤسسة الانخراط.
2. تسدى المنافع العينية من طرف مؤسسة الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة وفق الشروط المحددة بالتنسيق الإداري المشار إليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية.
3. يجب على العامل ضحية حادث شغل أو مرض مهني أن يحصل قبل تحويل إقامته على الترخيص من مؤسسة الانخراط التي تأخذ بعين الاعتبار دوافع هذا التحويل.
4. كل عامل ضحية حادثة شغل أو مرض مهني الذي يقيم مؤقتاً أو يحول إقامته فوق تراب الطرف الآخر يواصل الاستفادة على حساب المؤسسة المختصة بالمنافع النقدية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية المنصوص عليها بتشريع المؤسسة المذكورة.
5. تطبق بالالمائة أحکام الفقرات الأولى (1) والثانية (2) والثالثة (3) من هذا الفصل على أصحاب إيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية في حالات الإقامة أو الإقامة المؤقتة أو تحويل الإقامة فوق تراب الطرف الآخر.

## الفصل الثامن والثلاثون

### حالة الانتكاس لضحايا حوادث الشغل

يستفيد العامل ضحية حادثة شغل الذي يحول إقامته مؤقتاً أو نهائياً فوق تراب الطرف المتعاقد غير المختص والذي حدث له فيه انتكاس بالمنافع العينية والنقدية برسم نظام حوادث الشغل والأمراض المهنية حسب التشريع المطبق من طرف المؤسسة المختصة عند تاريخ وقوع الحادث بشرط موافقتها.

- 3 في حالة وفاة صاحب معاش/ جرارية أو إيراد مستحق بعنوان تشريعات الطرفين المتعاقدين، فإن المؤسسة التي تعرف وتستند الحق في المنحة هي المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه صاحب المعاش/ الجرارية أو الإيراد عند وفاته.
- 4 في حالة وفاة صاحب المعاش/ الجرارية أو الإيراد المستحق بعنوان تشريعات الطرفين المتعاقدين فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، فإن منحة الوفاة تقع على حساب المؤسسة المختصة التي كان المعنى بالأمر مؤمناً لديها آخر مرة.
- 5 تطبق أحكام الفقرات الثانية (2) والثالثة (3) والرابعة (4) من هذا الفصل بالمماطلة على طالبي المعاشات/ الجرارات والإيرادات.

#### القسم الرابع

#### منافع حوادث الشغل والأمراض المهنية

##### الفصل السادس والثلاثون

##### رفع شرط الإقامة

مع مراعاة أحكام الفصل الخامس (5) من هذه الاتفاقية، فإن الزيادات أو المنح التكميلية المنوحة كإضافة أو كتعويض لإيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية بموجب التشريع المطبق في كل طرف متعاقد تمنح ويحتفظ بها المستفيدون عندما يقيمون فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بكل من الطرفين المتعاقدين بأداة تنسيق في مجال الضمان الاجتماعي.

**الجزء الثاني****منحة الوفاة****الفصل الرابع والثلاثون****تجميع فترات التأمين**

عندما يشترط تشريع طرف متعاقد إنجاز فترات تأمين لاكتساب الحق في المنافع أو الحفاظ عليه أو استرجاعه، تأخذ المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد بعين الاعتبار عند الاقتضاء فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريع الطرف الثاني كما لو أنجزت في ظل التشريع الذي تطبقه شريطة أن لا ترافق.

**الفصل الخامس والثلاثون****افتتاح الحق وصرف المنح**

1- في حالة وفاة عامل كان يخضع تباعاً أو بالتناوب لتشريعات كلا الطرفين المتعاقدين، يتم الاعتراف بالحق في المنفعة وتصفيته من طرف المؤسسة المختصة التي كان منخرطاً بها العامل آخر مرة، مع مراعاة استيفائه الشروط المنصوص عليها بأحكام التشريع الذي تطبقه هذه المؤسسة.

2- في حالة وفاة عامل أو صاحب معاش/ جراية أو إيراد مستحق بعنوان تشريع أحد الطرفين المتعاقدين على تراب الطرف المتعاقد غير المختص تعتبر الوفاة قد حدثت على تراب الطرف الآخر.

**2-** إذا وقعت الوفاة التي تفتح الحق في منح المعاش/ الجراية للمتوفى عنهم قبل أن يكون قد سبق للعامل أن حصل على تصفية حقوقه بمحض تأمين الشيخوخة، تتم تصفية المنافع المستحقة لذوي الحقوق ضمن الشروط المحددة في الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

يمكن توزيع معاش/ جراية المتوفى عنهم عند الاقتضاء بالتساوي ونهائياً بين الأرامل، وفق الشروط المقررة في قانون الأحوال الشخصية للمؤمن له/ للمضمون الاجتماعي.

### الفصل الثالث والثلاثون

#### صرف الجرایات/المعاشات

**1-** يستفيد الأشخاص أصحاب المعاشات/ الجرایات، بعنوان تشريع هذا الطرف المتعاقدين أو هذين الطرفين المتعاقدين أو بعنوان هذه الاتفاقية، بهذه المنفعة عندما يقيمان فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بكل من الطرفين المتعاقدين باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي.

**2-** تصرف المؤسسة المدينة المنافع مباشرة للمستفيدين وفق التشريع الذي تطبقه.

**2- إذا تقدم المؤمن له/ المضمون الاجتماعي بطلب لتصفية حقوقه الموجلة في نطاق تشريع الطرف الآخر أو إذا استحاب للشروط المطلوبة فإن تصفية المعاش /الجرأة المستحقة برسم هذا التشريع تم طبقاً لأحكام الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.**

### **الفصل الثلاثون**

#### **عناصر تؤخذ بعين الاعتبار لحساب المنفعة**

في حالة حساب المنفعة وفق تشريع أحد الطرفين المتعاقدين على أساس أجر أو دخل مرجعي، فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد المسؤول عن حساب المنفعة لا تأخذ بعين الاعتبار إلا الأجور والمداخيل المثبتة خلال مدة التأمين المنجزة تحت التشريع الذي تطبقه.

### **الفصل الواحد والثلاثون**

#### **قيام المستفيد بنشاط مهني أو استعادة نشاطه**

إذا اشترط تشريع أحد الطرفين المتعاقدين لإسناد أو صرف المعاش/الجرأة توقف المعنى بالأمر عن أي نشاط مهني، فإن هذا الشرط لا يطبق على المعنى بالأمر إذا باشر أو استعاد نشاطه المهني خارج تراب الطرف المتعاقد المختص المدين بالمعاش /الجرأة أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة مع أحد الطرفين المتعاقدين بأدلة تنسيق في مجال الضمان الاجتماعي وتنص على نفس الأحكام.

### **الفصل الثاني والثلاثون**

#### **منافع المتوفى عنهم**

**1- تطبق مقتضيات هذا الباب بالمماثلة على حقوق الأرامل والأيتام.**

## 2) استعادة الحق في معاش/جرأة العجز

- أ- عندما يعاد صرف معاش/ جرأة العجز بعد تعليقها، فإن المؤسسة أو المؤسسات المدينة بها سابقاً تعيد صرفها حسب الشروط الأولية لتحمل الأعباء.
- ب- عندما تستلزم الحالة الصحية للمعنى بالأمر استعادة حقه في معاش/ جرأة عجز بعد حذفها، تتم تصفيتها حسب القواعد المحددة بالفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

## الفصل الثامن والعشرون

### تحويل معاش/جرأة العجز إلى معاش/ جرأةشيخوخة

يجول معاش/جرأة أو معاشات/ جرائيات العجز إلى معاش/جرأة الشيخوخة عندما توفر الشروط المطلوبة لإسناد معاش/جرأة الشيخوخة لا سيما شرط السن من طرف تشريع الطرف المتعاقد أو الطرفين المتعاقدين المدينيين بمعاش/جرأة أو معاشات/جرائيات العجز.

يتم التحويل حسب الشروط المنصوص عليها في تشريع الطرف المتعاقد المدين بمعاش/جرأة العجز.

## الفصل التاسع والعشرون

### إرجاء طلب التصفية والتصفيات المتالية للمعاشات/الجرائيات

- 1 إذا تقدم المعنى بالأمر بطلب لتصفية حقوقه بالنسبة لتشريع طرف متعاقد لأنه سواء يريد إرجاء طلب حقوقه بالنسبة للطرف الآخر أو لأنه لا يستجيب لشروط افتتاح الحق لهذا الطرف الأخير، فإن المعاش/الجرأة المستحقة تتم تصفيتها بعنوان تشريع الطرف المتعاقد الأول طبقاً لأحكام الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

**4-** إذا اقتضى تشريع طرف متعاقد استيفاء مدة قصوى لفترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة من أجل اكتساب الحق في معاش/جراية كاملة فإن المؤسسة المختصة لهذا الطرف المتعاقد تأخذ بعين الاعتبار فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريع الطرف الثاني وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي في حدود الفترة اللازمة للحصول على معاش/ جراية كاملة.

**5-** عندما يقل مجموع مبلغ المعاشات / الجرایات المستحق من المؤسسات المختصة في الطرفين المتعاقدين عن المبلغ الأدنى للمعاشات/الجرایات المنصوص عليه بتشريع الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه المعنى بالأمر باعتبار تجميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين، تصرف المؤسسة المختصة لمكان الإقامة وعلى حسابها تكملة تساوي الفارق بين المبلغ الأدنى ومجموع مبالغ المعاشات / الجرایات المستحقة.

**6-** يصفى معاش جراية العجز وفق مقتضيات التشريع الذي كان مطبقا على المعنى بالأمر وقت الانقطاع عن العمل المتبع بالعجز وعلى حساب المؤسسة المختصة التي تطبق هذا التشريع.

## الفصل السابع والعشرون

### تحديد نسبة العجز واستعادة الحق في معاش/جراية العجز

#### **1) تحديد نسبة العجز**

لتحديد نسبة العجز غير المهني للمؤمن له/ المضمون الاجتماعي تأخذ بعين الاعتبار المؤسسات المختصة لكل طرف متعاقد التقارير الطبية والمعلومات الإدارية الصادرة عن مؤسسات الطرف الآخر. ويبقى لكل مؤسسة الحق في فحص المؤمن له/ المضمون الاجتماعي من طرف طبيب من اختيارها.

ب- تحدد المؤسسة المختصة للطرف الثاني:

﴿مبلغ المعاش/ الجراية بتحميم فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين، وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، كما لو أنجزت كل الفترات في ظل التشريع الذي تطبقه هذه المؤسسة ( معاش/ جراية نظرية) شريطة أن لا ترافق.﴾

﴿المبلغ المستحق على أساس المعاش/الجراية النظرية بحسب النسبة بين فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل التشريع الذي تطبقه قبل افتتاح الحق ومجموع فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي.﴾

﴿يجب على المؤسسة المختصة لكل طرف متعاقد أن تصرف للمعنى بالأمر مبلغ المعاش/الجراية الأكثر ارتفاعا الذي تم احتسابه طبقا للفقرتين الأولى (1) والثانية (2).﴾

-3- عندما لا تتوفر الشروط المطلوبة من تشريعات الطرفين المتعاقدين لافتتاح الحق في المنافع إلا باللحوء إلى تحميم فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعهما، وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، تحدد كل مؤسسة مختصة مبلغ المعاش/ الجراية المستحق حسب القواعد المنصوص عليها بالنقطة ب من الفقرة الثانية (2 ) من هذا الفصل.

**2-** تؤخذ الفترات المشار إليها بالجزء الأول (1) من الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل بعين الاعتبار من قبل المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر لغرض اكتساب الحق في المنافع والحفاظ عليه واستخلاصه وفي تحديد المبلغ المستحق كما لو كانت هذه الفترات قد أنجزت طبقاً للتشريع الذي تطبقه.

## الفصل السادس والعشرون

### تحديد الحقوق واحتساب المعاشات/الجراءات

يستفيد العامل الذي ينبع بالتابع أو بالتعاقب أو على التوالي لتشريعات كلا الطرفين المتعاقدين بالمنافع حسب الشروط التالية:

**1-** عندما تتوفر الشروط المطلوبة في تشريعات كلا الطرفين المتعاقدين لافتتاح الحق في المنافع، فإن المؤسسة المختصة لكل طرف متعاقد تحدد مبلغ المعاش/الجراية التي يمكن صرفها حسب أحكام التشريع الذي تطبقه باعتبار فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعها.

**2-** عندما تتوفر الشروط المطلوبة في تشريع أحد الطرفين المتعاقدين، لافتتاح الحق في المنافع دون اللجوء إلى فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريع الطرف الآخر بينما لا تتوفر الشروط المطلوبة وفق تشريع هذا الأخير إلا بتحميم فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة المنجزة في ظل تشريعات الطرفين المتعاقدين، وعند الاقتضاء في ظل تشريع دولة ثالثة مرتبطة بكل منهما باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي، تتم تصفية المنافع طبقاً للأحكام التالية:

**أ-** تحدد المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الأول مبلغ المعاش/الجراية باعتبار فترات التأمين المنجزة في ظل تشريعه.

**2-** إذا لم تتوفر شروط افتتاح الحق في المنافع طبقاً لأحكام الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل، فإن المؤسسة المختصة تأخذ كذلك بعين الاعتبار فترات التأمين المشابهة لها المنجزة في ظل تشريع دولة أو دول أخرى مرتبطة بكلتاً الطرفين المتعاقددين باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي والتي تنص على تجميع فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة لها.

**3-** عندما يخضع تشريع أحد الطرفين المتعاقددين لإسناد بعض المنافع لشرط أن تكون فترات التأمين قد أنجزت في مهنة خاصة لنظام خاص للضمان الاجتماعي فإن فترات التأمين التي تؤخذ بعين الاعتبار لإسناد هذه المنافع هي فقط تلك التي أنجزت برسم نظام خاص مماثل في الطرف المتعاقد الآخر أو التي أنجزت في نفس المهنة في حالة انعدام هذا النظام الخاص.

إذا لم يستحب المعنى بالأمر للشروط المطلوبة للاستفادة من هذه المنافع، فإن هذه الفترات تؤخذ بعين الاعتبار لإسناد منافع النظام العام.

## **الفصل الخامس والعشرون**

### **الحد الأدنى للاشتراكات**

**1-** لا يكتسب أي حق في المنافع طبقاً لتشريع طرف متعاقد إذا لم تصل المدة الإجمالية لفترات التأمين المنجزة طبقاً لتشريع هذا الطرف إلى أثني عشر شهراً، إلا أن هذا الشرط يعتبر لاغياً إذا نص هذا التشريع على اكتساب الحق برسم الفترات التي تقل عن هذا الحد الأدنى.

## الفصل الثالث و العشرون

### قاعدة الأولوية

إذا استحقت منافع عائلية وفقا لتشريعات الطرفين المتعاقدين خلال نفس الفترة و لنفس الأطفال، فلا تصرف إلا المنافع المستحقة برسم تشريع الطرف المتعاقد الذي يقيم هذا الشخص فوق ترابه.

## القسم الثالث

### التأمين عن العجز و الشيغوفة و الوفاة

#### الجزء الأول

#### منافع معاش / جرایة العجز و الشيغوفة و المتوفى عنهم

## الفصل الرابع و العشرون

### تبسيط فترات التأمين

١- لأجل اكتساب الحق في المنافع أو الحفاظ عليه أو استخلاص هذه المنافع وعندما يكون العامل قد خضع بصفة متتابعة أو متعاقبة / متصلة أو غير متصلة لتشريعات الطرفين المتعاقدين فإن فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة لها المنجزة برسم تشريع أحد الطرفين المتعاقدين، توحد بعين الاعتبار، عند الاقتضاء، من طرف المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر، كما لو تعلق الأمر بفترات تأمين منجزة في ظل التشريع الذي تطبقه ما دامت هذه الفترات لا تترافق.

**القسم الثاني****النافع العائلية****الفصل الواحد والعشرون****تجميع فترات التأمين**

إذا اشترط تشريع طرف متعاقد إنجاز فترات تأمين لافتتاح الحق في النافع العائلية أو الحفاظ عليه أو استرجاعه، فإن المؤسسة المختصة تأخذ بعين الاعتبار عند الاقتضاء فترات التأمين أو فترات التأمين المشابهة لها المنجزة بمقتضى تشريع الطرف المتعاقد الآخر كما لو كانت فترات منجزة برسمله شريطة أن لا تترافق.

**الفصل الثاني والعشرون****صرف النافع العائلية**

1- للعامل الخاضع لتشريع طرف متعاقد الحق بالنسبة لأطفاله المقيمين فوق تراب الطرف الآخر في النافع العائلية كما لو كانوا يقيمون فوق تراب الطرف الأول ما دامت الشروط المطلوبة لإسناد هذه المنافع مستوفاة وفق تشريع الطرف المتعاقد الذي يخضع العامل له.

2- تطبق بالمماثلة الأحكام المشار إليها في الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل على أصحاب المعاشات (الجرaiات) والإيرادات.

3- تصرف النافع العائلية مباشرة للأشخاص المشار إليهم في الفقرتين السابقتين من هذا الفصل من طرف المؤسسة المختصة وعلى حسابها.

وفي حالة تغيير الكفالة القانونية، تصرف المؤسسة المختصة هذه المنافع مباشرة وبمفعول إبرائي للذمة إلى الشخص الذاتي أو الاعتباري الذي له الكفالة الفعلية للأطفال وذلك بطلب مبرر.

يستفيد ذوو حقوق طالبي المعاشات / الجرایات من المنافع العينية شريطة عدم استفادتهم منها بشكل شخصي

تسدی هذه المنافع من طرف مؤسسة مقر الإقامة وعلى حساب المؤسسة المختصة.

تحدد صفة ذوي الحق وكذلك مدى أساليب إسداء هذه المنافع وفق تشريع دولة إقامة ذوي الحق المعينين. وتحدد المؤسسة المختصة مدة إسداء هذه المنافع.

### الفصل التاسع عشر

#### الآلات التعويضية والأجهزة الكبرى

#### والمนาفع العينية ذات الأهمية الكبرى

في حالة الإقامة المؤقتة، يشترط للتکفل بالآلات التعويضية والأجهزة الكبرى والمنافع العينية ذات الأهمية الكبرى والتي تدرج ضمن القائمة المرفقة بالتنسيق الإداري المشار إليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية، الحصول على ترخيص مسبق من المؤسسة المختصة إلا في الحالات الاستعجالية القصوى التي يتم تعریفها بموجب التنسيق الإداري.

### الفصل العشرون

#### استرجاع مصاريف العلاجات الصحية

يتم استرجاع المصاريف برسم منافع العلاجات الصحية المسداة من طرف مؤسسة أحد الطرفين المتعاقدين لحساب المؤسسة المختصة للطرف الآخر تطبيقاً للفصول المنصوص عليها في هذا القسم سواء على أساس التكاليف الحقيقة أو التكاليف الجزافية حسب طرق وأساليب تحدد في التنسيق الإداري المنصوص عليه في الفصل السادس والأربعين (46) من هذه الاتفاقية.

**3**- يستفيد صاحب معاش (جريأة) مستحق برسم تشريع طرف متعاقد والذي له الحق في منافع التأمين عن المرض والأمومة وفق هذا التشريع ويستفيد كذلك ذوي حقوقه المرافقين له عندما يقيمون مؤقتا فوق تراب الطرف الآخر وفي حالة تلقيهم لعلاجات فورية فقط من هذه المنافع. تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة الإقامة المؤقتة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

**4**- يستفيد ذوو حقوق صاحب المعاش / الجرأية المستحق طبقاً لتشريع طرف متعاقد والذين لهم الحق في هذه المنافع، فقط في حالة تلقيهم للعلاجات الفورية، وفق هذا التشريع عند إقامتهم المؤقتة فوق تراب الطرف الآخر. تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة إقامتهم المؤقتة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

**5**- يستفيد ذوو حقوق صاحب المعاش / الجرأية المستحق طبقاً لتشريع طرف متعاقد والذين لهم الحق في هذه المنافع وفق هذا التشريع، عند إقامتهم فوق تراب الطرف الآخر الذي يقيم فوق ترابه صاحب المعاش / الجرأية. تسدى هذه المنافع من قبل مؤسسة مقر الإقامة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

**6**- تحدد صفة ذوي الحق وكذلك مدى أساليب إسداء هذه المنافع وفق تشريع دولة إقامة ذوي الحق المعنين. وتحدد المؤسسة المختصة مدة إسداء هذه المنافع.

## الفصل الثامن عشر

### طالبو المعاشات / الجرایات

يستفيد العامل، الذين يتوقف عن ممارسة نشاطه ويطلب تصفية معاشه / جرايته، خلال دراسة هذا الطلب/ المطلب، من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة الذي يمكنه المطالبة بها شريطة أن يخولها له تشريع آخر طرف متعاقد مختص.

- 2 تطبق بالمماثلة أحكام الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل على ذوي حق العامل المعنى الذين يرافقونه خلال هذه الإقامة المؤقتة وتحدد صفة ذي حق حسب التشريع المطبق على العامل.
- 3 تسدى المنافع العينية من قبل مؤسسة مكان الإقامة المؤقتة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

## الفصل السابع عشر

### الإقامة والإقامة المؤقتة لأصحاب المعاشات/الجرايات وذوي حقوقهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر

- 1 يستفيد صاحب معاش / جرایة مستحقة طبقاً لتشريع طرف متعاقد و الذي له الحق في منافع التأمين عن المرض والأمومة وفق هذا التشريع من هذه المنافع عندما يقيم فوق تراب الطرف الآخر. تسدى هذه المنافع للمستحق وكذلك لذوي حقوقه المقيمين معه من طرف مؤسسة مقر الإقامة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 2 يستفيد صاحب الحق في معاشات / جرایات برسم تشريعات الطرفين المتعاقدين، والذي له الحق في منافع التأمين عن المرض والأمومة برسم تشريع الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه، من هذه المنافع كما لو كان صاحب حق في المعاش / الجرایة برسم تشريع هذا الطرف الأخير فقط. تسدى هذه المنافع للمستحق ولذوي حقوقه من طرف مؤسسة مقر الإقامة وفق التشريع الذي تطبقه وعلى حسابها. وفي حالة عدم توفره على الحق في هذه المنافع برسم تشريع طرف الإقامة تسدى هذه المنافع من طرف مؤسسة مقر الإقامة وعلى حساب المؤسسة المختصة للطرف المتعاقد الآخر.

2. يستفيد من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة ذو حق الأشخاص المشار إليهم بالفقرة الأولى (1) من هذا الفصل والذين يقيمان معهم وفق التشريع الذي تطبقه المؤسسة المختصة.
3. غير أنه وبطلب من الشخص المعن تؤدي مؤسسة دولة الإقامة المنافع العينية حسب التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.

### الفصل الخامس عشر

#### إسداد المنافع العينية للطلبة

#### خلال فترات العطل بالبلد الأصلي

يستفيد الطلبة المشار إليهم في الفقرة السابعة (7) من الفصل الثامن (8) من هذه الاتفاقية من منافع العلاج الصحي عندما تستلزم حالتهم الصحية ذلك خلال العطل المدرسية أو الجامعية للطرف الذي يتبعون فوق ترابه دراستهم والتي يقضوها ببلدهم الأصلي طبقاً لأحكام التشريع الذي تطبقه المؤسسة المكلفة بالتغطية الصحية لهذه الفئة بالبلد الأصلي وعلى حساب المؤسسة المختصة.

### الفصل السادس عشر

#### إقامة مؤقتة بتراب الطرف الذي

#### تم به تلقي تكوين مهني

- 1 - يستفيد العامل الذي يقيم مؤقتاً فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لتابعة تكوين مهني يؤدي إلى كفاءة معترف بها رسمياً في الطرف المتعاقد المختص من المنافع العينية للتأمين عن المرض.

## الفصل الثالث عشر

### إقامة ذوي حق العامل على تراب

#### الطرف المتعاقد غير المختص

1. يستفيد ذو حق العامل المقيمين فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر غير الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه العامل، من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة. تسدى هذه المنافع من قبل مؤسسة الطرف المتعاقد الذي يقيم فوق ترابه ذوي حق العامل حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
2. لا تطبق أحكام الفقرة السابقة من هذا الفصل عندما يكون لذوي حق العامل حق شخصي في المنافع المنصوص عليها طبقاً لتشريع الطرف الذي يقيمون فوق ترابه.
3. تحدد صفة ذوي الحق وكذلك مدى أساليب إسداء هذه المنافع وفق تشريع دولة إقامة ذوي الحق المعينين. وتحدد المؤسسة المختصة مدة إسداء هذه المنافع.

## الفصل الرابع عشر

### إسادة المنافع للعملة الملحدين

#### وفي الوضعيات الخاصة المشار إليها بالفصل الثامن

1. يستفيد الأشخاص المشار إليهم بالفصل الثامن (8) من هذه الاتفاقية والخاضعين لتشريع الطرف المتعاقد غير الطرف المتعاقد الآخر الذي يقيمون فوق ترابه، من المنافع العينية والنقدية للتأمين عن المرض والأمومة. تسدى هذه المنافع مباشرة من قبل المؤسسة المختصة وعلى حسابها طيلة مدة الإقامة بتراب الطرف الذي يشتغل فيه هؤلاء الأشخاص، حسب أحكام التشريع الذي تطبقه.

- 3- تسدى المنافع العينية من طرف مؤسسة مكان الإقامة المؤقتة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 4- يستفيد ذوي حقوق المرأة العاملة من المنافع العينية للتأمين عن المرض في حالة مرافقتهم لها عند تحويل الإقامة.
- 5- تصرف المنافع النقدية مباشرة من قبل المؤسسة المختصة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه.

## الفصل الثاني عشر

### حالة الإقامة المؤقتة للعامل

- 1- ينتفع العامل، الذي تتوفر فيه الشروط المطلوبة من قبل تشريع طرف متعاقد للاستفادة من المنافع العينية للتأمين عن المرض والأمومة، والذي تقتضي حالته الصحية منحه العلاجات الفورية خلال إقامته المؤقتة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، من هذه المنافع في الأجل المحدد من قبل المؤسسة المختصة. تسدى له هذه المنافع من قبل مؤسسة دولة الإقامة المؤقتة طبقاً لأحكام تشريعها وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 2- تطبق بالالمائة الأحكام المنصوص عليها بالفقرة السابقة على ذوي حق العامل الذين يفتتحون الحق في منافع التأمين عن المرض والأمومة وفق التشريع المطبق عليهم.
- 3- تصرف المنافع النقدية في الحالة المنصوص عليها بالفقرة الأولى (1) من هذا الفصل مباشرة من قبل المؤسسة المختصة حسب التشريع الذي تطبقه وعلى حسابها.

## الفصل العاشر

### تحويل إقامة العامل في حالة المرض

- 1- إن العامل المقيم فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين والمحول له الحق في التمتع بمنافع العلاجات الصحية برسام تشريع هذا الطرف على إثر مرض أو حادث لا يكتسيان صبغة مهنية يحافظ على حقه في المنافع عند تحويل إقامته إلى الطرف المتعاقد الآخر بشرط أن ترخص له المؤسسة المختصة قبل تحويل إقامته. ويتم تحديد مدة هذا الترخيص من قبل هذه المؤسسة المختصة على أن لا تتجاوز ثلاثة أشهر ويمكن تمديد هذه المدة لأجل جديد يصل إلى ثلاثة أشهر أخرى بناء على قرار من مؤسسة الانخراط بعد موافقة المراقبة الطبية.
- 2- تسدى المنافع العينية من قبل مؤسسة مكان تحويل الإقامة حسب أحكام التشريع الذي تطبقه وعلى حساب المؤسسة المختصة.
- 3- تصرف المنافع النقدية مباشرة إلى العامل من قبل المؤسسة المختصة حسب التشريع الذي تطبقه وعلى حسابها.
- 4- تطبق بالالمائة الأحكام المنصوص عليها بالفقرتين الأولى (1) والثانية (2) من هذا الفصل على ذوي حقوق العامل عند مراجعتهم له أثناء تحويل إقامته.

## الفصل الحادي عشر

### تحويل الإقامة في حالة الأمومة

- 1- تحافظ المرأة العاملة، التي تستجيب للشروط المطلوبة من قبل تشريع دولة انخراطها لاستحقاق المنافع العينية والنقدية للتأمين عن الأمومة، على هذه المنافع عندما تحول إقامتها فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، بشرط أن تحصل قبل تحويل الإقامة على ترخيص من المؤسسة المختصة.
- 2- يبقى الترخيص المشار إليه بالفقرة السابقة صالحًا إلى نهاية الفترة التي تحددها المؤسسة المختصة. غير أنه في حالة حمل مرضي، يمكن تمديد هذا الأجل بعد موافقة هذه المؤسسة.

- 7- يخضع الطلبة الذين يتبعون دراستهم فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين لتشريع الضمان الاجتماعي لهذا الطرف المتعاقد حسب أحكام التشريع الذي يشملهم.
- 8- يبقى العامل الذي يتوجه لتلقي تكوين مهني فوق تراب طرف متعاقد غير الطرف المختص خاضعاً لتشريع الضمان الاجتماعي لهذا الأخير.
- 9- يمكن للسلطات الإدارية المختصة للطرفين المتعاقدين أو المؤسسات التي يتم تعينها لهذا الغرض الاتفاق على استثناءات أخرى لأحكام هذا الفصل.

## الباب الثالث أحكام خاصة تتعلق بالمنافع

### القسم الأول

#### التأمين عن المرض والأمومة

#### الفصل التاسع

#### تجميع فترات التأمين

إذا اشترط تسيير طرف متعاقد إنجاز فترات تأمين لافتتاح الحق في منافع المرض والأمومة أو الحفاظ عليه أو استرجاعه، فإن المؤسسة المختصة تأخذ بعين الاعتبار، عند الاقتضاء، فترات التأمين أو الفترات المشابهة لها المنجزة بمقتضى تشريع الطرف المتعاقد الآخر كما لو كانت فترات منجزة برسم تشريعي شريطة أن لا تترافق.

غير أن العملة الأجراء المشار إليهم في الجزء السابق من هذه الفقرة والذين هم مواطنو الدولة الممثلة (دولة الإيفاد) لهم، داخل أجل 3 أشهر كحد أقصى، من تاريخ عقد الانتداب أو من تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ، إمكانية اختيار الخضوع لتشريع الضمان الاجتماعي لهذه الدولة. ويعتبر الأشخاص الذين لهم جنسية مزدوجة تونسية ومغربية وكأن لهم جنسية الدولة التي يمارسون فيها نشاطهم المهني.

4- يخضع الأعون الم موضوعون من قبل أحد الطرفين المتعاقدين على ذمة الطرف المتعاقد الآخر برسم التعاون الفني لتشريع الضمان الاجتماعي للطرف المتعاقد الذي تؤمن هيئته أجور هؤلاء الأعون.

5- مع مراعاة مقتضيات الفقرة السادسة (6) من هذا الفصل، يخضع العمال المتنقلون المستخدمون من طرف مؤسسات النقل الدولي ويعملون فوق تراب الطرفين المتعاقدين لتشريع الضمان الاجتماعي لبلد الإقامة. وفي حالة عدم الإقامة فوق تراب أي من الطرفين المتعاقدين فإنهم يخضعون لتشريع الطرف الذي يوجد به مقر مؤسسة النقل الدولي.

إلا أن العامل الذي يشغل فرع أو وكالة دائمة تابعة لهذه المؤسسة على تراب الطرف المتعاقد الآخر يخضع لتشريع الضمان الاجتماعي للدولة التي يوجد بها هذا الفرع أو هذه الوكالة الدائمة. غير أنه إذا كان العامل يشتغل في الغالب فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين الذي يقيم به، فإنه يخضع لتشريع هذا الطرف المتعاقد حتى وإن لم يكن للمنشأة التي تشغله مقرأ أو فرعا ولا وكالة دائمة فوق هذا التراب.

6- يخضع العامل الذي يمارس نشاطه على ظهر سفينة لتشريع الطرف المتعاقد الذي تحمل السفينة علمه.

يخضع العملة المستغلون في الشحن والتفرير وإصلاح السفن أو بمصالح حراسة الميناء لتشريع الطرف المتعاقد الذي يقع فوق ترابه هذا الميناء.

## الفصل الثامن

### قواعد خصوصية واستثناءات

1- لا يخضع العمالة الأجراء أو المشبه بهم الملحقون من قبل مشغليهم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر لغرض القيام فيها بعمل، لتشريع الضمان الاجتماعي للطرف الذي يلتحقون به ويبيرون خاضعين لنظام الضمان الاجتماعي بدولة عملهم الاعتيادي ما دامت لا تتعدي مدة الإلتحاق ثلاث سنوات، بما في ذلك مدة الإجازات، وعلى أن لا يقع إيفادهم لاستبدال شخص آخر قد انتهت فترة إلتحاقه.

في حالة تجاوز فترة العمل ثلاث سنوات يمكن إبقاء المعينين بالأمر بنظام دولة عملهم الاعتيادي لمدة جديدة لا تتعدي ثلاث سنوات بعد موافقة السلطات المختصة لمكان الإلتحاق أو المؤسسات التي تعينها لهذا الغرض.

2- يخضع الموظفون بما في ذلك الأعوان الدبلوماسيون أو القنصليون وكذلك الأعوان الإداريون والتنيون التابعون للبعثات الدبلوماسية والمراكيز القنصلية لتشريع الضمان الاجتماعي للطرف المتعاقد الذي تتبع له الإدارة التي تشغليهم.

3- يخضع العمالة الأجراء التابعون للبعثات الدبلوماسية أو المراكيز القنصلية غير المشار إليهم بالفقرة الثانية (2) من هذا الفصل وكذلك العمالة الأجراء الذين هم في خدمة شخصية لأعوان هذه البعثات أو المراكيز لتشريع النظام الضمان الاجتماعي للطرف المتعاقد الذي يمارسون نشاطهم المهني فوق ترابه.

## الفصل السادس

### قواعد عدم الجمع

لا يمكن لهذه الاتفاقية أن تمنح أو تحافظ على حق الاستفادة من عدة منافع من نفس النوع مقتضى تشريعات الطرفين المتعاقدين ومرتبطة بنفس فترة تأمين إجباري. غير أن هذه الأحكام لا تطبق على منافع العجز والشيخوخة والمتوفى عنهم/ الباقيين على قيد الحياة التي تمت تصفيتها طبقاً لأحكام الفصل السادس والعشرين (26) من هذه الاتفاقية.

## أحكام محددة للتشريع المطبق

### باب الثاني

## الفصل السابع

### قاعدة عامة

مع مراعاة أحكام الفصل الثامن (8) من هذه الاتفاقية، يخضع الأشخاص الذين يباشرون نشاطاً مهنياً فوق تراب طرف متعاقد لتشريع هذا الطرف حتى وإن كانوا يقيمون فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر، أو إذا كان مسكن المشغل أو مقر المنشأة/ المؤسسة فوق تراب هذا الطرف المتعاقد الأخير.

بـ- النصوص التشريعية والتنظيمية التي توسيع الأنظمة الجاري بها العمل لتشمل فئات جديدة من المستفيدين، إلا إذا لم تبلغ حكومة الطرف المتعاقد اعترافها لحكومة الطرف المتعاقد الآخر في أجل ثلاثة أشهر من تاريخ إصدار هذه النصوص.

#### الفصل الرابع

#### المساواة في المعاملة

يستفيد الأشخاص المشار إليهم بالفصل الثاني (2) من هذه الاتفاقية، الذين يقيمون بصفة اعتيادية أو مؤقتة فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين، من نفس الحقوق ويخضعون لنفس الالتزامات طبقا للتشريع التونسي أو المغربي للضمان الاجتماعي وفق نفس الشروط المعتمدة لمواطنيه.

#### الفصل الخامس

#### رفع شرط الإقامة

1- ما لم تنص هذه الاتفاقية على خلاف ذلك، تصرف مباشرة للمستفيدين معاشات/جرييات العجز أو الشيخوخة أو المتوفى عنهم/ الباقين على قيد الحياة أو إيرادات حوادث الشغل والأمراض المهنية ومنحة الوفاة والمنافع العائلية المكتسبة، برسم تشريع الطرف المتعاقد ولا يمكن أن تخفض أو تعلق أو تمحذف بسبب أن المستفيد يقيم فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر أو فوق تراب دولة ثالثة مرتبطة بالطرفين المتعاقدين باتفاقية في مجال الضمان الاجتماعي.

2- تطبق كذلك أحكام الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل على المبالغ في شكل رأس مال أو استرجاع اشتراكات متعلقة بأنظمة الضمان الاجتماعي حسب مقتضيات تشريع الطرف المتعاقد المعنى.

\*على تشريعات الضمان الاجتماعي المطبقة على الأعوان التابعين للقطاع العمومي

\*على تشريع الضمان الاجتماعي المطبق على الطلبة

ب- في المغرب : على التشريعات الآتية للضمان الاجتماعي المطبقة على الأشخاص المشار إليهم بالفصل الثاني (2) من هذه الاتفاقية :

- نظام الضمان الاجتماعي المطبق على العمال المأجورين في القطاع الخاص فيما يتعلق بـ :

- التعويضات العائلية؛

- التعويضات عن المرض والأمومة؛

- منحة الوفاة؛

- التعويضات الطويلة الأمد: (العجز والشيخوخة والمتوفى عنهم).

- أنظمة التأمين الإجباري الأساسي عن المرض.

- أنظمة التغطية الاجتماعية الجاري بها العمل في القطاع العمومي والشبيه العمومي: فيما يتعلق بمعاشات الشيخوخة والعجز ورواتب المتوفى عنهم؛

- نظام التعويض عن حوادث الشغل والأمراض المهنية.

**2**- وتطبق هذه الاتفاقية على النصوص التشريعية والتنظيمية التي تعدل أو تتم التشريعات المشار إليها في الفقرة الأولى (1) من هذا الفصل.

3- كما تطبق هذه الاتفاقية على :

أ- النصوص التشريعية و التنظيمية التي تغطي فرعا جديدا للضمان الاجتماعي عند حصول اتفاق في هذا الشأن بين الطرفين المتعاقددين.

**2- تأخذ كل الألفاظ والعبارات الأخرى الواردة في هذه الاتفاقية نفس المعاني التي يعطيها إياها التشريع المطبق.**

## الفصل الثاني

### مجال التطبيق الشخصي

تطبق هذه الاتفاقية على مواطني الطرفين المتعاقدين الخاضعين أو الذين خضعوا للتشريعات المشار إليها بالفصل الثالث (3) من هذه الاتفاقية، بما فيهم الطلبة بالنسبة للمنافع المنصوص عليها بالتشريع المطبق عليهم وكذلك على ذوي حقوقهم.

## الفصل الثالث

### مجال التطبيق المادي - التشريعات المطبقة

**1- تطبق هذه الاتفاقية :**

**أ- في تونس:**

\*على تشريعات الضمان الاجتماعي المطبقة على العمال الأجراء وغير الأجراء أو المشبهين بهم المشار إليهم بالفصل الثاني (2) من هذه الاتفاقية فيما يتعلق بـ:

- منافع التأمين عن المرض والأمومة والوفاة؛

- التعويض عن حوادث الشغل والأمراض المهنية؛

- منافع التأمين على العجز والشيخوخة والباقين على قيد الحياة؛

- المنافع العائلية؛

- منافع الإحاطة الاجتماعية للعمال.

**10-1** - "طرف مختص": الدولة التي توجد فوق تراها المؤسسة المختصة.

**11-1** - "مؤسسة مقر الإقامة": المؤسسة المخول لها صرف المنافع في المكان الذي يقيم فيه الشخص المعنى حسب التشريع الذي تطبقه وإن لم توجد فالمؤسسة المعينة من قبل السلطة المختصة.

**12-1** - "الإقامة": الإقامة الاعتيادية للشخص المعنى ويعتبر الطالب بمثابة مقيم في الدولة التي يتبع دراسته فوق تراها.

**13-1** - "الإقامة المؤقتة": الإقامة المؤقتة للشخص المعنى. ويعتبر الشخص الذي يتبع تكويناً مهنياً يؤدي إلى كفاءة معترف بها رسمياً في الدولة المختصة، بمثابة مقيم مؤقتاً في الدولة التي يتبع هذا التكوين فوق تراها.

**14-1** - "فترات التأمين": مدد الاشتراك أو العمل كما هي معرفة كفترات تأمين من طرف التشريع الذي أبجزت أو اعتبرت منجزة في ظله، وكذلك كل فترة مشابهة لها باعتبارها معادلة لفترات تأمين من قبل هذا التشريع.

**15-1** - "منافع" "معاشات/جراءات" و"إيرادات": كل المنافع والمعاشات/الجراءات والإيرادات بما في ذلك العناصر التكميلية وكذلك الزيادات والترفيعات الناتجة عن المراجعة أو المنح الإضافية والمنافع التي تعوضها في شكل رأس مال.

**16-1** - "منحة الوفاة": كل مبلغ يصرف مرة واحدة في حالة الوفاة.

**17-1** - "العلاجات الفورية": العلاجات التي لا يمكن إرجاء إسدائها دون تعريض حياة المعنى للخطر وتعكير حالته الصحية بصورة جدية.

**1-2- "الطرفين المتعاقدين":** حكومة الجمهورية التونسية من جهة و حكومة المملكة المغربية من جهة أخرى.

**1-3- "عامل":** العامل المغربي أو التونسي الذي تشمله إحدى أنظمة الضمان الاجتماعي المدرجة مجال التطبيق المادي لهذه الاتفاقية.

**1-4- "مواطن":** الشخص ذو الجنسية المغربية أو ذو الجنسية التونسية.

**1-5- "طالب":** كل شخص غير العامل أو ذي حق وفق هذه الاتفاقية والذي يتبع دراسات فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين ومؤمن في إطار نظام عام للضمان الاجتماعي أو نظام خصوصي للضمان الاجتماعي مطبق على الطلبة.

**1-6- "ذو الحقوق":** الأشخاص المعنيون أو المقبولون بهذه الصفة حسب تشريع الطرف المتعاقد الذي تصرف المنافع بمقتضاه ما لم تقتضي أحكام هذه الاتفاقية خلاف ذلك.

**1-7- "تشريع":** النصوص القانونية والتنظيمية التي تخص أنظمة وفروع الضمان الاجتماعي المشار إليها في هذه الاتفاقية.

**1-8- "السلطة المختصة":** الوزير أو الوزراء أو كل سلطة أخرى مقابلة التي يرجع إليها تطبيق التشريعات المشار إليها في الفصل الثالث (3) من هذه الاتفاقية.

**1-9- "المؤسسة المختصة":** المؤسسة المتصرفة في النظام/المدبرة للنظام الذي يضمن للشخص المعنى حقوقه في المنافع النقدية أو العينية والتي تحمل أعباءها.

**اتفاقية الضمان الاجتماعي**  
**بين**  
**المملكة المغربية والجمهورية التونسية**

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة الجمهورية التونسية المشار إليهما فيما يلي بالطرفين المتعاقددين،

عزمها منهما على تعزيز التعاون بين البلدين الشقيقين،

تحلواهما الرغبة في تطوير علاقتهما في مجال الضمان الاجتماعي وفي تكريس مبدأ المساواة في المعاملة بين مواطني الدولتين المتعاقدتين وفي ضمان حقوقهم المكتسبة أو التي هي بقصد الاكتساب اتفقنا على ما يلي:

## الباب الأول أحكام عامة

### الفصل الأول تعريف

**1**- تدل الألفاظ والمصطلحات الآتية على المعانى المبينة أمامها:

**1-1- "تراب":**

- بالنسبة لتونس: تعنى لفظة تونس التراب والفضاءات البحرية التي تمارس عليها تونس سيادتها (التراب القاري والخزر والمياه الداخلية والبحر الإقليمي) والفضاء الجوى الذى يعلوها والتي تمارس عليها تونس ولايتها طبقا للقانون资料.
- بالنسبة للمغرب: تراب المملكة المغربية والمناطق المحاذية للمياه الإقليمية للمغرب، بما في ذلك البحر الإقليمي وما وراءه المنطقة الاقتصادية الخاصة والمناطق التي تمارس عليها المملكة المغربية احتصاصاتها أو حقوقها وحقوق سيادتها طبقا للتشريع资料ي والقانون الدولي، بهدف استغلال واستكشاف الموارد الطبيعية لأعماق البحار وباطن الأرض والمياه المتاخمة "الجرف القاري".

ظهير شريف رقم 1.16.161 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة بتونس في 5 محرم 1437 (19 أكتوبر 2015) بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا:

بناء على اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة بتونس في 5 محرم 1437 (19 أكتوبر 2015) بين المملكة المغربية والجمهورية

التونسية؛

وعلى القانون رقم 85.15 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.16.114 بتاريخ 6 ذي القعدة 1437 (10 أغسطس 2016)؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة بتونس في 5 محرم 1437 (19 أكتوبر 2015) بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*

\* \* \*

2. يمكن تعديل هذه الاتفاقية باتفاق الطرفين وفقا للإجراءات القانونية المتبعة لدى كل منهما.

3. مدة هذه الاتفاقية خمس سنوات تبدأ من تاريخ دخولها حيز التنفيذ، وتتجدد تلقائياً لمدة أو مدد متتالية، مدة كل منها سنة واحدة، ما لم يبلغ أي من الطرفين الطرف الآخر - كتابة عبر الفنوات الدبلوماسية - برغبته في إنهائها، قبل انتهاء مدتتها بستة أشهر على الأقل، وإذا أنهيت تظل أحكامها سارية المفعول بالنسبة إلى البرامج أو المشروعات التي تمت في ظلها أو التي لم ينته من إنجازها، أو الحقوق التي نشأت في ظلها ولم تسو بعد وفقا لأحكامها.

حررت ووافقت هذه الاتفاقية من نسختين أصليتين باللغة العربية بمدينة الرباط بتاريخ 03 ربيع الأول 1437هـ الموافق لـ 15/12/2015 م.

|  |  |
|--|--|
| <b>عن</b><br><b>حكومة المملكة العربية السعودية</b> | <b>عن</b><br><b>حكومة المملكة المغربية</b>   |
| محمد بن عبدالله العايش<br>مساعد وزير الدفاع        | عبد اللطيف لوبي<br>الوزير المنتدب لدى رئيس الحكومة،<br>المكلف بإدارة الدفاع الوطني |

2. لا يترتب على هذه الاتفاقية أي التزام مالي على أي من الطرفين باستثناء ما ورد في الفقرة (١) من هذه المادة.

#### المادة السادسة

يجوز للطرفين وضع برامج تنفيذية يريان أنها تعزز التعاون العسكري والتقني بينهما وتسهم في التطبيق الفاعل لأحكام هذه الاتفاقية.

#### المادة السابعة

1. يلتزم أفراد الطرف الضيف باحترام قوانين الانضباط وتعليمات المؤسسات العسكرية للبلد المضيف.

2. دون الإخلال بحق الدولة المستضيفة في تطبيق العقوبات الجنائية على الجرائم التي ترتكب داخلها، تحتفظ الدولة المرسلة بحق تطبيق الأحكام التأديبية الواردة في قوانينها وقانون الخدمة العسكرية على الأفراد العسكريين الخاضعين لقانون الخدمة العسكرية لها في أراضي الدولة المستضيفة، ويخلو للسلطات العسكرية المختصة في الدولة المرسلة ممارسة سلطة فرض الإجراءات الانضباطية على أفرادها طبقاً لما تقتضيه أحكام قوانينها التأديبية العسكرية.

#### المادة الثامنة

1. على كل طرف تعويض الأضرار والخسائر التي تلحق بمتلكات الطرف الآخر والناجمة عن تصرف متعمد أو إهمال الأفراد الضيوف أثناء تأدية واجباتهم، ويتفق الطرفان على كيفية تحديد ما إذا كان الضرر ناتجاً من تصرف متعمد أو إهمال، وكذلك مبلغ التعويض.

2. لن تطالب الدولة المرسلة بأي تعويض بسبب إصابة أو وفاة أي من أفرادها أثناء تنفيذ النشاطات التي تدخل ضمن نطاق هذه الاتفاقية في الدولة المستضيفة إلا في حالة انتهاء التحقيقات إلى أن الإصابة أو الوفاة حدثت عن طريق العمد.

#### المادة التاسعة

أي خلاف ينشأ بين الطرفين في تفسير هذه الاتفاقية أو تطبيقها يسوى ودياً بالتشاور بينهما بما يخدم مصالحهما المشتركة، دون اللجوء إلى محكمة محلية أو دولية أو طرف ثالث لتسويته.

#### المادة العاشرة

1. تدخل هذه الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداءً من تاريخ آخر إشعار متبادل عبر القنوات الدبلوماسية يؤكد إنهاء الإجراءات النظامية الداخلية اللازمة.

### المادة الرابعة

1. يضمن كل طرف أمن تداول المواد المصنفة، ومسودة المشروعات، والمواصفات الفنية، وأى معلومة أخرى مصنفة يجري تبادلها بموجب هذه الاتفاقية وفقاً للقوانين والأنظمة المتبعة في البلدين، ويوفر كلاً الطرفين لتلك المواد والمعلومات المصنفة المقدار نفسه من الحماية التي يوفرها لمواده و معلوماته المصنفة بالدرجة نفسها.

2. يكون مستوى الحماية الأمنية للراسلات بين الطرفين وفقاً للتصنيف الآتي:

| المملكة العربية السعودية | المملكة المغربية |
|--------------------------|------------------|
| سري للغاية               | سري جدا دفاع     |
| سري جدا                  | سري دفاع         |
| سري                      | مكتوم دفاع       |
| محظور                    | نشر محدود        |

3. يضمن كل من الطرفين أن يكون استخدام المواد والتقنيات والمستادات التي يتم تبادلها بموجب هذه الاتفاقية للأغراض المتعلقة بتنفيذها فقط.

4. يستلزم نقل أي معلومة أو مستند أو بيان فني أو مادة عسكرية مصنفة أو غير مصنفة توفر بموجب هذه الاتفاقية إلى طرف ثالث الحصول على موافقة كتابية سابقة من الطرف الذي وفرها، ما لم يكن هناك اتفاق محدد في هذا الشأن بين الطرفين.

5. يخضع تنظيم زيارات منسوبية أي من الطرفين إلى الوحدات، والمرافق العسكرية، والمؤسسات والشركات التابعة للطرف الآخر التي تتضمن زيارتها الإطلاع على معلومات مصنفة، للإجراءات الأمنية المعمول بها لدى الطرف المستضيف.

### المادة الخامسة

1. تمول نفقات التدريب والزيارات والاجتماعات والنشاطات المنبثقة عن هذه الاتفاقية، وفقاً لما يلي:

- (أ) يتحمل كل طرف نفقات التدريب والرسوم التدريبية والإقامة والمواصلات لمتدربيه ما لم يتفق على خلاف ذلك بين الطرفين.
- (ب) يتحمل الطرف الضيف جميع نفقات السفر ذهاباً وإياباً إلى أول نقطة وصول في الدولة المضيفة.
- (ج) يتحمل الطرف المضيف نفقات السكن والإعاشة والعلاج الطبي الطارئ لأفراد القوات المسلحة القادمين في زيارات رسمية بالإضافة إلى تغطية تكاليف النشاطات الثقافية والتنقل الداخلي.
- (د) يتحمل كل طرف النفقات المتعلقة بالترحيل أو الإخلاء الطبي لأفراده المرضى أو المصابين أو المتوفين.

- ب) معدات وأنظمة الحرب الإلكترونية واستخبارات الإشارة.
- ج) معدات الوقاية والتطهير من أسلحة التدمير الشامل.
- د) المساعدة الفنية للمعدات والأنظمة وجميع قطع الغيار بما في ذلك الطائرات العسكرية أثناء بقاءها على أراضي البلد المضيف.

### 3. نقل التقنية العسكرية

- أ) يوافق الطرفان على توفير المعلومات الفنية وتقنيات التصنيع الازمة لإجراء جميع مستويات الصيانة على المنتجات العسكرية والبحوث العسكرية المتبادلة بينهما.
- ب) يشجع كل طرف قطاع الصناعة في بلده على إقامة مشاريع مشتركة لتجمیع المنتجات العسكرية أو تصنيعها في بلد الطرف الآخر.
- ج) يتداول الطرفان الخبرات والمعلومات في مجال التقنيات العسكرية.

### 4. الخدمات الطبية العسكرية

يشمل التعاون تبادل تدريب الأطباء والصيادلة في مختلف الاختصاصات والمساعدين الفنيين والعاملين في الخدمات الطبية العسكرية المساعدة وطلب الميدان، بحسب متطلبات كل طرف وإمكاناته من أجل اكتساب مزيد من الخبرة والمعرفة وتتبادل المعلومات الصحية العسكرية التي يستخدمها كل طرف في مجال الصحة العسكرية والبحث العلمي بما يخدم مصالح الطرفين.

### 5. تبادل الزيارات

يسعى الطرفان إلى تبادل زيارات القادة والوفود العسكرية المختصة وطلبة الكليات العسكرية، وفقا للإجراءات المتبعة في البلدين.

### 6. النشاطات الرياضية و الثقافية.

يشمل التعاون المشاركة في الأنشطة الثقافية والرياضية العسكرية التي تقام في البلدين.

### 7. التاريخ العسكري والمطبوعات العسكرية

يتعاون الطرفان في مجالات التاريخ العسكري والأرشيفات والمطبوعات العسكرية.

## المادة الثالثة

تشكل لجنة تسمى (اللجنة العسكرية المشتركة) ويكون اختصاصها متابعة متطلبات التعاون العسكري والتقني بين الطرفين، بما فيه التعاون الأمني العسكري المشترك وتذليل أي عائق يطرأ على تنفيذ هذه الاتفاقية، ويحدد كل طرف من يمثله في هذه اللجنة في وقت لاحق، وتعقد اللجنة اجتماعاتها بالتناوب في البلدين كلما دعت الحاجة أو بناء على طلب أحد الطرفين، وترفع توصياتها إلى السلطات العليا في البلدين لأخذ الموافقة وفقا للإجراءات المتبعة لدى كل طرف وللجنة أن تشكل فرق عمل متخصصة من كلا الطرفين.

## المادة الأولى

الهدف من هذه الاتفاقية هو تطوير التعاون العسكري والتكنولوجي بين الطرفين ودعمه.

## المادة الثانية

يكون التعاون العسكري والتكنولوجي بين الطرفين في مجالات (التدريب، والمنتجات العسكرية والمساندة الإمدادية والتمويلية، ونقل التقنية العسكرية، والخدمات الطبية العسكرية، وتبادل الزيارات والنشاطات الثقافية والرياضية والتاريخ العسكري والمطبوعات العسكرية أو أي مجال آخر يتفق عليه بين الطرفين وذلك وفقا لما يلي:

### 1. التدريب:

- أ) توسيع مجالات التعاون الحالية لتشمل الضباط والأفراد العسكريين في جميع التخصصات في الكليات والمعاهد والمدارس العسكرية في البلدين.
- ب) تحديد متطلبات التدريب بالتنسيق بين المختصين في مجالات التدريب في البلدين، وتنظيم طريقة إرسال المتدربين، وأعدادهم وحجز المقاعد لهم وفق ما يتفق عليه الطرفان.
- ج) تجري التمارين المشتركة بين أفرع القوات المسلحة الملكية المغربية والقوات المسلحة السعودية بناء على طلب سابق من أحد الطرفين وبعدأخذ موافقة السلطات العليا في البلدين، عندما تكون هناك حاجة إلى إجراء مثل هذه التمارين وفقا لتقدير كل طرف.

### 2. تشمل المنتجات العسكرية والمساندة الإمدادية والتمويلية

- أ) معدات وأنظمة القيادة والسيطرة والاتصالات.

## اتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة المملكة العربية السعودية

في المجال العسكري و التقني

إن حكومة المملكة المغربية

و حكومة المملكة العربية السعودية

ويشار إليهما بـ "الطرفين" و لكل منهما بـ "الطرف"،

انطلاقا من العلاقات التاريخية بين البلدين الشقيقين،

واستمرارا لروابط الأخوة القائمة بينهما التي تستمد منها العلاقات المتميزة بينهما،

ووفقا للسياسات الوطنية والدولية لكل منهما، بما لا يتعارض مع القوانين المحلية المعمول بها في كلتا الدولتين والتزاماتها الدولية،

وتأكيدا منهما على أن التعاون يهدف إلى دعم السلام والاستقرار الدوليين وليس موجها ضد أي طرف آخر،

قد اتفقنا على ما يأتي:

ظهير شريف رقم 1.16.165 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية في المجال العسكري والتقني،  
الموقعة بالرباط في 3 ربيع الأول 1437 (15 ديسمبر 2015) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية  
السعودية.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية في المجال العسكري والتقني، الموقعة بالرباط في 3 ربيع الأول 1437 (15 ديسمبر 2015) بين حكومة  
المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية ؛

وعلى القانون رقم 08.16 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.16.137  
بتاريخ 21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016) ؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية في المجال العسكري والتقني، الموقعة بالرباط  
في 3 ربيع الأول 1437 (15 ديسمبر 2015) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

\*

\* \*

- في مثل هذه الحالة فإن الاتفاقية تتوقف عن التطبيق:
- أ) فيما يتعلق بالضرائب المستقطعة عند المنبع، على المبالغ المدفوعة بعد نهاية السنة الميلادية التي تم فيها تقديم إشعار إنهاء الاتفاقية.
  - ب) فيما يتعلق بالضرائب الأخرى عن السنوات الضريبية التي تبدأ بعد نهاية السنة الميلادية التي تم فيها تقديم إشعار إنهاء الاتفاقية.

إثباتاً لذلك قام الموقعان أدناه، المفوضان حسب الأصول، بتوقيع هذه الاتفاقية.

حررت في الرباط بتاريخ 14 أبريل 2015 من نسختين أصليتين باللغة العربية.

عن

حكومة المملكة العربية السعودية  
إبراهيم بن عبد العزيز العساف  
وزير المالية

عن

حكومة المملكة المغربية  
محمد بوسعيد  
وزير الاقتصاد والمالية

4- لا يجوز بأي حال من الأحوال تفسير أحكام الفقرة (2) من هذه المادة على أنها تسمح للدولة المتعاقدة أن تمنع عن تقديم المعلومات لمجرد أنها محفوظة لدى بنك أو مؤسسة مالية أخرى، أو لدى مرشح أو شخص يعمل بصفة وكيل أو أمين، أو بسبب كونها مرتبطة بمصالح ملكية لشخص ما.

#### المادة السادسة و العشرون أعضاء البعثات الدبلوماسية والقنصلية

الامتيازات الضريبية المنوحة لأعضاء البعثات الدبلوماسية أو القنصلية بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب أحكام اتفاقيات خاصة لن تتأثر بهذه الاتفاقية.

#### المادة السابعة و العشرون أحكام متعددة

ليس في هذه الاتفاقية ما يؤثر على تطبيق الأحكام المحلية لمنع التهرب الضريبي أو التجنب الضريبي.

#### المادة الثامنة و العشرون النفاذ

1- تبلغ كل دولة متعاقدة الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق القنوات الدبلوماسية باستكمال الإجراءات اللازمة وفقا لنظامها لدخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ. وتصبح هذه الاتفاقية نافذة في اليوم الأول من الشهر الثاني التالي للشهر الذي تم فيه تلقي الإخطار الأخير.

2- تصبح أحكام هذه الاتفاقية نافذة:

- (أ) فيما يتعلق بالضرائب المستقطعة عند المنبع، على المبالغ المدفوعة في أو بعد اليوم الأول من شهر يناير الذي يلي تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ.
- (ب) فيما يتعلق بالضرائب الأخرى عن السنوات الضريبية التي تبدأ في أو بعد اليوم الأول من شهر يناير الذي يلي تاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز النفاذ.

#### المادة التاسعة و العشرون إنهاء

1- تظل هذه الاتفاقية نافذة المفعول لمدة غير محددة و يجوز لأي من الدولتين المتعاقدتين إنهاء الاتفاقية من خلال القنوات الدبلوماسية بتقديم إشعار خطى بطلب إنهاء للدولة المتعاقدة الأخرى في موعد لا يتعدي 30 يوميه في أي سنة ميلادية تبدأ بعد مرور خمس سنوات بعد السنة التي أصبحت فيها الاتفاقية نافذة.

3- يتعين على السلطات المختصتين في الدولتين المتعاقدتين أن تسعى عن طريق الاتفاق المتبادل فيما بينها إلى تذليل أي صعوبة أو شك ينشأ متعلقاً بتفسير أو تطبيق هذه الاتفاقية. ويجوز أيضاً أن تتشاوراً معاً لإزالة الإزدواج الضريبي في الحالات التي لم ترد في هذه الاتفاقية.

4- يجوز للسلطتين المختصتين في الدولتين المتعاقدتين أن تتصلاً ببعضهما من أجل التوصل إلى اتفاق حول الفقرات السابقة.

#### المادة الخامسة والعشرون

##### تبادل المعلومات

1- يتعين على السلطات المختصتين في الدولتين المتعاقدتين تبادل المعلومات الضرورية سواء لتنفيذ أحكام هذه الاتفاقية أو لتنفيذ الأنظمة أو التشريعات المحلية للدولتين المتعاقدتين المتعلقة بالضرائب التي تغطيها هذه الاتفاقية، ما دام أن فرض الضريبة تلك لا يخالف أحكام هذه الاتفاقية. و يتم تبادل هذه المعلومات دون التقيد بالمادة (1) من هذه الاتفاقية. و تعامل أي معلومة تتلقاها الدولة المتعاقدة على أنها سرية بنفس الطريقة التي تعامل بها المعلومات التي تحصل عليها وفقاً لأنظمتها أو تشريعاتها المحلية، ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو السلطات (بما في ذلك المحاكم والأجهزة الإدارية) المعنين بالربط أو التحصيل أو التنفيذ أو إقامة الدعاوى أو تحديد الاعتراض فيما يتعلق بالضرائب التي تغطيها هذه الاتفاقية، و لا يستخدم هؤلاء الأشخاص أو السلطات تلك المعلومات إلا لهذه الأغراض فقط، و يجوز لهم كشف هذه المعلومات في مداولات محكمة عامة أو في أحكام قضائية.

2- لا يجوز بأي حال تفسير أحكام الفقرة (1) من هذه المادة بما يؤدي إلى إلزام دولة متعاقدة بما يلي:

- أ) تنفيذ إجراءات إدارية مخالفة للأنظمة أو التشريعات والممارسات الإدارية في تلك الدولة أو في الدولة المتعاقدة الأخرى.

**ب)** تقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها بموجب الأنظمة أو التشريعات أو الممارسات الإدارية المعتادة في تلك الدولة أو في الدولة المتعاقدة الأخرى.

**ج)** تقديم معلومات من شأنها كشف أي سر يتعلق بالتجارة أو الأعمال أو الصناعة أو الأسرار التجارية أو المهنية أو العمليات التجارية أو معلومات قد يكون الكشف عنها مخالفًا للنظام العام.

3- إذا طلبت دولة متعاقدة معلومات بموجب هذه المادة، تستخدم الدولة المتعاقدة الأخرى إجراءاتها الخاصة بتجميع المعلومات للحصول على المعلومات المطلوبة، حتى لو كانت تلك الدولة المتعاقدة الأخرى لا تحتاج لتلك المعلومات لأغراض الضريبة الخاصة بها. ويخضع الالتزام الوارد في الحكم السابق للحدود الواردة في الفقرة (2) من هذه المادة ولكن لا تفسر هذه الحدود بأي حال على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير المعلومات لمجرد أنه ليس لتلك الدولة مصلحة محلية فيها.

**المادة الثالثة و العشرون**  
**إزالة الازدواج الضريبي**

- ١- عندما يحصل مقيم من دولة متعاقدة على دخل يجوز أن يخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى بمقتضى أحكام هذه الاتفاقية، يتعين على الدولة المذكورة أولاً السماح بخصم من الضريبة على دخل ذلك المقيم مبلغًا مساوياً لضريبة الدخل المدفوعة في تلك الدولة الأخرى، بشرط ألا يتجاوز هذا الخصم ذلك الجزء من ضريبة الدخل التي تم احتسابها قبل تقديم الخصم، والذي يعزى إلى الدخل الذي قد يخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- ٢- عندما يعفى الدخل الذي يكتسبه مقيم من دولة متعاقدة من الضريبة في تلك الدولة بمقتضى أي حكم من أحكام هذه الاتفاقية، يجوز مع ذلك لهذه الدولة أن تحسب مبلغ الضريبة على الدخل المتبقى لهذا المقيم، معأخذ الدخل المعفى من الضريبة في الاعتبار.
- ٣- لأغراض الفقرة (١) من هذه المادة، عندما يعفى الدخل الناشئ في دولة متعاقدة من الضريبة أو يخضع لضريبة بسعر مخفض في تلك الدولة لفترة زمنية محددة وفقاً لقوانين وأنظمة تلك الدولة المتعاقدة، فإن الضريبة التي كانت ستدفع على مثل هذا الدخل الذي تم إعفائه أو إخضاعه لضريبة بسعر مخفض في تلك الدولة، سوف تخصم من الضريبة على الدخل المستحق في الدولة التي يقيم فيها المالك المنقع من هذا الدخل.
- ٤- في حالة المملكة العربية السعودية ليس في أساليب إزالة الازدواج الضريبي ما يخل بأحكام نظام جباية الزكاة بالنسبة للمواطنين السعوديين المقيمين في المملكة العربية السعودية.

**المادة الرابعة و العشرون**  
**إجراءات الاتفاق المتبادل**

- ١- عندما يتبين لشخص أن إجراءات إحدى الدولتين المتعاقدين أو كليهما تؤدي، أو سوف تؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة لا تتفق مع أحكام هذه الاتفاقية، يمكنه - بصرف النظر عن وسائل المعالجة المنصوص عليها في الأنظمة أو التشريعات المحلية لتلك الدولتين - أن يعرض قضيته على السلطة المختصة التابعة للدولة المتعاقدة التي يقيم فيها، وينبغي عرض القضية خلال ثلاثة سنوات من أول إشعار بالإجراء الذي أدى إلى فرض الضريبة بما يخالف أحكام هذه الاتفاقية.
- ٢- يتعين على السلطة المختصة، إذا بدا لها أن الاعتراض مبرراً، وإذا لم تكن هي نفسها قادرة على التوصل إلى حل مرضي، أن تسعى جاهدة لتسوية القضية عن طريق الاتفاق المتبادل مع السلطة المختصة بالدولة المتعاقدة الأخرى بهدف تجنب فرض الضريبة التي تختلف أحكام هذه الاتفاقية. و ينفذ أي اتفاق يتم التوصل إليه بالرغم من أي حدود زمنية واردة في الأنظمة أو التشريعات المحلية للدولتين المتعاقدين.

المادة العشرون  
الطلبة و المتدربون

- 1- المدفوعات التي يتسلّمها طالب أو متدرب مهني أو حرفي والذي يكون - (أو كان) مباشرة قبل زيارة دولة متعاقدة - مقیما في الدولة المتعاقدة الأخرى، ويتوارد في الدولة المذكورة أولاً فقط لغرض تعليمه أو تدريبه، هذه المدفوعات التي تكون لغرض معيشته أو تعليمه أو تدريبه لا تخضع للضريبة في تلك الدولة بشرط أن تكون مثل هذه المدفوعات ناشئة من مصادر خارج تلك الدولة.
- 2- المدفوعات التي يتسلّمها طالب أو متدرب مهني أو حرفي والذي يكون - (أو كان) مباشرة قبل زيارة دولة متعاقدة - مقیما في الدولة المتعاقدة الأخرى والذي يتواجد في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فقط لغرض تعليمه أو تدريبه، والتي تمثل مكافأة فيما يتعلق بخدمات مؤداة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، لا تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى، بشرط أن تكون الخدمات مرتبطة بالتعليم أو التدريب وتكون ضرورية لأغراض المعيشة.

المادة الواحدة و العشرون  
المدرسوں و الباحثوں

إذا قام شخص طبيعي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أي مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي، لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث فقط في تلك الدولة ، بصفته مقیما - أو كان مقیما - مباشرة قبل هذه الزيارة بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً على الرواتب والأجور والمكافآت الأخرى المشابهة التي يحصل عليها مقابل ذلك النشاط، بشرط أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة.

المادة الثانية و العشرون  
الدخل الآخر

- 1- بنود الدخل لمقيم في دولة متعاقدة التي لم تتناولها المواد السابقة من هذه الاتفاقية تخضع للضريبة في تلك الدولة فقط أينما كان منشؤها.
- 2- لا تطبق أحكام الفقرة (1) من هذه المادة على الدخل - بخلاف الدخل من الممتلكات غير المنقوله المحددة في الفقرة (2) من المادة (6) من هذه الاتفاقية - إذا كان مستلم ذلك الدخل مقیما في دولة متعاقدة ويمارس عملا في الدولة المتعاقدة الأخرى من خلال منشأة دائمة توجد فيها، أو يؤدي في تلك الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من قاعدة ثابتة فيها، ويكون الحق أو الممتلكات التي يدفع من أجلها الدخل مرتبطة فعليا بمثل هذه المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة، في مثل هذه الحالة، تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية وفقا للحالة.

### المادة الثامنة عشرة

#### معاشات التقاعد

- 1- مع مراعاة أحكام الفقرة (2) من المادة (19) من هذه الاتفاقية، فإن معاشات التقاعد والمكافآت الأخرى المشابهة التي تدفع لمقيم في دولة متعاقدة مقابل خدمة سابقة، تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.
- 2- على الرغم من أحكام الفقرة (1) من هذه المادة فإن معاشات التقاعد والمدفوعات الأخرى التي تتم بناء على برنامج عام يمثل جزءا من نظام التأمينات الاجتماعية لدولة متعاقدة أو أحد أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.

### المادة التاسعة عشرة

#### الخدمات الحكومية

- 1- أ) الرواتب والأجور والمكافآت الأخرى المشابهة - خلاف معاش التقاعد - التي تدفعها دولة متعاقدة أو أحد أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية لفرد فيما يتعلق بخدمات أداهما لتلك الدولة أو القسم أو السلطة أو الجماعة تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.
- ب) ومع ذلك فإن مثل هذه الرواتب والأجور والمكافآت الأخرى المشابهة تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا أديت الخدمات في تلك الدولة الأخرى وكان الفرد مقيما في تلك الدولة وكذلك:

(1) أحد مواطنها.

(2) أو لم يصبح مقيما في تلك الدولة فقط لغرض تأدية الخدمات.

- 2- أ) أي معاش التقاعد يتم دفعه من قبل، أو من أموال توفرها، دولة متعاقدة أو أحد أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية لفرد فيما يتعلق بخدمات أداهما لتلك الدولة أو القسم أو السلطة يخضع للضريبة فقط في تلك الدولة.

ب) ومع ذلك فإن معاش التقاعد هذا يخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الفرد مواطنا ومتقديما في تلك الدولة الأخرى.

- 3- تطبق أحكام المواد (15) و(16) و(17) و(18) من هذه الاتفاقية على الرواتب والأجور، والمكافآت الأخرى المشابهة، وعاشات التقاعد فيما يتعلق بخدمات تم تأديتها ومرتبطة بعمل تزاوله دولة متعاقدة أو أحد أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية.

ب) وأن تكون المكافآت مدفوعة من قبل صاحب عمل غير مقيم في الدولة الأخرى أو نيابة عنه.  
ج) وأن لا تكون المكافآت قد تحملتها منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة يملكها صاحب العمل في الدولة الأخرى.

3- على الرغم من الأحكام السابقة في هذه المادة، فإن المكافآت المكتسبة فيما يتعلق بعمل يمارس على متن سفينة أو طائرة تستخدم في النقل الدولي يجوز أن تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقاولة).

#### المادة السادسة عشرة

#### أتعاب أعضاء مجلس الإدارة

أتعاب أعضاء مجلس الإدارة والمدفوعات المماثلة الأخرى التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس إدارة أو في مجلس مماثل لشركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز إخضاعها للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

#### المادة السابعة عشرة

#### الفنانون والرياضيون

1- على الرغم من أحكام المادتين (14) و (15) من هذه الاتفاقية، فإن الدخل الذي يكتسبه مقيم في دولة متعاقدة - بصفته فناناً في المسرح أو المسينما أو الإذاعة أو التلفزيون أو بصفته موسيكاً أو رياضياً - من أنشطته الشخصية التي يمارسها في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز إخضاعه للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- عندما يستحق دخل يتعلق بأنشطة شخصية زاولها فنان أو رياضي بصفته تلك ولم يكن ذلك الدخل للفنان أو الرياضي نفسه ولكن لشخص آخر، فإن ذلك الدخل على الرغم من أحكام المواد (7) و(14) و (15) من هذه الاتفاقية يجوز إخضاعه للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمت فيها مزاولة الفنان أو الرياضي لتلك الأنشطة.

3- الدخل الذي يكتسبه مقيم في دولة متعاقدة من أنشطة يمارسها في الدولة المتعاقدة الأخرى، وفقاً لما ورد في الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة يعفى من الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الزيارة إلى تلك الدولة المتعاقدة الأخرى ممولة كلها أو بشكل أساسي بأموال عامة من الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً أو أحد أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية أو تتم وفقاً لاتفاقية تفاقيّة أو اتفاق بين حكومتي الدولتين المتعاقدتين.

5 - الأرباح الناتجة من نقل أي ملكية غير تلك المشار إليها في الفقرات السابقة من هذه المادة تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها ناقل الملكية.

#### المادة الرابعة عشرة الخدمات الشخصية المستقلة

1- الدخل الذي يكتسبه مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بخدمات مهنية أو أنشطة أخرى ذات طبيعة مستقلة يخضع للضريبة فقط في تلك الدولة فيما عدا أي من الحالات التالية، حيث يجوز أن يخضع مثل هذا الدخل أيضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى:

(أ) إذا كانت لديه قاعدة ثابتة متوافرة له بصفة منتظمة في الدولة المتعاقدة الأخرى لممارسة أنشطته، في تلك الحالة، يجوز أن يخضع الدخل للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى، ولكن فقط بالقدر الذي يناسب إلى تلك القاعدة الثابتة.

(ب) إذا كان الشخص موجوداً في الدولة المتعاقدة الأخرى لمدة أو لمدد تصل إلى أو تزيد في مجموعها عن (183) يوماً في أي مدة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي في السنة الضريبية المعنية. في تلك الحالة، فإن مقدار الدخل المتحقق فقط من أنشطته الممارسة في تلك الدولة الأخرى، يجوز أن يخضع للضريبة في الدولة الأخرى.

2- تشمل عبارة "الخدمات المهنية" بوجه خاص الأنشطة المستقلة في المجالات العلمية أو الأدبية أو الفنية أو التربوية أو التعليمية وكذلك الأنشطة المستقلة التي يزاولها الأطباء والمحامون والمهندسو والمعماريون، وأطباء الأسنان والمحاسبون.

#### المادة الخامسة عشرة الخدمات الشخصية غير المستقلة

1- مع مراعاة أحكام المواد (16) و(18) و (19) و (20) و (21) من هذه الاتفاقية فإن الرواتب والأجور والمكافآت المماثلة الأخرى التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة - فيما يتعلق بعمل - تخضع للضريبة فقط في تلك الدولة، ما لم تتم مزاولته في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإذا تمت مزاولته في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز أن تخضع مثل هذه المكافآت المكتسبة للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- على الرغم من أحكام الفقرة (1) من هذه المادة، فإن المكافآت التي يكتسبها مقيم في دولة متعاقدة فيما يتعلق بعمل يتم مزاولته في الدولة المتعاقدة الأخرى، تخضع للضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً في الحالة التالية:

(أ) إذا كان المستفيد موجوداً في الدولة الأخرى لمدة أو لمدد لا تتجاوز في مجموعها (183) يوماً في أي مدة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي في السنة الضريبية المعنية.

موجودة فيها، أو كان يؤدي في تلك الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من خلال قاعدة ثابتة فيها، وكان الحق أو الملكية التي تدفع عنها الإتاوات مرتبطة فعلياً بالمنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة، في مثل هذه الحالة تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية وفقاً للحالة.

5- تعد الإتاوات قد نشأت في دولة متعاقدة إذا دفعها مقيم في تلك الدولة. و مع ذلك فإذا كان الشخص الذي يدفع الإتاوات، سواء كان مقيماً في دولة متعاقدة أم لا، يملك في دولة متعاقدة منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة مرتبطة بها الالتزامات التي تدفع عنها تلك الإتاوات، وكانت تلك المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة تتحمل عبء دفع هذه الإتاوات، عندها تعد هذه الإتاوات قد نشأت في الدولة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.

6- عندما يكون مبلغ الإتاوات - بسبب علاقة خاصة بين الشخص الدافع والمالك المستفيد أو بينهما معاً وبين شخص آخر - فيما يتعلق بالاستخدام أو الحق أو المعلومات التي يدفع مقابلها، يزيد على المبلغ الذي كان سيتم الاتفاق عليه بين الشخص الدافع والمالك المستفيد في غياب تلك العلاقة فإن أحكام هذه المادة تتطبيق فقط على المبلغ المذكور أخيراً. وفي مثل هذه الحالة، فإن الجزء الزائد من المدفوعات يظل خاضعاً للضريبة طبقاً لنظام أو تشريع كل دولة متعاقدة، مع وجوب مراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية.

### المادة الثالثة عشرة

#### الأرباح الرأسمالية

1- الأرباح المتحققة لمقيم في دولة متعاقدة من نقل ملكية ممتلكات غير منقوله، كما هي معرفة في المادة (6) من هذه الاتفاقية، والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، يجوز أن تخضع للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- الأرباح الناتجة من نقل ملكية ممتلكات منقوله تشكل جزءاً من الممتلكات التجارية لمنشأة دائمة يمتلكها مشروع (مقاؤلة) تابع لدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الناتجة من نقل ملكية ممتلكات منقوله متعلقة بقاعدة ثابتة لمقيم من دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض أداء خدمات شخصية مستقلة بما في ذلك الأرباح من نقل ملكية مثل هذه المنشأة الدائمة (بمفردها أو مع كامل المشروع (المقاولة)) أو مثل هذه القاعدة الثابتة، يجوز أن تخضع للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- الأرباح الناتجة من نقل ملكية سفن أو طائرات تستخدم في النقل الدولي، أو من نقل ملكية ممتلكات منقوله متعلقة بتشغيل مثل هذه السفن أو الطائرات، تخضع للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقاولة).

4- الأرباح الناتجة من نقل ملكية أسهم تمثل حصة في رأس المال شركة مقيدة في دولة متعاقدة يجوز أن تخضع للضريبة في تلك الدولة.

من قاعدة ثابتة فيها، وكانت مطالبة الدين التي دفع عنها الدخل من مطالبات الدين مرتبطة فعلياً بالمنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة، في مثل هذه الحالة تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) من هذه الاتفاقية وفقاً للحالة.

6- بعد الدخل من مطالبات الدين ناشئاً في دولة متعاقدة عندما يكون الشخص الدافع مقيناً في تلك الدولة. و مع ذلك إذا كان الشخص الذي يدفع ذلك الدخل من مطالبات الدين - سواء كان هذا الشخص مقيناً في دولة متعاقدة أم لا - يملك في دولة متعاقدة منشأة دائمة أو قاعدة ثابتة مرتبطة بالمديونية الناشئة عنها الدخل من مطالبات الدين المدفوع، وتتحمل ذلك الدخل هذه المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة، عند ذلك ناشئ في الدولة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة.

7- عندما يكون مبلغ الدخل من مطالبات الدين، بسبب علاقة خاصة بين الشخص الدافع والمالك المستفيد أو بينهما معاً وشخص آخر، فيما يتعلق بالدين الذي يدفع عنه هذا الدخل، يزيد على المبلغ الذي كان سيتم الاتفاق عليه بين الشخص الدافع والمالك المستفيد في غياب تلك العلاقة، فإن أحكام هذه المادة تتطبق فقط على المبلغ المذكور أخيراً، وفي مثل هذه الحالة، فإن الجزء الزائد من المدفوعات يظل خاضعاً للضريبة طبقاً لأنظمة أو تشريعات كل دولة متعاقدة مع وجوب مراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية.

## المادة الثانية عشرة

### الإتاوات

1- يجوز أن تخضع الإتاوات التي تنشأ في دولة متعاقدة وتدفع إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- ومع ذلك، يجوز أن تخضع تلك الإتاوات أيضاً للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لأنظمة أو تشريعات تلك الدولة المتعاقدة، لكن إذا كان المالك المستفيد من الإتاوات مقيناً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة يجب ألا تزيد عن عشرة بالمائة (10%) من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3- يعني مصطلح "إتاوات" - كما هو مستخدم في هذه المادة - المدفوعات من أي نوع التي يتم تسليمها مقابل استعمال أو حق استعمال أي حق نشر عمل أدبي أو فني أو علمي بما في ذلك الأفلام السينمائية، أو أفلام أو أشرطة البث الإذاعي أو التلفزيوني أو أي براءة اختراع أو علامة تجارية، أو تصميم أو نموذج، أو مخطط، أو معالجة سرية، أو مقابل استعمال أو حق استعمال معدات صناعية أو تجارية أو علمية، أو مقابل المعلومات المتعلقة بالتجارب الصناعية أو التجارية أو العلمية (المعرفة الفنية)، وكذا مقابل المساعدة و الخدمات ذات الطبيعة التقنية و الفنية.

4- لا تطبق أحكام الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة إذا كان المالك المستفيد من الإتاوات، مقيناً في دولة متعاقدة، و يزاول عملاً في الدولة المتعاقدة الأخرى التي نشأت فيها هذه الإتاوات من خلال منشأة دائمة

الأسمى مرتبطة ارتباطاً فعلياً بمنشأة دائمة أو قاعدة ثابتة موجودة في تلك الدولة الأخرى. كما لا يجوز لها إخضاع أرباح الشركة غير الموزعة للضريبة على الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المدفوعة أو الأرباح غير الموزعة تمثل كلياً أو جزئياً أرباحاً أو دخلاً ناشئاً في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي أحكام أخرى في هذه الاتفاقية، إذا كان لشركة مقامة في دولة متعاقدة منشأة دائمة تمارس عملاً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن أرباح المنشأة الدائمة المتبقية بعد فرض الضريبة عليها وفقاً لأحكام المادة السابعة (7) من هذه الاتفاقية، عند تحويلها للشركة، يجوز أن تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى وفقاً لتشريعها أو لنظمها الضريبي، بشرط أن لا يتجاوز سعر الضريبة خمسة بالمائة (5%) من مجموع الأرباح المحولة.

## المادة الحادية عشرة

### الدخل من مطالبات الدين

1- يجوز أن يخضع الدخل من مطالبات الدين الناشئ في دولة متعاقدة ومدفوع لمقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- ومع ذلك، يجوز أن يخضع مثل هذا الدخل من مطالبات الدين للضريبة في الدولة المتعاقدة التي ينشأ فيها وطبقاً لأنظمة أو لتشريع تلك الدولة المتعاقدة، لكن إذا كان المالك المستفيد من الدخل من مطالبات الدين مقيماً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فيجب ألا تتجاوز هذه الضريبة المفروضة عشرة بالمائة (10%) من إجمالي مبلغ الدخل من مطالبات الدين.

3- بالرغم من أحكام الفقرة (2) من هذه المادة فإن الدخل من مطالبات الدين الناشئ في دولة متعاقدة ومدفوع إلى حكومة الدولة المتعاقدة الأخرى أو إلى سلطة محلية فيها أو إلى بنكها المركزي أو إلى أي مؤسسة مالية مملوكة بالكامل لحكومة تلك الدولة الأخرى، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المشار إليها أولاً.

4- تعني عبارة "الدخل من مطالبات الدين" كما هي مستخدمة في هذه المادة الدخل من مطالبات الدين من أي نوع سواء تم تأمينها برهن أم لا، وسواء لها الحق في المشاركة بأرباح المدين أم لا، وبشكل خاص الدخل من السندات المالية الحكومية، والسندات وسندات الديون بما في ذلك العلاوات والجوائز المرتبطة بمثل هذه السندات المالية أو السندات أو سندات الديون. ولا تعد الغرامات عن الدفعات المتأخرة دخلاً من مطالبات الدين لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق أحكام الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة إذا كان المالك المستفيد من الدخل من مطالبات الدين، مقيماً في دولة متعاقدة ويزاول عملاً في الدولة المتعاقدة الأخرى التي نشأ فيها الدخل من مطالبات الدين من خلال منشأة دائمة موجودة فيها، أو كان يؤدي في تلك الدولة الأخرى خدمات شخصية مسقلة

الدولة الأخرى - عندئذ - إجراء التسوية المناسبة على مبلغ الضريبة المفروض على تلك الأرباح في تلك الدولة. لتحديد مثل هذه التسوية يتعين مراعاة الأحكام الأخرى لهذه الاتفاقية، وتنسّاور السلطان المختصتان في الدولتين المتعاقدتين فيما بينهما متى دعت الضرورة لذلك.

#### المادة العاشرة

##### أرباح الأسهم

1- يجوز أن تخضع أرباح الأسهم التي تدفعها شركة مقيدة في دولة متعاقدة إلى مقيم في الدولة المتعاقدة الأخرى للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- ومع ذلك، يجوز أيضاً أن تخضع أرباح الأسهم تلك للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تقيم فيها الشركة الدافعة للأرباح ووفقاً لأنظمة أو لتشريع تلك الدولة. و لكن إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم مقيناً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة يجب ألا تتجاوز:

أ - خمسة بالمائة (5%) من إجمالي قيمة أرباح الأسهم إذا كان المالك المستفيد الفعلي شركة (خلاف شركة الأشخاص) يملك بصورة مباشرة عشرة عشرة بالمائة (10%) على الأقل من رأس مال الشركة الموزعة لأرباح الأسهم .

ب- عشرة بالمائة (10%) من إجمالي قيمة أرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى.  
لا تؤثر هذه الفقرة على خضوع الشركة للضريبة فيما يختص بالأرباح التي تدفع منها أرباح الأسهم.

3- تعني عبارة "أرباح الأسهم" كما هي مستخدمة في هذه المادة الدخل من الأسماء أو أسهم "الانتفاع" أو حقوق "الانتفاع" أو أسهم التعدين أو أسهم المؤسسين أو الحقوق الأخرى - التي لا تمثل مطالبات ديون - أو المشاركة في الأرباح، وكذلك الدخل من حقوق المشاركة الأخرى التي تخضع لنفس المعاملة الضريبية مثل الدخل من الأسهم بموجب أنظمة أو تشريعات الدولة المقيدة فيها الشركة الموزعة للأرباح.

4- لا تطبق أحكام الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة إذا كان المالك المستفيد من أرباح الأسهم مقيناً في دولة متعاقدة ويزاول عملاً في الدولة المتعاقدة الأخرى التي تقيم فيها الشركة الدافعة لأرباح الأسهم من خلال منشأة دائمة موجودة فيها، أو كان ي يؤدي في تلك الدولة الأخرى خدمات شخصية مستقلة من قاعدة ثابتة فيها، وكانت ملكية الأسهم التي دفعت بسببها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بهذه المنشأة الدائمة ثابتة فيها، وكانت ملكية الأسهم التي دفعت بسببها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بهذه المنشأة الدائمة أو القاعدة الثابتة، في مثل هذه الحالة تطبق أحكام المادة (7) أو المادة (14) وفقاً للحالة.

5- إذا حققت شركة مقيدة في دولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فلا يجوز أن تفرض تلك الدولة الأخرى أي ضريبة على أرباح الأسهم التي تدفعها الشركة إلا بقدر ما يدفع من أرباح الأسهم هذه إلى مقيم في تلك الدولة الأخرى أو بالقدر الذي تكون فيه الملكية التي تدفع بسببها أرباح

6- عندما تشمل الأرباح على بنود للدخل عولجت بشكل منفصل في مواد أخرى في هذه الاتفاقية، فإن أحكام تلك المواد لن تتأثر بأحكام هذه المادة.

#### المادة الثامنة

##### النقل البحري و الجوي

1- تخضع الأرباح الناتجة من تشغيل سفن أو طائرات في النقل الدولي للضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقاولة).

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية للمشروع (المقاولة) نقل بحري يقع على متن سفينة فإنه يعد واقعا في الدولة المتعاقدة التي يقع فيها الميناء الأصلي للسفينة، وإن لم يوجد مثل هذا الميناء، فيعد واقعا في الدولة المتعاقدة التي يقيم فيها مشغل السفينة.

3- تطبق أحكام الفقرة (1) من هذه المادة أيضا على الأرباح الناتجة من المشاركة في اتحاد أو عمل مشترك أو وكالة تشغيل دولية.

#### المادة التاسعة

##### المشروعات (المقاولات) المشتركة

١- عندما:

(أ) يشارك مشروع (مقاولة) تابع لدولة متعاقدة بصورة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة مشروع (مقاولة) تابع للدولة المتعاقدة الأخرى أو في السيطرة عليه أو في رأس ماله.

(ب) أو يشارك نفس الأشخاص بصورة مباشرة أو غير مباشرة في إدارة أو في السيطرة على أو في رأس مال مشروع (مقاولة) تابع لدولة متعاقدة و في مشروع (مقاولة) تابع للدولة المتعاقدة الأخرى.

وفي أي من الحالتين، إذا وضعت أو فرضت شروط بين المشروعين (المقاولتين) فيما يتعلق بعلاقتهما التجارية أو المالية تختلف عن تلك التي تكون بين المشروعين (المقاولتين) مستقلين عن بعضهما، فإن أيه أرباح كان من الممكن أن يتحققها أي من المشروعين (المقاولتين) لو لم تكن هذه الشروط قائمة، ولكنه لم يتحققها بسبب وجود هذه الشروط، يجوز إدراجها ضمن أرباح هذا المشروع (المقاولة) وإخضاعها للضريبة تبعا لذلك.

2- إذا أدرجت دولة متعاقدة ضمن أرباح مشروع (مقاولة) تابع لها - وأخضعتها للضريبة وفقا لذلك- أرباح مشروع (مقاولة) تابع للدولة المتعاقدة الأخرى تم إخضاعها للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، وكانت هذه الأرباح المدرجة ستتحقق للمشروع (المقاولة) التابع للدولة المذكورة أولا لو كانت الشروط بين المشروعين (المقاولتين) هي الشروط ذاتها التي تكون بين مشاريع (مقاولات) مستقلة، فعلى

المشروع (المقاولة) نشاطاً كالذكور آنفاً، فإنه يجوز فرض الضريبة على أرباح المشروع (المقاولة) في الدولة المتعاقدة الأخرى، ولكن بالقدر الذي يمكن أن ينسب إلى (أ) تلك المنشأة الدائمة (ب) مبيعات في تلك الدولة الأخرى لسلع أو بضائع من نفس النوعية أو من نوعية مماثلة لتلك التي تباع من خلال تلك المنشأة الدائمة أو (ج) أنشطة أعمال أخرى تتم مزاولتها في تلك الدولة الأخرى من نفس النوعية أو من نوعية مماثلة لتلك التي تزاولها تلك المنشأة الدائمة.

2- مع مراعاة أحكام الفقرة (3) من هذه المادة، عندما يمارس مشروع (مقاولة) تابع لدولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق منشأة دائمة فيها، تحدد كل دولة متعاقدة أرباح تلك المنشأة الدائمة على أساس الأرباح التي يتوقع تحقيقها لو كان مشروعها ( مقاولة ) مستقلاً يمارس الأنشطة نفسها أو أنشطة مشابهة في الظروف نفسها أو في ظروف مشابهة، ويتعامل بصفة مستقلة تماماً مع المشروع (المقاولة) الذي يمثل منشأة دائمة له.

3- عند تحديد أرباح منشأة دائمة يسمح بخصم المصروفات المتکدة لأغراض أعمال المنشأة الدائمة بما في ذلك المصروفات التنفيذية والإدارية العمومية، سواء تم تكبدها في الدولة التي توجد فيها المنشأة الدائمة أو في أي مكان آخر، ولكن لا يسمح بمثل ذلك الخصم بالنسبة لأية مبالغ مدفوعة، إن وجدت، (خلاف ما دفع مقابل استرداد النفقات الفعلية) من قبل المنشأة الدائمة للمكتب الرئيس للمشروع (المقاولة) أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات أو رسوم أو مدفوعات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى أو على شكل عمولات مقابل أداء خدمات معينة أو مقابل الإدارة أو (فيما عدا حالة المشروع (المقاولة) المصرفي) على شكل دخل من مطالبات الدين فيما يتعلق بالأموال المقرضة إلى المنشأة الدائمة. وبالمثل لا يؤخذ في الاعتبار عند تحديد أرباح المنشأة الدائمة المبالغ (خلاف ما دفع مقابل استرداد النفقات الفعلية) التي تحمل من قبل تلك المنشأة الدائمة على حساب المكتب الرئيس للمشروع (المقاولة) أو أي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات أو رسوم أو مدفوعات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات مقابل أداء خدمات معينة أو مقابل الإدارة، أو (فيما عدا حالة المشروع (المقاولة) المصرفي) على شكل دخل من مطالبات الدين فيما يتعلق بالأموال المقرضة إلى المكتب الرئيس للمشروع (المقاولة) أو أي من مكاتبها الأخرى.

4- إذا جرى العرف في دولة متعاقدة على تحديد الأرباح التي تنسحب إلى منشأة دائمة على أساس تقسيم نسبي لأرباح المشروع (المقاولة) الكلية على أجزاءه المختلفة، فإن أحكام الفقرة (2) من هذه المادة لا تمنع تلك الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح التي تخضع للضريبة على أساس هذا التقسيم النسبي الذي جرى عليه العرف، غير أن طريقة التقسيم النسبي المتبعة يجب أن تؤدي إلى نتيجة تتفق مع المبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لأغراض الفراتات السابقة، تحدد الأرباح التي تنسحب إلى المنشأة الدائمة بالطريقة نفسها كل سنة ما لم يكن هناك سبب وجيه و كاف يبرر إتباع طريقة أخرى.

7- لا يعد أن مشروع (المقاولة) تابع لدولة متعاقدة منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى بسبب مزاولته للعمل في تلك الدولة الأخرى فقط عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، بشرط أن يعمل مثل هؤلاء الأشخاص بالأسلوب المعتمد لعملهم. غير أنه إذا كانت أعمال هذا الوكيل مخصصة بشكل كامل أو شبه كامل لحساب ذلك المشروع (المقاولة) و كانت الشروط المتفق عليها بين المشروع (المقاولة) والوكيل في علاقانهما التجارية والمالية تختلف عن تلك الشروط التي قد يتلقى عليها بين مشروعين (مقاولتين) مستقلين ، فإنه لا يعد وكيلًا ذا وضع مستقل ضمن المعنى المقصود في هذه الفقرة .

8- إن كون شركة مقيدة في دولة متعاقدة تسيطر على شركة أو مسيطر عليها من قبل شركة مقيدة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تراول عملا في تلك الدولة الأخرى (سواء من خلال منشأة دائمة أو غيرها) فإن ذلك الواقع في حد ذاته لا يجعل أيها من الشركاتتين منشأة دائمة للشركة الأخرى .

#### المادة السادسة

##### الدخل من الممتلكات غير المنقوله

1- الدخل الذي يحصل عليه مقيم في دولة متعاقدة من ممتلكات غير منقوله (بما في ذلك الدخل من الزراعة أو استغلال الغابات) الكائنة في الدولة المتعاقدة الأخرى يجوز إخضاعه للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- يكون لعبارة "الممتلكات غير المنقوله" المعنى الوارد لها وفقا لنظام أو تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد بها الممتلكات المعنية. وعلى أي حال، فإن العبارة تشمل على الملكية الملحة بالممتلكات غير المنقوله والثروة الحيوانية والمعدات المستخدمة في الزراعة واستغلال الغابات والحقوق التي تطبق بشأنها أحكام النظام العام المتعلقة بملكية الأرضي، وحقوق الانتفاع بالممتلكات غير المنقوله والحقوق في المدفوّعات المتغيرة أو الثابتة مقابل استغلال أو الحق في استغلال الترسّبات المعدينة والمصادر والموارد الطبيعية الأخرى، ولا تعد السفن والقوارب والطائرات من الممتلكات غير المنقوله.

3- تطبق أحكام الفقرة (1) من هذه المادة على الدخل الناتج من استخدام الممتلكات غير المنقوله بصورة مباشرة أو تأجيرها، أو استغلالها بأي شكل آخر.

4- تطبق أيضاً أحكام الفقرتين (1) و (3) من هذه المادة على الدخل من الممتلكات غير المنقوله لمشروع (المقاولة)، وعلى الدخل من الممتلكات غير المنقوله المستخدمة لمزاولة خدمات شخصية مستقلة.

#### المادة السابعة

##### أرباح الأعمال

1- تخضع الأرباح العائدة لمشروع (المقاولة) تابع لدولة متعاقدة للضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة، ما لم يمارس المشروع (المقاولة) نشاطا في الدولة المتعاقدة الأخرى عن طريق منشأة دائمة فيها. فإن مارس

ب) توفير خدمات بما فيها الخدمات الاستشارية من قبل مشروع (المقاولة) من خلال موظفين أو مستخدمين أو عاملين آخرين يوظفهم المشروع (المقاولة) لهذا الغرض، لكن بشرط أن تستمر الأعمال من هذا النوع (للمشروع نفسه أو لمشروع مرتبط به) في الدولة المتعاقدة لمدة أو مدد تزيد في مجموعها على ستة (6) أشهر خلال أي مدة أئتم عشر شهرا.

4- على الرغم من الأحكام السابقة في هذه المادة، لا تشمل عبارة "المنشأة الدائمة":

أ) استخدام التسهيلات فقط لغرض تخزين أو عرض السلع أو البضائع التي يملكها المشروع (المقاولة).

ب) الاحتفاظ بمخزون من السلع أو البضائع التي يملكها المشروع (المقاولة) لغرض التخزين أو العرض فقط.

ج) الاحتفاظ بمخزون من السلع أو البضائع التي يملكها المشروع (المقاولة) فقط لغرض المعالجة من قبل مشروع (المقاولة) آخر.

د) الاحتفاظ بمقر ثابت للعمل فقط لغرض شراء سلع أو بضائع أو جمع معلومات للمشروع (المقاولة).

هـ) الاحتفاظ بمقر ثابت للعمل فقط لغرض القيام بأي نشاط آخر ذي طبيعة تحضيرية أو مساعدة للمشروع (المقاولة).

و) الاحتفاظ بمقر ثابت للعمل لأي مزيج من الأنشطة المذكورة في الفقرات الفرعية (أ) إلى (هـ) بشرط أن يكون النشاط الكلي للمقر الثابت للعمل الناتج عن هذا المزيج له طبيعة تحضيرية أو مساعدة.

5- على الرغم من أحكام الفقرتين (1) و (2) من هذه المادة إذا كان شخص - خلاف الوكيل الممتنع بوضع مستقل والذي تطبق عليه الفقرة (7) من هذه المادة - يعمل في دولة متعاقدة نيابة عن مشروع (المقاولة) تابع للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن هذا المشروع (المقاولة) يعتبر أن لديه منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بأية أعمال يقوم بها ذلك الشخص للمشروع (المقاولة)، إذا كان هذا الشخص:

(أ) لديه صلاحية ويمارسها بشكل معتمد في تلك الدولة لإبرام العقود باسم المشروع (المقاولة)، ما لم تكن هذه الأعمال مقصورة على تلك الواردة في الفقرة (4) من هذه المادة والتي إذا تمت ممارستها من خلال مقر ثابت للعمل لا تجعل من هذا المقر الثابت للعمل منشأة دائمة بمقتضى أحكام تلك الفقرة.

(ب) أو ليس لديه مثل هذه الصلاحية لكنه يحتفظ بشكل معتمد في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من السلع أو البضائع التي يسلم منها بشكل منتظم السلع أو البضائع نيابة عن المشروع (المقاولة).

6- على الرغم من الأحكام السابقة في هذه المادة، فإن مشروع (المقاولة) التأمين التابع لدولة متعاقدة يعد له منشأة دائمة في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا حصل أقساط تأمين في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى أو أمن ضد مخاطر موجودة فيها.

طبيعة مماثلة. كما تشمل أيضا تلك الدولة أو أيا من أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية. لكن لا تشمل هذه العبارة أي شخص خاضع للضريبة في تلك الدولة فيما يتعلق فقط بالدخل من مصادر في تلك الدولة.

2- عندما يكون فرد وفقا لأحكام الفقرة (1) من هذه المادة مقيما في كلتا الدولتين المتعاقدتين فإن وضعه عندئذ يتحدد كالتالي:

أ) يعد مقيما فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد له سكن دائم بها، فإن كان له سكن دائم في كلتا الدولتين المتعاقدتين، فيعد مقيما فقط في الدولة المتعاقدة التي تكون فيها علاقاته الشخصية والاقتصادية أوثق (مركز المصالح "الحيوية").

ب) إذا لم يكن ممكنا تحديد الدولة المتعاقدة التي فيها مركز مصالحه الحيوية أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين المتعاقدتين، فيعد مقيما فقط في الدولة المتعاقدة التي فيها سكنه المعتمد.

ج) إذا كان له سكن معتمد في كلتا الدولتين المتعاقدتين أو لم يكن له سكن معتمد في أي منهما، يعد مقيما فقط في الدولة المتعاقدة التي يكون مواطنا لها.

د) إذا كان مواطنا لكلا الدولتين المتعاقدتين أو لم يكن مواطنا لأي منهما، فتسري عليه السلطتان المختصتان في الدولتين المتعاقدتين الموضوع بالاتفاق المشترك.

3- عندما يعد شخص ما - غير الفرد - وفقا لأحكام الفقرة (1) من هذه المادة مقيما في كلتا الدولتين المتعاقدتين فإنه يعد مقيما فقط في الدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلي.

#### المادة الخامسة

##### المنشأة الدائمة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "المنشأة الدائمة" المقر الثابت للعمل الذي يتم من خلاله مزاولة نشاط المشروع (المقاولة) كليا أو جزئيا.

2- تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" بصفة خاصة:

(أ) مقر إدارة.

(ب) فرع.

(ج) مكتب.

(د) مصنع.

(هـ) ورشة.

(و) المكان المستخدم كمنفذ للبيع.

(ز) منجم أو محجر أو أي مكان آخر لاستكشاف أو لاستخراج الموارد الطبيعية.

3- تشمل عبارة "المنشأة الدائمة" أيضا:

(أ) موقع بناء أو إنشاء، أو مشروع تجميع أو تركيب، أو أعمالا إشرافية متعلقة بها، لكن بشرط أن يستمر مثل هذا الموقع أو المشروع أو تلك الأعمال مدة تزيد على ستة (6) أشهر.

(إ) المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعمقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعه الداخلي و لقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال موارده الطبيعية.

ج) يعني مصطلح "المملكة العربية السعودية" إقليم المملكة العربية السعودية و يشمل ذلك المناطق الواقعة خارج المياه الإقليمية التي تمارس المملكة العربية السعودية على مياها و قاع بحرها و الطبقات الواقعة تحت التربة و مواردها الطبيعية حقوق السيادة و الولاية بمقتضى نظامها و القانون الدولي.

د) يشمل مصطلح "شخص" أي فرد، أو أي شركة أو أي كيان آخر من الأشخاص.

هـ) يعني مصطلح "شركة" أي شخص اعتباري أو أي كيان يعامل على أنه شخص اعتباري لأغراض الضريبة.

و) تعني عبارتا "مشروع (مقاؤلة) دولة متعاقدة" و "مشروع (مقاؤلة) تابع للدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مشروع (مقاؤلة) يستغله مقيم بدولة متعاقدة و مشروع (مقاؤلة) يستغله مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى.

ز) تعني عبارة "نقل دولي" أي نقل بسفينة أو طائرة يتولى تشغيلها مشروع (مقاؤلة) يوجد مقر إدارته الفعلي في دولة متعاقدة، ماعدا الحالات التي يتم فيها تشغيل السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد داخل الدولة المتعاقدة الأخرى.

ح) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(أ) بالنسبة للمغرب : وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك.

(إ) بالنسبة إلى المملكة العربية السعودية : وزارة المالية ويمثلها وزير المالية أو ممثله المفوض.

ط) يعني مصطلح "مواطن" :

(أ) أي فرد حائز على جنسية دولة متعاقدة.

(إ) أي شخص اعتباري أو شركة أشخاص أو جمعية تستمد ذلك الوضع من الأنظمة أو التشريعات النافذة في دولة متعاقدة.

2- عند تطبيق هذه الاتفاقية في أي وقت من قبل دولة متعاقدة فإن أي عبارة أو مصطلح لم يرد له تعريف فيها، وما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك، يكون له المعنى نفسه في ذلك الوقت بموجب نظام أو تشريع تلك الدولة فيما يتعلق بالضرائب التي تطبق عليها هذه الاتفاقية، ويرجح أي معنى طبقاً للأنظمة أو التشريعات الضريبية المطبقة لتلك الدولة على أي معنى معطى للعبارة أو للمصطلح وفقاً للأنظمة أو التشريعات الأخرى لتلك الدولة.

#### المادة الرابعة

##### المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم في دولة متعاقدة" أي شخص يخضع وفقاً لنظام أو تشريع تلك الدولة للضريبة فيها بسبب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو محل إدارته أو أي معيار آخر ذي

**المادة الثانية**  
**الضرائب التي تشملها الاتفاقية**

1- تطبق هذه الاتفاقية على ضرائب الدخل المفروضة باسم كل دولة متعاقدة أو أقسامها الإدارية أو سلطاتها أو جماعاتها المحلية بصرف النظر عن طريقة فرضها.

2- تعد من الضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على إجمالي الدخل، أو على عناصر الدخل بما فيها الضرائب على المكاسب الناتجة من التصرف في ملكية الممتلكات المنقولة أو غير المنقولة والضرائب على ارتفاع قيمة رأس المال.

3- الضرائب الحالية التي تطبق عليها هذه الاتفاقية بشكل خاص هي:

(أ) بالنسبة إلى المملكة المغربية:

(ا) الضريبة على الدخل.

(ii) الضريبة على الشركات.

(يشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية).

ب) بالنسبة إلى المملكة العربية السعودية:

(I) الزكاة.

(ii) ضريبة الدخل بما فيها ضريبة استثمار الغاز الطبيعي.

(يشار إليها فيما بعد بالضريبة السعودية).

4- تطبق هذه الاتفاقية أيضا على أي ضريبة مماثلة أو متشابهة في جوهرها التي تفرضها أي من الدولتين المتعاقدين بعد تاريخ توقيع هذه الاتفاقية، إضافة إلى الضرائب الحالية أو بدلا منها. وتبلغ كل سلطة مختصة في الدولتين المتعاقدين السلطة الأخرى بالتغييرات الجوهرية التي أدخلت على أنظمتها أو شريعاتها الضريبية.

**المادة الثالثة**  
**تعريفات عامة**

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

(أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" المغرب أو المملكة العربية السعودية بحسب ما يقتضيه سياق النص .

(ب) يعني مصطلح "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ

"المغرب":

(أ) تراب المملكة المغربية والبحر الإقليمي.

اتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية

وحكومة المملكة العربية السعودية

لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي

في شأن الضرائب على الدخل

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية رغبة منهما في إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في شأن الضرائب على الدخل بهدف تعزيز وتنمية علاقاتهما الاقتصادية،

فــقد اتفقا على ما يلي:

المادة الأولى

الأشخاص الذين تشملهم الاتفاقية

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين في إحدى الدولتين المتعاقدين أو في كلتيهما.

ظهير شريف رقم 1.16.93 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 أبريل 2015  
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية لتجنب الازدواج الضريبي ولمنع التهرب الضريبي في شأن  
الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 أبريل 2015 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية  
لتتجنب الازدواج الضريبي ولمنع التهرب الضريبي في شأن الضرائب على الدخل؛

وعلى القانون رقم 72.15 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها الظهير الشريف رقم 1.16.73 بتاريخ  
17 من شaban 1437 (24 ماي 2016)؛

ونظراً للتبادل الإعلامي باستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 أبريل 2015 بين حكومة المملكة  
المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية لتجنب الازدواج الضريبي ولمنع التهرب الضريبي في شأن الضرائب على الدخل.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء: عزيز أخنوش.

\*  
\* \* \*

# المملكة المغربية

# لِحَرِيقِ الْسَّمِعَةِ

## نُشُرَةُ الْاِتِّفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

| طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية<br>الرباط - شالة<br>الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24<br>0537.76.54.13<br>الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33<br>المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط<br>في إسم المحاسب المكلف بمداخيل<br>المطبعة الرسمية | تعريفة الاشتراك  |   |   | بيان النشرات  |  |
|---|--|---|---|---|--|
|   | في الخارج  | في المغرب   |   |   |  |
|   |  | سنة   | ستة أشهر                                  |   |  |
| فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.  | 400 درهم<br>200 درهم<br>200 درهم<br>300 درهم<br>300 درهم | 250 درهما<br>150 درهما<br>150 درهما<br>250 درهما<br>250 درهما | .....<br>.....<br>.....<br>.....<br>..... | النشرة العامة .....<br>نشرة الترجمة الرسمية .....<br>نشرة الاتفاقيات الدولية .....<br>نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية .....<br>نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري ..... |  |

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو علها وعلى النص العربي معا

صفحة

اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مدغشقر لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

ظاهير شريف رقم 1.17.79 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية الموقعة بانتاناريفو في 21 نوفمبر 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية مدغشقر لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

اتفاق بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصرّف.

ظاهير شريف رقم 1.19.101 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاق الموقع بالرباط في 19 يوليو 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصرّف، ممثلة بالأمينة التنفيذية، من أجل احتضان وحدة التنسيق الإقليمي طبقاً للملحق الأول من الاتفاقية المذكورة، والاتفاق التكميلي له الموقع بالرباط في 7 ديسمبر 2017 بين حكومة المملكة المغربية والأمانة العامة لاتفاقية الأمم المتحدة لمكافحة التصرّف.

## فهرست

### المملكة المغربية والمملكة العربية السعودية :

- اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في شأن الضرائب على الدخل.
- (ظاهير شريف رقم 1.16.93 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية الموقعة بالرباط في 14 أبريل 2015 بين حكومة المملكة العربية وحكومة المملكة العربية السعودية لتجنب الازدواج الضريبي ولمنع التهرب الضريبي في شأن الضرائب على الدخل.....)
- اتفاقية في المجال العسكري والتقني.
- (ظاهير شريف رقم 1.16.165 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية في المجال العسكري والتقني، الموقعة بالرباط في 3 ربيع الأول 1437 (15 ديسمبر 2015) بين حكومة المملكة المغربية وحكومة المملكة العربية السعودية.....)
- اتفاقية الضمان الاجتماعي بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية.
- (ظاهير شريف رقم 1.16.161 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية الضمان الاجتماعي، الموقعة بتونس في 5 محرم 1437 (19 أكتوبر 2015) بين المملكة المغربية والجمهورية التونسية.....)

418

348

438

369

376